Russel Bouchard

citoyen libre et historien professionnel, Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

(2003)

La communauté métisse de Chicoutimi, fondements historiques et culturels.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Russel Bouchard (1948 -)

La communauté métisse de Chicoutimi : fondements historiques et culturels.

Chicoutimi, Saguenay, Russel Bouchard, 2005, 153 pp.

Russel Bouchard, historien, nous a accordé le 1^{er} septembre 2007 son autorisation de diffuser électroniquement le texte intégral de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales à l'occasion de la diffusion du 3,000^e titre.

Courriel : rbouchard9@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 juillet 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Russel Bouchard (1948 -)

**La communauté métisse de Chicoutimi:
fondements historiques et culturels.**

Chicoutimi, Saguenay, Russel Bouchard, 2005, 153 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Liminaire](#)

[Avertissement](#)

[Introduction](#)

[Fondements historiques](#)

[La rencontre des deux peuples fondateurs dans la vallée laurentienne](#) : Traités d'alliance de 1603 et 1633

[L'hécatombe des Indiens des premiers contacts et la naissance de la nation métisse canadienne](#)

[La conspiration de l'oubli](#) : une réalité historique écrasée par la doctrine chrétienne et les chantres du nationalisme canadien-français

[Première phase de métissage euro-autochtone au S.-L.-S.-J.](#) : le cas de Nicolas Peltier, père des Métis... et des Inutsh saguenéens !

[Deuxième phase de métissage euro-amérindien au S.-L.-S.-J.](#) : la pulsion écossaise à l'époque de McLaren

[Indiens-métis ou Métis-indiens ?](#) Le cas de l'union McKenzie – Matchiragan, une histoire qui illustre toutes ces autres

[Troisième phase de métissage euro-amérindien au S.-L.-S.-J.](#) : la fondation du village de Chicoutimi, l'œuvre du Métis Peter McLeod

[La nouvelle réalité autochtone saguenéenne et jeannoise](#) : création de la réserve indienne et métisse de Pointe-Bleue

[Le Recensement fédéral de 1861](#) : exit les Métis du Québec et du Saguenay

[Indiens et Métis du Saguenay, soudés pour l'éternité](#) dans la fosse commune du cimetière Saint-François-Xavier de Chicoutimi

[Conclusion](#)

[Annexes](#)

1. [Le titre aborigène](#)
2. [Lettre de Louis Bernard à Russel Bouchard](#)
3. [La « Pointe des Indiens »](#)
4. [Dictionnaire généalogique des familles canadiennes](#) : nom des blancs mariés aux femmes indigènes
5. [Carte des délimitations du Domaine du Roi, en 1733](#)
6. [Recensement de 1839](#)
7. [Extrait du recensement fédéral de 1851](#) : les Métis
8. [Quartiers généalogiques](#)

[Sigle des Métis](#)

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'histoire du Saguenay, et plus précisément dans celle de Chicoutimi, il est d'ailleurs beaucoup question du fameux « régime des fiers-à-bras » qui a prévalu à l'époque du fils McLeod, soit de son installation à la Rivière-du-Moulin, en 1842, à sa mort prématurée, en 1852. Comprenons que cette loi, si brutale, si burlesque et si répudiable soit-elle aux yeux de notre époque, c'est la « loi du pays », la loi des Métis de Chicoutimi, une manière de faire qui plante ses racines dans l'histoire des lieux et qui, rendue à son terme, est subitement subrogée par celle du droit anglais imposé par la marche du peuplement.

• • •

Cet opusculé consacré à la communauté métisse de Chicoutimi ouvre ainsi sur un univers méconnu de l'histoire du peuplement du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Par ses découvertes documentaires et par l'étalement de ses sources, parfois inédites, l'auteur explore le passé sous un angle nouveau. Il le questionne en fonction d'une réalité jusqu'alors occultée par le discours officiel et le consensus historique, une réalité dont il est lui-même partie prenante et dont il se dit fier d'appartenir...

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Liminaire

[Retour à la table des matières](#)

Un peuple se définit d’abord par son histoire, qui est aussi la construction d’une intimité commune, le témoin de sa propre marche dans la longue caravane de l’Humanité. Il s’exprime ensuite par sa culture, qui est la somme des rapports passés et présents qu’entretiennent les individus et le groupe dont ils participent avec un environnement naturel et spirituel particulier. Et dans cette perspective, il n’appartient qu’à nous, qu’à ceux et celles qui partagent ce sentiment d’appartenance, qu’à ceux et celles qui composent cette intimité perpétuée dans la mémoire collective, de définir ce que nous sommes et de nous présenter dans cette marche.

R.B.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Avertissement

[Retour à la table des matières](#)

Cet opusculé ouvre sur un univers méconnu de l'histoire du peuplement du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il est la réponse à une commande d'un comité spécial chargé par la municipalité de Saguenay d'explorer les tenants et aboutissants d'un éventuel traité conçu dans le cadre de l'Approche commune. À cet égard, les membres du comité ont demandé à son auteur, à titre d'historien, une expertise professionnelle destinée, pour un, à les éclairer sur l'existence d'une communauté métisse au Saguenay ; pour deux, à vérifier les fondements historiques de cette communauté ; et, pour trois, à évaluer la pertinence de leurs revendications évoquées en vertu du jugement Powley prononcé par la Cour suprême du Canada le 19 septembre 2003.

Par ses découvertes documentaires et par l'étalement de ses sources, parfois inédites, l'auteur explore le passé sous un angle nouveau. Il le questionne en fonction d'une réalité jusqu'alors occultée par le discours officiel et le consensus historique, une réalité dont il est lui-même partie prenante et dont il se dit fier d'appartenir...

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 juillet 2000, alors que le gouvernement du Québec raboutait les dernières ficelles des fusions municipales qui allaient forcer celles des villes et villages du Haut-Saguenay en une seule entité administrative et politique, la population régionale apprenait que le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les représentants désignés des quelque 4000 descendants d'autochtones regroupés autour de Mashteuiatsh s'étaient entendus en sourdine sur la conclusion d'un traité global reconnaissant les *droits ancestraux* des peuples autochtones de ce territoire. Ce projet d'accord ou traité, qui a fait couler beaucoup d'encre depuis, sera effectivement très lourd de conséquences comme il a été maintes fois précisé. En reconnaissant, en exclusivité aux Inuit, le titre « *autochtone* »¹, il scellera, pour l'éternité et sans égard aux droits et besoins des autres collectivités, le titre de propriété collective ancestrale du territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean au profit et avantages exclusifs de cette minorité collective ethno-culturelle. Il réorganisera la manière d'occuper et d'exploiter le territoire régional au profit des trois entités représentatives signataires et au détriment de la population régionale dès lors niée d'existence. Il privilégiera, à tout niveau, un groupe humain particulier (les Inuit) sur des préceptes historiques discutables, sans égard à la réalité

¹ Le titre « *autochtone* », en vertu de la Constitution canadienne de 1982, est un droit foncier *sui generis* (de son espèce) qui se distingue du droit de propriété ordinaire. Il découle de l'occupation *collective, exclusive et continue* du territoire au Canada avant la *Proclamation royale de 1763*. Pour plus d'explications, voir l'Annexe 1.

socio-économique et démographique voulant que certains groupes ethno-culturels nommément protégés par les articles 1, 2d ², 7 ³, 15 ⁴, 25 ⁵, 27 ⁶, 35 ⁷ et 52 ⁸

² « 2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes : d) liberté d'association ».

³ « 7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. »

⁴ « 15.(1) La loi ne fait acception de personne [c'est-à-dire qu'elle ne donne de préférence à personne et que] tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur... ».

⁵ « 25. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne porte pas atteinte aux droits ou libertés —ancestraux, issus de traités ou autres— des peuples autochtones du Canada, notamment : a) aux droits ou libertés reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763 ; b) aux droits ou libertés acquis par règlements de revendications territoriales ; b) aux droits ou libertés existants issus d'accords sur ces revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis. »

⁶ « 27. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturelle des Canadiens. »

—À ce sujet, on peut toujours consulter :

1- « 27/1 L'article 27 n'est pas une disposition substantive, mais une disposition d'interprétation, qui en elle-même ne peut être violée. Il n'énonce pas un droit mais est destiné à interpréter les autres droits. » (Roach c. Canada (Ministère d'État au Multiculturalisme et à la citoyenneté), (1994) 2C.F. 406 (C.A.).

2- « 27/17 Sanders, D. Article 27 and the Aboriginal Peoples of Canada, dans Canadian Human Rights Foundation, (éd.) Multiculturalism and the Charter : A Legal Perspective, Toronto, Carswell, 1987, p. 155.

3- Henri Brun et Pierre Brun, *Alter Ego / Chartes des droits de la personne / Législation-Jurisprudence-Doctrine*, Wilson & Lafleur Ltée, 14^e édition 2001.

⁷ « 35.(1) Les droits existants —ancestraux ou issus de traités— des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés.

(2) Dans la présente loi, « peuples autochtones du Canada : s'entend notamment des Indiens, des Inuits et des Métis du Canada.

(3) Il est entendu que sont compris parmi les droits issus de traités, dont il est fait mention au paragraphe (1), les droits existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.

de la Constitution de 1982 soient menacés d'effondrement sinon de disparition (notamment les Canadiens français et les Métis).

Conséquence non moins néfaste pour ces minorités culturelles canadiennes fondatrices déjà affligées des tares de l'exclusion, en plus de nier l'existence d'une population régionale homogène a fortiori canadienne-française⁹, le futur traité, dont les paramètres sont déjà définis dans l'entente de l'*Approche commune* (signée au Château Frontenac, le 31 mars 2004), refuse, en toute injustice, de reconnaître et de tenir compte du fait, réel et incontestable, de l'existence historique, sociale, culturelle et politique des collectivités métisses euro-amérindiennes du Saguenay–Lac-Saint-Jean ; qui sont, elles aussi, des collectivités... « *autochtones* » dans le sens constitutionnel du terme et officiellement reconnues par un récent jugement de la Cour suprême du Canada (*R. c. Powley*¹⁰, 19 septembre 2003)¹¹.

(4) *Indépendamment de toute autre disposition de la présente loi, les droits —ancestraux ou issus de traités— visés au paragraphe (1) sont garantis également aux personnes des deux sexes. »*

⁸ « 52 (1) *La constitution, du Canada est la loi suprême du Canada ; elle rend inopérante les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit. »*

⁹ Au Canada, on ne parle plus de *Canadiens français*, mais plutôt de Franco-québécois, de Franco-ontariens, de Franco-manitobains, etc., ce qui est le fruit d'une négation historique qui va déjà à l'encontre de la réalité canadienne.

¹⁰ Dans cette cause historique, la *Reine* visite *Steve Powley et Roddy Charles Powley*. Ces derniers, qui avaient été accusés d'avoir chassé en contravention à la loi provinciale de l'Ontario, ont finalement gagné leur cause en vertu des droits ancestraux garantis aux Métis par la Constitution de 1982, inscrivant dès lors ce peuple distinct dans le rôle constitutionnel canadien.

¹¹ Ce jugement prononcé en vertu des critères établis dans l'arrêt dit *Van der Peet* (1996) conclut, entre autres, que les « *Métis* » du Canada —ce qui n'exclut aucune région du pays— constituent « *un peuple distinct qui, en plus de leur ascendance mixte, possèdent leurs propres coutumes et identité collective reconnaissables et distinctes de celles de leurs ancêtres indiens ou inuits, d'une part, et de leurs ancêtres européens, d'autre part* ». Il y est dit également qu'une « *communauté métisse est un groupe de Métis ayant une identité collective distincte, vivant ensemble dans la même région et partageant un mode de vie commun* ». Cf., *R. c. Powley*, page 1 sur 15, 23/09/2003.

Au regard de l'histoire qu'aucune plume en quête de vérité et de justice ne saurait nier, la plus ancienne de ces collectivités métisses de la Boréale québécoise, celle de Chicoutimi, détient du reste une place primordiale sinon mythique dans la mémoire collective régionale. Car c'est effectivement ici, au confluent des rivières Chicoutimi et Saguenay, au cœur de ce qui était alors appelé le *Domaine du Roi* et de ce qui est finalement devenu (le 18 février 2002, date du décret) Ville de Saguenay, que débarqua dans des conditions très particulières, en 1672, le père des Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Nicolas Peltier ; et c'est également dans ce lieu dit où courent encore les mânes des ancêtres de ce peuple fondateur qui n'a cessé d'essaimer depuis, que le Métis euro-amérindien de réputé mémoire, Peter McLeod Jr, un natif de la rivière du Moulin, mit les bases de la localité de Chicoutimi, en 1842, une étape ultime dans la rencontre des deux cultures fondatrices de la région.

À n'en pas douter, ces deux dates de rencontre —1672 et 1842— marquent des temps d'arrêt dans l'histoire de l'occupation du territoire de ce « pays » intime. Elles établissent des points de références de son identité particulière marquée désormais par la cohabitation et le mariage ethno-culturel entre anciens et nouveaux arrivants ; et elles introduisent des chapitres évocateurs appelés à être littéralement niés voire répudiés dans le traité qui court vers une signature officielle, une signature, redisons-le définitive, ineffaçable et lourde de toutes ses conséquences pour ceux et celles qui partagent cet espace territorial depuis plus de trois siècles.

Pour une raison et pour une autre, qui en appellent désormais au débat, ces faits historiques du métissage euro-amérindien, au Québec et plus spécifiquement dans les territoires de la Boréale québécoise, ont été niés et occultés depuis la Conquête anglaise. Il s'agit maintenant pour nous, à titre d'historien, de Métis natif de Chicoutimi (ascendances française, écossaise et montagnaise) et de citoyen de ce « pays » intime, de soulever le premier coin de ce linceul opaque, et d'établir ce faisant les premiers jalons de cette facette incontournable de la marche du peuplement au Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord (ce qui était, jus-

qu'en 1842, le Domaine du Roi et la Seigneurie de Mingan ^{*}), qui constitue, avec l'Acadie, l'un des principaux creusets du peuple métis du Canada...

^{*} La première portion de la seigneurie de *Mingan*, terre ferme, fut concédée en 1661 à François Bissot de la Rivière par la Compagnie des Cent-Associés : elle comprenait alors « *L'Isle aux Oeufs jusqu'à Sept-Isles et dans la Grande Anse, vers les Esquimaux où les Espagnols font ordinairement la pesche* ».

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

FONDEMENTS HISTORIQUES

[Retour à la table des matières](#)

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

La rencontre des deux peuples fondateurs
dans la vallée laurentienne :
Traités d'alliance de 1603 et 1633

[Retour à la table des matières](#)

Existe-t-il, oui ou non, des assises historiques —et généalogiques— attestant de l'existence d'une communauté métisse au Québec, au Saguenay ? Et si oui quelles en sont les jalons historiques, le fondement culturel et la qualité présente dans notre société ?

La réponse à cette question délicate est loin de l'image d'Épinal. S'il faut en croire le « *négociateur spécial pour le Québec* » dans le dossier de l'*Approche commune*, M. Louis Bernard, qui a jugé bon de réagir instinctivement à la publication du jugement Powley, à sa « *connaissance il n'existe pas et n'a jamais existé de communauté métisse au Saguenay–Lac-Saint-Jean ou sur la Côte-Nord* »¹², point à la ligne. S'il faut s'en remettre, en sus, aux commentaires tout aussi réactionnaires du ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec, M. Benoît Pelletier¹³, qui s'est empressé d'appuyer son négociateur sur cette controverse

¹² Lettre de Louis Bernard à Carol Néron, in *Le Quotidien*, 8 décembre 2003, p. 8.

¹³ Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec, a été remplacé à cette haute fonction par le député libéral du comté de Jacques-Cartier, Geoff Kelley, lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.

socio-historique en nourrissant les journaux de ses propres préjugés, la question ne se pose pas au Québec et elle ne se posera pas —surtout pas !— avant la signature du traité avec les Inuit car, de son propre avis, « *la présence de communautés de métis et indiens hors réserve est plus marquée dans d'autres provinces du Canada, dont l'Ontario par exemple* » ¹⁴. Et la question est loin de faire consensus si nous prenons en compte, *a contrario* des deux sophismes précédents, l'évaluation du père de l'ethnologie québécoise, Jacques Rousseau, un savant, faut-il le préciser, dont l'œuvre et la somme d'ouvrages à l'endroit des peuples autochtones canadiens pour lesquels il a consacré sa vie, ne cessent toujours d'étonner par sa pertinence : car, selon ce dernier, « *plus de 40% des Canadiens français ont du sang indien. Et à partager leur pays nous avons fini par leur ressembler* » ¹⁵.

S'il faut interroger encore l'approche des plus pesées de l'anthropologue jean-nois Georges Fortin, auteur d'une érudite thèse de doctorat ¹⁶ déposée à l'Université Laval en juillet 2000 (donc rédigée avant l'annonce du projet de traité), cette question existentielle à l'endroit du peuple métis est déjà entendue, sinon

¹⁴ « Le ministre Pelletier est bien décidé / La signature de l'entente se fera bientôt », in *Le Quotidien*, 9 décembre 2003, p. 6.

¹⁵ Jacques Rousseau, « Nos ancêtres, les Indiens... », in *Perspective / Le Soleil*, 16 mai 1970, vol. 12, no 20, p. 2-4.

Faisant l'éloge de cette déclaration, qui n'eut pas l'heur de plaire aux chantres de la nation canadienne-française, pure, catholique et surtout pas libertaire (*sic*), l'auteur J. Déziel écrit : « *L'ensemble du Canada français donne, sur la question du métissage, une perspective toute autre, évidente depuis toujours...* » Cf., « Métissage Français-Indiens du Canada », in *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, Montréal, janvier-mars 1970, vol. 21, no 1, p. 189-190.

Rousseau n'était du reste pas seul de son école. D'autres avant lui, dont l'anthropologue français Jean-Louis-Armand de Quatrefages de Bréau, y avaient souscrit depuis longtemps : « *Tous savent que dans l'Amérique septentrionale, les Métis de Français et de Peaux-Rouges forment la grande majorité des habitants de la province de Québec au Canada.* »

¹⁶ Georges Fortin, *Tshakapesh et moi : brève exploration à l'intérieur d'un Blanc ensauvagé*, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval pour l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph. D.), Département d'histoire, Faculté des Lettres, Université Laval, Québec, juillet 2000, 321p.

pour tout le Canada du moins en ce qui concerne le Saguenay–Lac-Saint-Jean, royaume des « *Bleuets* ». Selon lui, « *une évidence s'impose [pourtant] d'elle-même* » quand on évoque cette question du peuplement régional et de son évolution socioculturelle : c'est « *celle de l'occasion historique du double ensauvagement, phénomène régional s'il en est un, concept clé, de l'émergence de ce « Bleuets », lequel, après s'être innocemment approprié un territoire, celui des Kakouchaks, s'est empressé de revêtir la défroque du Décepteur, jouant à la fois des rôles dévolus à Carcajou, Mist'amisc et qui, comme pâle imitateur de Tshakapesh, ne peut s'empêcher de vouloir construire un monde.* ¹⁷ »

Pour tâcher d'amener un premier élément de réponse à cette question, socio-historique, culturelle, spirituelle et politique fort complexe, qui ne rallie manifestement pas les avis et qui aura le mérite d'en soulever bien d'autres, il faut remonter à l'aube de l'histoire du Canada, à l'époque des premiers contacts euro-amérindiens, départ fracassant d'une révolution interethnique appelée par le fait d'histoire à produire les assises de la réalité ethno-culturelle saguenéenne et jeannoise d'aujourd'hui ¹⁸. On se rappellera, à cet égard, qu'au printemps 1603, le 27 mai pour être plus précis, date historique s'il en est une au chapitre des relations euro-amérindiennes de la Laurentie, Samuel de Champlain, sous le commandement de François Gravé Du Pont, avait rencontré à l'entrée du Saguenay, au lieu-dit Pointe Saint-Mathieu (ou Pointe-aux-Allouettes), les chefs de l'alliance algonquienne alors accompagnés d'une centaine de leurs congénères (Algonquins, Etchemins, Montagnais). Lors de cette rencontre mémorable, qui correspond au premier traité d'alliance euro-amérindien jamais noté dans les documents d'archives, les Français assurèrent ces gens d'une aide militaire dans leurs guerres contre les Iroquois, et obtinrent en retour le droit d'occuper le territoire, d'y établir à leur guise des lieux de rencontre et d'y développer leurs industries et l'objet de leur commerce ¹⁹.

¹⁷ *Ibid.*, p. 261.

¹⁸ Pour en savoir davantage sur cet épisode, on peut toujours consulter Russel Bouchard, *Le Saguenay des fourrures (1534-1859)*, Chicoutimi, 1989, 269p. Et *Le dernier des Montagnais / Vie et mort de la nation ilnut*, Chicoutimi, 1995, 210p.

¹⁹ Voir à ce sujet, P.-A. Giguère, *Œuvres de Champlain*, présenté par Georges-Émile Giguère, Éditions du Jour, Montréal, 1973, vol. 1, p. 70-71.

Telle que prévue, la guerre n'eut de cesse de se manifester entre les *nations* de l'alliance algique ²⁰ et les Iroquois, et l'histoire suivit ainsi son cours pour subir ses dénouements : en vertu de l'alliance de ce 27 mai historique, les Français assistèrent les premiers contre les seconds qui n'en étaient pas moins soutenus par les Anglais ; des lieux de peuplements furent fondés par les Français, en Acadie, à Tadoussac et à Québec ; et les Indiens alliés s'amenèrent en ces lieux nouveaux pour fuir les tueries intertribales, surmonter les famines épisodiques et y trouver, hélas, des maladies qu'ils ne connaissent pas. En 1633, après son retour à Québec, Champlain rassembla une dernière fois les chefs des *nations* ²¹ amis, pour s'assurer de leur fidélité. Avec le chef algonquin Capitanal, un ami venu de Trois-Rivières à la tête d'une flottille de dix-huit canots, il conclut une seconde alliance qui l'autorisait, cette fois-ci, à construire une habitation à Trois-Rivières, et dans laquelle il invitait ces Indiens à marier leurs filles à leurs garçons pour ne faire plus qu'un peuple. L'affaire fit dès lors son chemin. À un pacte d'union militaire et commerciale conclut en 1603, s'ajoutait ainsi un pacte d'union ethnique et culturelle qui cimentait le premier et consacrait officiellement la rencontre des deux peuples fondateurs du Canada.

²⁰ *Alliance algique*, pour parler des nations de langue algonquienne qui se sont unies dans la guerre menée contre les Iroquois.

²¹ Dans le présent ouvrage, nous entendons par « *peuples autochtones* », les *Inuits*, les *Indiens* et les *Métis*. Chacun de ces *peuples* est divisé en *nations* ou *tribus*, qui sont des entités collectives initialement soudées sur un territoire donné par la langue, l'histoire, les coutumes et, si ça se trouve, par des traités voire des jugements de la Cour suprême. Le Canada compte dix familles linguistiques indiennes (dont deux au Québec, l'algonquienne et l'iroquoienne) ; une langue métisse officiellement reconnue (la française, bien que certains ne parlent et comprennent que l'anglais). Chez les Inuits du Grand Nord canadien et du Québec, on compte plusieurs dialectes (dont l'inuktituk, la plus connue). Pour ce qui est de la nomenclature relative aux langues indiennes, on peut toujours consulter le catéchisme de Maître René Dupuis, *La Question indienne au Canada*, Collection Boréal Express, 1991, p. 31-41. Voir également, Simon Langlois, « Le Québec du XXI^e siècle », in *L'annuaire du Québec 2004*, Fides, 2003, p. 173-174.

« Tu dis que les François sont venus habiter Kebec pour nous defendre, et que tu viendras en nostre pays pour nous proteger. Je me souviens bien d'avoir ouy dire à nos peres que quand vous estiez là bas à Tadoussac, les Montagnais vous allèrent voir, et vous inviterent à nostre déceu de monter çà haut, où nos peres vous ayant veus, vous aumerent, et vous prièrent d'y faire vostre demeure. [...] Quand tu viendras là haut avec nous, tu trouveras la terre meilleure qu'icy [à Québec] : tu feras au commencement une maison comme cela pour te loger (il designoit une petite espace de la main :) c'est à dire tu feras une forteresse, puis tu feras une maison comme cela, designant un grand lieu, et alors nous ne serons plus des chiens qui couchent dehors, nous entrerons dans cette maison, (il entendoit un bourg fermé :) En ce temps-là on ne nous soupçonnera plus d'aller voir ceux qui ne vous aiment pas : tu semeras des bleds, nous ferons comme toy, et nous n'irons plus chercher nostre vie dans les bois, nous ne serons plus errans et vagabonds. [...]

La conclusion fut que le sieur de Champlain leur dit : quand cette grande maison sera faite, alors nos garçons se marieront à vos filles, et nous ne serons plus qu'un peuple. Ils se mirent à rire, repartans : Tu nous dis toujours quelque chose de gaillard pour nous résiouïr, si cela arrivoit nous serions bien heureux. » ²²

²² *Relations des Jésuites (1633)*, Montréal, Éditions du Jour, tome 1, p. 27-28.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

L'hécatombe des Indiens des premiers contacts
et la naissance de la nation métisse canadienne

[Retour à la table des matières](#)

Et cette alliance se produisit effectivement telle que demandée par Champlain et acceptée par le chef Capitanal, puisque le bourg de Trois-Rivières leva de terre l'année suivante, en 1634, puisque les Indiens s'y établirent pour cohabiter avec les euro-canadiens dans la foulée du commerce des fourrures, et puisque des unions maritales furent aussitôt notées sinon consacrées entre les Français et les Indiens qui avaient alors entrepris de partager ce nouvel espace communal. Comme l'usage le veut en pareille circonstance lorsqu'un peuple entreprend de coloniser un territoire déjà occupé par un autre qui n'a plus la capacité —militaire, économique et démographique— de s'y opposer, les mariages interethniques faits « à la mode du pays » soudèrent dès lors cet accord et devinrent coutume. Tandis que d'autres, solennellement enregistrés selon les rites de l'Église catholique, permirent d'en perpétuer officiellement les rentrées dans notre histoire et les lignées généalogiques (comme en font foi, notamment, les *Relations des Jésuites*, le *Journal des Jésuites*, les *Lettres de Marie de l'Incarnation* et les *Régistres de Tadoussac*).

C'est ainsi que, de 1608 à 1670, date qui correspond à la phase de l'effondrement démographique des populations indiennes de la Laurentie et à la migration de leurs derniers survivants vers les territoires de la Boréale québécoi-

se (comme il a d'ailleurs été fortement démontré dans certains ouvrages d'histoire récents ²³) ; c'est ainsi, dis-je, qu'une culture s'ouvrait à une autre pour écrire un nouveau chapitre de l'histoire de l'autochtonie nord-américaine, un chapitre d'histoire de cette marche du peuplement d'où émerge, d'année en année, une nouvelle communauté ethno-culturelle dynamique appelée à s'imposer comme la base du peuple métis canadien.

Pour bien apprécier ce passage historique lourd de toutes ses conséquences et pour comprendre qu'il ne s'agit pas là de rencontres d'exceptions appelées à se marginaliser dans l'histoire canadienne mais plutôt à se densifier, il suffit de citer les cas de ces dizaines de Français qui, déjà, hivernèrent dans les communautés autochtones à l'époque de Champlain (les Jean Manet, Jean Nicolet, Gros Jean de Dieppe, Jean Richer, Étienne Brûlé, Nicholas de Vignau, Nicolas Marsolet, Du Vernay, La Crette, La Montagne, La Vallée, Grenole, La Marche, le Baillif). En plus de l'union religieuse de Martin Prévost (avec Marie Manitouabe8ich, le 3 novembre 1644 ²⁴), il suffit de noter plus précisément le plus célèbre de ces mariages mixtes, celui du gouverneur de Trois-Rivières, Pierre Boucher, qui, en 1649, unit son sang avec Marie Ouébadinouaoué (alias Marie Chrestienne), la fille d'un chef sauvage, élevée par les Ursulines ²⁵. Il suffit de citer encore l'essaimage particulièrement dynamique de la nation métisse dans l'Acadie du XVIIe siècle, tel que noté dans les nombreux travaux de Rameau de Saint-Père (des mariages qui « ont dû exercer beaucoup plus d'influence sur la race entière ») ²⁶ et du généalogiste Alexandre Alemann, qui a consacré sa vie à la ques-

²³ Pour ne citer que les plus importants, notons : Russel Bouchard, *Le dernier des Montagnais*, op. cit. Nelson-Martin Dawson, *Des Attikamegues aux Têtes-de-Boules*, Septentrion, 2003. Bruce G. Trigger, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs / Français et Amérindiens en Amérique du Nord*, Boréal/Seuil, 1985.

²⁴ Honorius Provost, « Martin Prévost (Provost) », in *Dictionnaire Biographique du Canada (DBC)*, vol. 1, 1966, p 566-567.

²⁵ Voir à ce sujet le long commentaire de l'abbé Paul-André Leclerc, « Le mariage sous le régime français, in *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. XIV, no 1, juin 1960, p. 50.

²⁶ E. Rameau, *La France aux colonies / Études sur le développement de la race française hors de l'Europe*, Paris, A. Jouby Libraire-Éditeur, 1859, p. 123-124.

tion ²⁷. Et il suffit de noter l'ajout de ces dizaines d'autres qui vont s'inscrire dans cette lignée ininterrompue jusqu'à la fin du XIXe siècle, un épiphénomène ethno-culturel que ne manquera pas de relever minutieusement, à la toute fin du septième volume de son fameux *Dictionnaire* ²⁸, Mgr Cyprien Tanguay ²⁹ (une référence généalogique incontournable, faut-il le préciser, qui occulte cependant les centaines d'unions libres effectuées à « *la mode du pays* », *a contrario* du droit canonique qui interdisait en ces temps les mariages entre catholiques et néophytes, de loin les plus nombreux ³⁰.

²⁷ Alexandre Alemann est né à Montréal en 1950. Il a commencé en 1967, par établir les lignées généalogiques des gens de la Pointe-Bleue (Mash-teuiatsh) ; il a en suite travaillé pour le ministère de l'Immigration pour reconstituer la généalogie des familles des immigrants ; et, devenu actionnaire de l'Institut Drouin, il a été accrédité par le ministère canadien des Affaires indiennes et du Nord pour établir les généalogies des individus de souche autochtone qui voulaient obtenir leur reconnaissance en vertu de la Loi C-31. Sur les Métis acadiens, Alexandre Alemann a écrit, entre autres, en 2003, *Toute la vérité sur un grand mensonge*, une œuvre exhaustive (300 pages), érudite et sans complaisance où il remet à l'heure de l'histoire nationale la réalité métisse de cette partie du Canada, une réalité injustement occultée par les puristes de l'histoire nationale.

²⁸ Mgr Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, Montréal, Eusèbe Sénécal & Fils, 1890, vol. 7, p. 687-688.

²⁹ Voir la liste exhaustive de ces quelque 95 mariages entre Français et femmes indigènes dans l'Annexe 4.

³⁰ Cette réalité du métissage répandu à grande échelle dans les postes de traite de l'arrière-pays d'alors et cette impossibilité de recenser la multitude de mariages faits entre Blancs et Indiens « à *la mode du pays* », ont d'ailleurs attiré l'attention de l'historienne Louise Dechhène, qui en commente le fait dans son œuvre maîtresse : *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Plon, Paris et Montréal, 1974, p. 39-41. — « *D'une part, ces unions sont le plus souvent bénies dans la paroisse de la fille, en l'occurrence dans les missions, pour lesquelles nous n'avons pas de registres. D'autre part, l'origine raciale de quelques Indiens portant un patronyme français n'est peut-être pas toujours indiquée dans les registres de paroisses. [...] L'intégration des Indiennes à la communauté de leur mari est plus fréquent mais aussi insaisissable.* »

« *Il y eut certainement métissage*, dit encore et dans le même sens l'historien Trudel : *dans les régions excentriques, les registres d'état civil font mention de mariages entre Canadiens et Amérindiennes, et enregistrent plusieurs naissances de métis. [...] Les alliances, légitimes ou non, ont été*

L'avènement de Louis XIV sur le trône de France (1661), la « royalisation » de la Nouvelle-France (1663) et l'arrivée à Québec de l'intendant Jean Talon (1665), marquent une étape nouvelle de la colonisation française en Amérique du Nord. Ainsi, écrit le ministre Colbert à Talon, le 5 janvier 1666 : « *Il me semble que sans s'attendre a faire Capital sur les nouveau Colons que l'on peut envoyer de France, Il n'y auroit rien qui y contribuast davantage que de tascher a civiliser les Algonquins, les hurons et les autres Sauvages qui ont embrassé le Christianisme, et les disposer a se venir establir en Communauté avec les François pour y vivre avec eux, et eslever leurs enfans dans nos mœurs, et dans nos Coutumes* » ³¹. La marque du temps est officielle. Elle tire le trait qui sonne le départ d'une politique de peuplement axée sur la mixité des mariages euro-amérindiens et à la naissance d'une nouvelle culture redevable à cette extraordinaire rencontre ethno-culturelle entre les Français, les Canadiens et les derniers Indiens survivants de l'alliance algique.

Dans l'esprit du roi et de son grand ministre, cette politique nouvelle de peuplement de la Nouvelle-France et de francisation des jeunes Indiens était un impératif auquel l'administration coloniale ne pouvait se soustraire à nul prix et n'en déplaise à certains puristes qui rechignaient à l'idée d'un tel mélange. Pour accroître le peuplement dans la vallée laurentienne, Colbert récupéra donc le projet de Champlain (ce qu'a d'ailleurs vigoureusement noté l'historien et archiviste de la Société royale du Canada, Gustave Lanctot ³²). Pour être bien sûr que cette directive fournisse le plus rapidement possible des résultats escomptés, il revint d'ailleurs sur le sujet l'année suivante et intima son intendant, qu'il trouvait par trop timoré à cet égard, de faire davantage d'efforts pour activer la rencontre. Ainsi, écrit-il alors dans sa lettre annuelle du 5 avril 1667, « *vous devez tascher*

assez nombreuses pour que, déçues de la mauvaise qualité des enfants, les autorités s'efforcent de les restreindre en les interdisant. » Cf., Marcel Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France*, Holt-Rinehart et Winston, Montréal et Toronto, 1968, p. 147.

³¹ « Lettre du ministre Colbert à Talon (5 janvier et 5 avril 1666) », in *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec* (RAPQ), 1930-1931, p. 41-46.

³² Voir à ce sujet, Gustave Lanctot, *Histoire du Canada / Du régime royal au traité d'Utrecht (1663-1713)*, Beauchemin, Montréal, 1967, vol. 2, p. 54.

d'attirer ces peuples, sur tout ceux qui ont embrassé le Christianisme dans le voisinage de nos habitations et s'il se peut les y mesler, afin que la succession du temps n'ayant qu'une mesme loy & un maistre ils ne fassent plus ainsy qu'un mesme peuple et un mesme sang » ³³.

Difficile d'être plus clair. Venue des plus hauts sommets politiques et administratifs du royaume de France, la politique royale de peuplement de la vallée laurentienne et des terres adjacentes ne pouvait être plus explicite et plus impérieuse. Elle commandait du reste, de manière récurrente et continue, d'impliquer à l'exécution de cette tâche de mixité ethnique et culturelle les missionnaires jésuites, les communautés religieuses féminines et toute la classe ecclésiastique du « pays », afin, écrit-il encore, que les Indiens de l'alliance algique puissent se marier avec les habitants pour composer un peuple nouveau. Soucieux de donner à la colonie le moyen d'agir efficacement, il accorda du reste 1 200 livres aux pères récollets et 6 000 livres à l'évêque de Québec qui avait ordre exprès de les affecter à l'entretien du séminaire et à la subsistance des jeunes *Sauvages* (toujours employé dans le sens noble du terme dans ce texte) qui y étaient élevés à cet effet.

« Le Roy a accordé la somme de 1200 ll. Ausd. PP. Recollets, pour leur donner moyen de fortifier et augmenter leur établissement et sa Maté continue encore à Mr l'evesque de Petrée la mesme gratification de 6,000 ll. Qu'elle a accoustumé de luy donner pour l'entretien de son seminaire et la subsistance des jeunes sauvages qui y sont eslevez. [...] Travaillez tousjours [M. l'intendant], par toute sorte de moyens, à exciter tous les Ecclesiastiques et Religieux qui sont aud. Pays d'eslever parmy eux le plus grand nombre desdits enfans [sauvages] qu'il leur sera possible, afin qu'estant instruits dans les maximes de nostre religion et dans nos mœurs, ils puissent composer avec les habitans de Canada un mesme peuple et fortifier, par ce moyen, cette colonie là. » ³⁴

À ces unions souhaitées, le ministre du roi attachait même un « *présent* » de cent cinquante livres payables aux *épouseuses* indigènes. Mais si l'affaire fonctionnait bien du côté des Français pour qui l'aventure et la vie à l'Indienne

³³ « Lettre du ministre Colbert à Talon (5 avril 1667) », in *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec* (RAPQ), 1930-1931, p. 67-73.

³⁴ « Lettre du ministre Colbert à Talon (11 février 1671) », in *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec* (RAPQ), 1930-1931, p. 143-148.

s'offraient comme le plus grand des attrait, elle s'accomplissait différemment d'autre part pour les Indiens qui n'avaient pas l'habitude de la sédentarité telle que conçue par les Français dans le programme des *réductions* (réserves). Les *Sauvages* et, plus particulièrement, les *Sauvagesse*s peuvent se christianiser disait alors l'adage, ils ne se francisent pas.

Selon qu'il soit de sexe masculin ou féminin, qu'il soit élevé dans un bourg ou dans une mission plus ou moins éloignée, le sujet autochtone réagissait d'ailleurs différemment. Selon la Mère Marie de l'Incarnation, qui s'est employée à cette tâche ardue pendant plusieurs années avec sept ou huit filles huronnes et algonquines qu'elle a réussi à marier à des Français à partir du couvent dont elle a la charge, il était infiniment plus facile à un Français de cette époque héroïque de devenir Sauvage que l'inverse. Et si le programme est effectivement difficile à mener pour satisfaire aux exigences de Colbert, le résultat escompté sur le plan socio-historique n'est pas pour autant une faillite totale comme ont tendance à le conclure un peu trop rapidement les historiens québécois d'obédience catholique, engagés qu'ils sont, depuis le XVIII^e siècle, à donner une image épurée de la nation canadienne-française. « *Nous avons francisé plusieurs filles Sauvages, tant Huronnes, qu'Algonguines, que nous avons en suite mariées à des François, qui font fort bon ménage* »³⁵, écrit la révérende qui prend cependant ses distances avec l'expérience vécue simultanément par l'évêque de Québec avec « *un certain nombre de jeunes garçons Sauvages, et autant de François* » qu'il a élevés et nourris ensemble³⁶. Lisons plutôt :

³⁵ « Marie de l'Incarnation, de Québec, à la Supérieure des Ursulines de Saint-Denys, 21 septembre 1668 », in Dom Guy Oury, *Marie de l'Incarnation / Ursuline (1599-1672) / Correspondance*, Abbaye Saint-Pierre, Solesmes, 1971, p. 821.

³⁶ À cette différence de comportement marital entre Sauvages de sexe féminin et de sexe masculin, s'ajoute également celle voulant qu'il faille privilégier les mariages entre Sauvagesse et Français plutôt qu'entre Françaises et Sauvages. Ainsi, écrit le roi au gouverneur de La Barre : « *Je feray le mesme fonds pour les mariages des Françaises, qui estoit fait cy devant pour les Sauvagesse, mais observez que s'il y avoit des Sauvagesse en estat d'estre mariées avec des François, comme il est fort important des les y accoustumer, je veux que vous les preferiez aux Françoises...* » Cf., « Lettre du roi au gouverneur La Barre, à Versailles le 10 avril 1684 », in Pauline Dubé, *La*

« Monseigneur notre Prélat entretient en sa maison un certain nombre de jeunes garçons Sauvages, et autant de François, afin qu'étant élevez et nourris ensemble, les premiers prennent les mœurs des autres, et se francisent : Les Révérends Pères font le même : Messieurs du Séminaire de Mont-Réal les vont imiter. Et quant aux filles, nous en avons aussi de Sauvages avec nos Pensionnaires Françoises pour la même fin. Je ne sçai à quoi tout cela se terminera, car pour vous parler franchement, cela me paroît très-difficile. Depuis tant d'années que nous sommes établies en ce païs, nous n'en avons pu civiliser que sept ou huit, qui aient été francisées ; les autres quoi sont en grand nombre, sont toutes retournées chez leurs parens, quoi que très-bonnes Chrétiennes. La vie sauvage leur est si charmante à cause de sa liberté, que c'est un miracle de les pouvoir captiver aux façons d'agir des François qu'ils estiment indignes d'eux, qui font gloire de ne point travailler qu'à la chasse ou à la navigation, ou à la guerre... » ³⁷

Nouvelle-France sous Joseph-Antoine Le Febvre de La Barre (1682-1685) / Lettres, mémoires, instructions et ordonnances, Septentrion, 1993, p. 130.

³⁷ « Marie de l'Incarnation, de Québec, à son Fils, 17 octobre 1668 », *ibid.*, p. 828.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

La conspiration de l'oubli: une réalité historique
écrasée par la doctrine chrétienne et les chantages
du nationalisme canadien-français

[Retour à la table des matières](#)

Si le programme de francisation des Indiennes et des Indiens à l'intérieur des bourgs, réductions et missions —de Québec (fondée en 1608), Trois-Rivières (1634), Sillery (1638), Tadoussac et La Conception (1641), Montréal (1642), Notre-Dame-de-Foy et La Prairie (1668)— connaît des ratés pendant ces heures précaires et qu'il se veut plus difficile en ce début du régime royal ; l'affaire se passe par contre tout autrement dans les zones excentriques, en dehors des zones de colonisation française où ont entrepris de s'activer —tant au nord et au sud qu'à l'ouest— les explorateurs français, les coureurs de bois autochtones (entendons des Canadiens) et allochtones, les militaires et les miliciens canadiens chargés de faire le coup de feu contre les Iroquois et les Indiens renégats. L'afflux des coureurs de bois devient d'ailleurs un phénomène si important dans le dernier quart du XVII^e siècle, que Louis XIV finit par s'étonner de ne pas retrouver dans les recensements le compte des hommes qu'il a envoyés au Canada depuis la « royallisation » de sa colonie ³⁸.

³⁸ Pour s'en convaincre, il suffit de lire le papier de A. Champagne, consacré à la Huronne Catherine Annennontak, l'ancêtre de premier lit des Durand et des Couturier. Avec Jean Durand, marié en premières noces à Québec le 23 septembre 1662, elle eut trois enfants ; et de son second lit, avec Jacques Le Couturier, marié à Québec le 28 juin 1672, elle ajouta à son patrimoine cinq

En 1680, Duchesneau, qui a succédé à Talon en tant qu'intendant, estime à quelque 800 le nombre des hommes absents et dispersés comme coureurs de bois dans les quatre coins de la colonie ³⁹ —ce qui est une proportion énorme voire même la portion la plus active de la colonie si l'on considère que la Nouvelle-France ne compte pas encore 10 000 colons et manque de filles à marier ⁴⁰. Lui qui prétend, dans une lettre à Colbert, « *exorter les habitants à élever des Sauvages* », à commencer par lui pour donner l'exemple, promet d'ailleurs de renforcer la présence du roi dans les lieux éloignés de sa colonie en favorisant les unions entre Sauvages et Français « *afin de rendre ce pays heureux* » ⁴¹. Et s'il faut en croire le compte rendu de l'explorateur Cavelier de La Salle, qui grenouille depuis des années dans la vallée du Mississippi, les Français sont tellement épris des Sauvagesses et de ce nouveau style de vie, que la plupart de ceux qui s'y trouvent n'entendent même plus revenir à Québec. Tout à fait impuissant de changer le cours de cette histoire en marche qui se vérifie tant au nord qu'au sud, Denonville écrit ainsi au Ministre :

« Mr. de la Salle a donné des concessions au fort St. Louis a plusieurs françois qui y sejourment depuis plusieurs années sans vouloir descendre, ce qui a donné lieu a des desordres et abominations infinies. Ces gens a

enfants. Cf., A. Champagne, « Catherine Annennontak », in *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, Montréal, janvier 1956, vol. 7, no 1, p. 114-119.

³⁹ E. Rameau, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁰ Le recensement de 1681 établit la population canadienne et française de la Nouvelle-France à exactement 9 677 individus. De ce nombre, on retrouve 3 151 âmes âgées entre 16 et 40 ans et 4 164 entre 16 et 50 ans ; 1 388 femmes âgées entre 16 et 40 ans et 1 737 entre 16 et 50 ans ; 1 394 hommes âgés entre 16 à 40 ans et 2 058 entre 16 à 50 ans. Le nombre de 800 hommes correspond donc à 8,3% de la population totale de la Nouvelle-France ; à 38,9% des hommes âgés de 16 à 50 ans ; et à 57,4% des hommes âgés entre 16 et 40 ans. C'est donc la majorité des hommes en âge de procréer qui sont alors dans le bois, à copiner avec les Sauvagesses. Pour une analyse plus détaillée du « Recensement de 1681 », voir Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens français (1608-1880)*, Montréal, Wilson & Cie Éditeurs, Montréal, 1882, tome 5, p. 53-90.

⁴¹ « Lettre de l'intendant Duchesneau au marquis de Seignelay, fils de Colbert (13 novembre 1681) », in *Bulletin des Recherches Historiques* (BRH), vol. XXVI, août 1920, no 8, p. 275-286.

qui Mr. de la Salle a concédé sont tous garçons qui n'ont rien fait pour cultiver la terre. Tous les 8 jours ils epousent des Sauvagesses à la mode des Sauvages de ce pays là, qu'ils achètent des parens aux depens des marchands. Ces gens se pretendent independans et [maîtres] sur leurs concessions. » ⁴²

Ainsi donc, loin d'être un fait d'exception, comme ont tenté de le faire valoir avec beaucoup d'errance et d'étroitesse d'esprit, les abbés Ferland, Groulx et Leclerc (des prêtres catholiques d'abord il faut bien dire, des historiens ensuite), les mariages « à la mode du pays » s'inscrivent plutôt comme un fait de société que ne manquent pas de relever dans leurs mémoires, d'ailleurs, les voyageurs les plus connus de l'époque. « *Les Sauvagesses aiment plus les François que les gens de leur propre Nation*, note alors pour l'histoire le Baron de La Hontan, *parce que ces premiers se soucient moins de conserver leur vigueur, & que d'ailleurs, ils sont assidus auprès d'une Maîtresse* » ⁴³. Et l'affaire prendra du reste une telle proportion au début du XVIII, que les missionnaires Jésuites, soulagés de la politique de Colbert à l'égard des mariages mixtes, auront finalement comme directives de la Maison mère d'essayer de dissuader les Français libertins en les menaçant d'excommunication (ce qui ne réduira en rien leur ardeur à mélanger leurs humeurs séminales).

Plus subtil et plus poétique, le Père de Charlevoix, premier historien de la Nouvelle-France, parle avec une élégance très dix-huitième de... « *Créoles du Canada* » ⁴⁴ : *des gens du pays, présente-t-il encore sans évoquer toutefois la mixité des unions entre autochtones, qui « respirent en naissant un air de liberté, qui les rend fort agréables dans le commerce de la vie... »* ⁴⁵.

⁴² « Denonville au Ministre, 25 août 1687 », AC, C 11 A, vol. 9, folios-61-78.

⁴³ La Hontan, *Mémoires pittoresques de la Nouvelle-France*, Amsterdam, 1705, réédité chez Élysées, Montréal, 1974, p. 136-137.

⁴⁴ *Créole*, nom et adjectif, d'origine espagnole et portugaise, francisé en 1670. À l'époque qui nous intéresse, le terme voulait dire « *métis noir né au Brésil* ». Cf., *Le Robert / Dictionnaire historique de la langue française / sous la direction de Alain Rey*, Paris, 2000, tome 1, p. 945.

⁴⁵ P. de Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France, III*, Paris, 1754, réédité chez Élysées, Montréal, 1976, p. 79-80.

Mais tous ne l'entendent pas ainsi. Dans le Québec judéo-chrétien des XIXe et XXe siècles, malheur à celui qui ose se réclamer de la mixité ethno-culturelle, un trait de caractère qui se voit pourtant sur nombre de visages de Saguenéens, une présence plus que notable qui a laissé une infinité de traces dans les dépôts d'archives et qui se retrouve dans l'expression d'une culture collée à l'âme de la forêt. L'historien Benjamin Sulte, un esprit de son temps (!) qui retient des sources écrites que ce qui fait son affaire et qui raconte l'histoire des Canadiens français comme s'il eut été un rameau perdu du peuple élu, proclame ainsi : « *à part ces alliances reconnues [entre Blancs et Indiennes] par l'Église et l'État, il devait y en avoir à la mode des Sauvages* » ; mais il s'empresse de suite de préciser, pour préserver la *pureté de la race canadienne-française* (sic), que ces « *enfants issus de ces rencontres ne pouvaient pas être Canadiens français [puisqu'ils] ont dû [sic] suivre leurs mères dans les bois, car autrement nous les retrouverions chez nous, vu que les registres disent tout ce qui s'est passé à l'égard des mariages [sic] ...* » ⁴⁶

« *Ont dû* » ! « *Les registres disent tout* » ! Voilà donc le fondement historique, suivi d'une fausseté jamais répudiée en défaveur du plus farouche défenseur de la thèse jamais éprouvée, voulant que « *ce furent là les sources des métis, dont les descendants sont aujourd'hui des Sauvages. [Et qu']au lieu d'avoir sous ce rapport emprunté au sang indigène, nous y avons plutôt mêlé le notre en pure perte.* » Tout est dit ! Selon cet historien dont les œuvres firent pourtant époque : les Indiens ne sont rien et les Canadiens français qui s'y sont mêlés sont pure perte pour l'humanité. L'énormité d'une telle pensée cléricale est si démesurée, qu'on se surprend d'en voir des extraits soulagés des passages les plus gênants dans des travaux d'histoire récents ⁴⁷, et on comprendra qu'il n'est utile d'en référer que pour illustrer à quel point les esprits sont dérangés quand la religion et les préjugés d'une époque s'érigent en dogme pour prouver ce que l'Histoire ne saurait même prétendre à questionner.

⁴⁶ Benjamin Sulte, *Les Canadiens-français et les Sauvages*, in *BRH*, 1898, IV, p. 360-363.

⁴⁷ Paul-André Leclerc, *op. cit.*, p. 50-51. Serge Gaudreau, « Sommes-nous des métis », in *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, Montréal, automne 1989, vol. 40, no 3, p. 180.

Fidèle à cet eugénisme sectaire qui ternit une carrière exceptionnelle, Groulx, qui n'a rien d'un tendre lorsqu'il cause de la « Race » canadienne-française qu'il veut également pure et catholique, n'est guère plus nuancé que son prédécesseur. Ce qu'il écrit dans son livre fétiche, *La Naissance d'une Race*, n'a rien à envier aux révisionnistes allemands de son époque. Voyons plutôt : « *Et cela dispose déjà de ce prétendu métissage de nos ancêtres avec les Peaux-Rouges du Canada, métissage dont la légende continue de courir en des milieux très savants où l'on s'efforce d'établir, à l'aide de ce mensonge, notre caractère de race inférieure. L'étonnant et le plus pénible pour nous c'est que la légende [véhiculée dans les livres de M. de Quatrefages ⁴⁸] ait obtenu et garde un si grand crédit même en France. [...] Le sceau d'infamie nous a été collé au front et le mensonge a fait son chemin.* ⁴⁹ »

Et les abbés historiens qui se commettent ainsi au Québec sont loin d'être un cas d'espèce en Amérique du Nord. Leur inspiration vient de loin, de l'autre côté du lac Supérieur. En effet, dans l'Ouest canadien, les prêtres qui suivent les Indiens et les Métis sur la piste et à la trace pour les soumettre en les évangélisant, ne sont pas en reste avec les préjugés de leur temps. Ils ne font que conforter ceux de leurs confrères de l'Est et trempent leurs goupillons dans le même bénitier du temps. De la Colombie-canadienne à l'Acadie en passant par le Québec, le discours est tout ce qu'il y a de plus unanime. Chacun nourrit à sa façon la mentalité du temps, remplit de son eau l'encrier des préjugés de la société dont il participe. En voici un, le Très Révérend Père Alexis, un Capucin de son état, une robe noire porteuse des plus beaux espoirs de ce pays, qui a décidé de « *venger les Métis des calomnies et des mépris dont tant d'écrivains anglais les ont accablés* » (!). Avec une telle plaidoirie censée les rétablir dans l'esprit de la civilisation canadienne en marche, on comprendra pourquoi les Métis n'ont pas la cote et que l'affaire soit jugée chez nous, au Québec, avant d'avoir été soumise au débat :

⁴⁸ « *Tous savent que dans l'Amérique septentrionale —écrit M. de Quatrefages, in *Histoire générale des races humaines*, 2^e partie, p. 47— les métis de Français et de Peaux-Rouges forment la très grande majorité des habitants de la province de Québec au Canada.* »

⁴⁹ Lionel Groulx, *La Naissance d'une Race*, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1919, p. 22-23.

« Il ne faudrait pas néanmoins, tomber dans l'erreur contraire et les exalter plus que de raison. Comme il advient d'ordinaire aux Sang-Mêlés, les Métis participent des deux races dont ils sont issus par leurs défauts aussi bien que par leurs qualités.

Un trop grand nombre d'entre eux sont inconstants, susceptibles, dissipateurs, amis des boissons fortes. Ils ne peuvent s'astreindre à un travail suivi, à un genre de vie monotone. Ils ont horreur de la poursuite méthodique de la fortune par la culture, le commerce et l'industrie. D'ordinaire, ils deviennent une proie facile pour le colon européen, âpre au gain et peu scrupuleux, qui a tôt fait de leur acheter leur terre pour un morceau de pain, quelques bouteilles d'eau de vie, et de les réduire à la misère. [...]

Ils se sont révoltés deux fois contre les autorités fédérales qui ne tenaient pas un compte équitable de leurs griefs et qui favorisaient les émigrants à leur détriment. Ces révoltes, qui, en principe, pouvaient être légitimes, étaient pratiquement insensées et aboutirent à leur écrasement.

Maintenant, à part quelques heureuses exceptions, leur sort est plutôt misérable. Désemparés, abandonnés de tous et surtout d'eux-mêmes, ils donnent le douloureux spectacle d'une race qui tend à disparaître, prouvant à leur façon la fausseté de la doctrine du progrès continu tant prônée par les évolutionnistes modernes dont l'expérience est aussi courte que grandes sont leurs prétentions.

L'infériorité des races nègres, sauvages et métisses, par rapport aux races blanches, est une vérité proclamée depuis des siècles, que les faits authentiques de l'histoire n'infirment point. L'heure où les Noirs et les Indiens seront devenus nos égaux n'a point encore sonné. Qu'on les traite avec justice, avec charité, avec tous les égards et la protection que leur faiblesse réclame, c'est notre devoir. Mais de grâce ! qu'on évite d'en faire des arbitres politiques, d'aucune section du pays ! » ⁵⁰

Voilà une très « *héroïque* » et très « *pittoresque* » description des Métis du Canada ! Encore heureux que le Très Révérend Père Alexis ait été Très Révérend, Père et de surcroît de la confrérie des Frères Mineurs Capucins, et que cette belle âme se soit ainsi faite porteuse du message universel voulant que tous les êtres humains sont égaux devant Dieu et devant la loi ! Doublement heureux nous le sommes également, de voir que le *Très Révérend Père* ait pris un peu de son pré-

⁵⁰ T.R.P. Alexis, *Le Canada héroïque et pittoresque*, Desclée de Brouwer & Cie, Bruges-Paris, 1927, p. 195.

cieux temps pour nous « *venger des calomnies et des mépris* » des écrivains anglais. Après un tel sermon, on ne peut que s'étonner de savoir qu'il y ait encore un ou deux Métis dans ce pays pour saluer l'expression de cette plume vengeresse...

Comment ne pas s'étonner, en effet, d'une telle suite ininterrompue de dérapages ? Les Métis sont « une race inférieure ». Prétendre qu'il s'en trouve un ou deux au Québec abâtardi le peuple québécois, le souille, le place sous « le sceau de l'infamie ». Et les enfants des Canadiens français qui se sont accouplés à des Sauvagesses dans les huttes des bois sont « pure perte ». Après un tel enseignement énoncé comme une vérité de l'Évangile, devant un tel rejet et face à un tel jugement moral qui renvoie à l'hybridité animale, comment trouver alors la force de se proclamer Métis quand, à l'époque, on est né à l'ombre du clocher, quand on vit dans cette ombre dogmatique infernale sitôt sorti du bois, et qu'il est impensable de rendre son âme à son Créateur avant d'avoir été gratifié des derniers sacrements ?

Témoin des ravages persistants de cette infernale persécution identitaire et de cette insoutenable répression de l'identité ethno-culturelle métisse dont plusieurs de nous sont les dignes héritiers et les transmetteurs sacrés ; témoin, cet extrait d'une chronique (« Le Fils de l'Étoile du Matin »), que j'ai publiée en 1993 dans un livre autobiographie (*Mémoire d'un Tireur de Roches*), en fait bien avant que ne soit lancée la controverse de l'*Approche commune*. Ce cri du cœur, à cette époque un cri de douleur, se voulait, comprenons-le ainsi, celui de ma propre délivrance, celui de ma fierté de pouvoir dire enfin que je suis né métis, d'un père métis et d'une mère métisse, des parents à qui on avait appris, en ces temps de répression religieuse infernale, à croire qu'il s'agissait là d'une tare à cacher au regard des autres, un péché mortel de nos ancêtres qui s'étaient mariés « *à la mode du pays* » et qu'on se devait d'expier pour eux. L'extrait mérite le détour :

« D'ailleurs, nous jeunes Québécois, avons toujours à l'esprit les interminables cours d'histoire du Canada, béatement prodigués par les frères Maristes qui nous remémoraient avec émotion —pour ne pas dire avec dévotion— l'infâme massacre de Lachine (tout près de Montréal), l'incroyable sacrifice de Dollard des Ormeaux et le massacre des « saints » martyrs canadiens qui avaient généreusement payé de leur vie le fait d'avoir voulu évangéliser —quelle hypocrisie— les méchants Iroquois... alliés démo-

niaques de nos ennemis « naturels », les Anglais. Eh oui ! nous, premiers rejets du baby boom, dernière production d'avant la Révolution tranquille, traînions comme un forçat traîne ses fers, les puériles croyances et surtout les injustes préjugés accumulés par trois cents ans d'assimilation et d'histoire écrite par les Blancs et, virtuellement, au seul avantage des Blancs pure laine.

Je me souviens très bien, au cours de mes premières années d'école, qu'il n'était pas de mise d'avouer sur la place publique ses origines autochtones. Surtout pour moi, qui étais de descendance française, montagnaise et écossaise [par mon père et par ma mère], mon prénom, à connotation anglophone, faisait littéralement paniquer mes instituteurs du primaire qui tentèrent tous, les uns après les autres, de le transfigurer en écrivant « Rocco » au lieu de « Russell » ; comme si le fait d'avoir un tel prénom m'enlevait tout droit à la dignité humaine.

Étant encore tout jeune, ma mère, qui ne parlait jamais de ses sauvages origines pour des raisons évidentes, m'avait même raconté que lors de mon baptême, le curé de la paroisse Sainte-Anne s'était farouchement objecté à ce choix hérétique (n'oublions pas qu'il n'y a pas de saint Russell)... » ⁵¹

⁵¹ Russel Bouchard, « Le « Fils de l'Étoile du Matin » : voyage à Little Bighorn, Montana », in *Mémoires d'un Tireur de Roches / Essai généalogique et autobiographique*, Chicoutimi, 1993, p. 274-275.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Première phase de métissage euro-amérindien
au Saguenay—Lac-Saint-Jean: le cas de Nicolas
Peltier, père des Métis... et des Inutsh saguenéens !

[Retour à la table des matières](#)

À gratter la masse de documents d'archives qui s'est appesantie au fil des années, à questionner la mémoire orale que ces historiens d'une autre époque n'ont su entendre, et à dépoussiérer les vieux registres oubliés qu'ils ne connaissaient manifestement pas, le fond de l'histoire du peuple métis canadien se lit bien autrement au Saguenay et au Lac-Saint-Jean, où, à l'instar des descendants de la nation montagnaise (ressuscitée dans la nation Inut ⁵²) que l'histoire avait voulue

⁵² *Ilnu, ilnut*, de la langue montagnaise qui veut dire « humain » et qu'on utilise au XIX^e siècle pour désigner « Montagnais », « sauvage », « autochtone », « qui ne vit pas en société ». Ce terme utilisé aujourd'hui pour désigner cette collectivité ethno-culturelle, est d'usage récent ; il a été choisi pour des fins politiques contemporaines et pour éviter le piège de l'histoire. Il englobe tous les métis indiens, quelque soit leur ascendance ethnique (Cf., Geo. Lemoine, *Dictionnaire français-montagnais*, Boston, 1901, pp. 147, 181, 229). On prendra le temps de noter que l'historien des Montagnais, Pierre Gill, dans son bouquin *Les Montagnais*, publié 1987, utilise exclusivement le terme Montagnais pour désigner son peuple ; et il n'utilise pas encore les termes Inut et Nitassinan, pour désigner son peuple et le pays de ses ancêtres, termes qui ne sont pas encore passés dans l'usage et dans le vocabulaire ethno-politique. Et on conclura à ce sujet que le terme *Ilnu* n'apparaît à nulle part dans la liste officielle des Indiens reconnus par le gouvernement fédéral, ni avant ni après la Loi de 1876 (voir d'ailleurs à ce sujet, le *Manuel des Indiens du Canada publié comme Appendice au dixième Rapport du Bureau géographique du Canada*, Ottawa, 1915, 775p.)

également enterrer vivante, ils ont entrepris de sortir du tombeau de l'oubli. Et s'il faut faire démonstration d'une telle réalité, citons pour preuve l'un des premiers cas de mariages mixtes dûment enregistrés entre Blancs et Indiens ; celui de Nicolas Peltier (dit Bonhomme) *, père des Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean, qui est aussi... l'ancêtre commun de tous les ilnuths de Mashteuiatsh ⁵³. Cette union singulière va nous permettre de mettre le doigt sur une page importante de ce registre oublié —ou évacué— de l'histoire canadienne, soit celle de la naissance de la nation métisse de la Boréale québécoise.

Pour comprendre l'importance que revêt cette rencontre ethno-culturelle dans l'histoire de l'Amérique du Nord, il faut remonter plus précisément au milieu de la décennie 1660, alors que l'univers amérindien de la Laurentie (et du Saguenay) est en train de muter sous le poids d'un effondrement démographique qui s'explique par les guerres intertribales séculaires, par les famines de plus en plus meurtrières, et par les épidémies venues d'Europe et contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés. L'hécatombe était telle, qu'en 1670 il en restait trop peu, entre Mingan et le lac Huron, pour s'imposer à l'encontre des Français qui y avaient pris racines et pour rentabiliser les comptoirs de traite qu'il fallait désormais dé-

* Tous les noms d'individus suivis d'un astérisque ont leur quartier généalogique présenté en annexe.

⁵³ La généalogie complète des Métis et des Indiens du Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord n'est plus à faire. Fruit du travail de toute une vie qu'a su fort bien mener jusqu'à tout dernièrement le généalogiste Alexandre Alemann (voir présentation dans les notes précédentes), cette somme impressionnante permet aujourd'hui d'établir les liens généalogiques, les ascendances et la descendance de chacun des membres de ces deux collectivités autochtones canadiennes. À cet égard, cette portion d'histoire voulant que le métissage des Indiens des anciens Postes du Roi était déjà complété lors de la promulgation de la première Loi sur les Indiens (*l'Acte des Sauvages*), en 1876, n'est donc plus à l'heure des hypothèses, mais bien à celle des affirmations, vérifiables, éprouvables et questionnables sur la foi de ces études exhaustives. —Cf., Alexandre Alemann, *Généalogie des Innuat extraits de la réserve indienne de Mashteuiatsh (Pointe-Bleue, Lac-Saint-Jean) et des Postes du Roi*, 4 répertoires non publiés et terminés en 1967 (t. 1), 1998 (t. 2) et 2005 (t. 3 et t. 4), qui représentent quelque 1 300 pages de données numérisées. Une copie de cette somme est conservée dans le fonds de recherche Russel Bouchard.

placer dans les territoires jusqu'alors inexplorés, là où avaient entrepris de se réfugier depuis quelque temps les derniers survivants de la diaspora algique.

Acculés au pied du mur, les propriétaires de la Traite de Tadoussac durent donc pénétrer à l'intérieur du Saguenay et du Lac-Saint-Jean où ils établirent des avant-postes (des comptoirs) qu'ils confièrent à des coureurs de bois canadiens-français, des hommes d'une nature nouvelle, qui avaient appris à vivre à la « manière du pays », à chasser et à traiter avec les Indiens en ajoutant à leur nouveau mode de vie des traits culturels euro-canadiens. Pour dire court et bien, rappelons simplement que les postes de Chicoutimi, Métabetchouan, Ashuapmushuan, Nicabreau et Mistassini, des lieux de rencontres préhistoriques, étaient appelés à devenir des centres névralgiques de la traite des fourrures ; ils devaient suppléer, chacun à leur manière, au manque à gagner des anciens postes de la Laurentie. Les récits des missionnaires voyageurs, qui pénétrèrent dans le Saguenay à l'aube des années soixante-dix, sont donc formels ; ils témoignent de la modification intégrale du caractère ethnique et culturel des habitants de la Boréale québécoise. ⁵⁴

C'est donc dans ce contexte historique que débarqua, au cours de l'automne 1672, soit quelques mois après la construction d'une première maison à Chicoutimi ⁵⁵, Nicolas Peltier ⁵⁶, « pour faire la traite avec les sauvages [et pour] hy-

⁵⁴ Lire à ce sujet, Russel Bouchard, *Le dernier des Montagnais*, op. cit. Ou, encore, « *L'Approche commune* » / Du titre « *aborigène* », des « *droits ancestraux* », et des « *droits territoriaux* » de la nation *ilnut*, Chicoutimi, 2002.

⁵⁵ Léonidas Larouche, *Second registre de Tadoussac (1668-1700)*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1972, p. 152.

⁵⁶ Nicolas Peltier a été baptisé à Sillery, près de Québec, le 2 mai 1649. Il est le huitième et dernier enfant du mariage de Nicolas et Jeanne Roussy, maître charpentier de Saint-Pierre de Galardon, France. Pour en savoir davantage sur l'histoire de ce personnage historique et ses trois mariages, il suffit de consulter, Mgr Amédée-E. Gosselin, « Français et Canadiens-français au pays du Saguenay à la fin du XVIIe siècle », in *Bulletin de la Société de Géographie de Québec*, vol. 12, no 4, juillet-août 1918, p. 202-206 (un extrait de ce texte a été publié sous le même titre dans *Le Progrès du Saguenay* du 29 août 1918). Voir également, Mgr Victor Tremblay, « Le cas de Nicolas Peltier », in *Saguenayensia*, mars-avril 1965, p. 26-32.

verner au Lac Saint-Jean dit Pakougamy ». À son arrivée au Saguenay, Peltier alla planter sa tente sans plus tarder à la Belle-Rivière (sur la voie d'eau menant du Saguenay au lac Saint-Jean), où il se prit d'affection pour une Montagnaise de l'endroit, Madeleine Tego8chik, veuve d'Augustin Sauvage et fille du grand chef Charles Tek8erimat, qu'il épousa chrétiennement en premières noces, le 22 juin 1673. Pour faire bénir son union selon les rites de l'Église catholique, il avait dû cependant obtenir une permission du grand vicaire Dudouygt, sous promesses de résider « avec sa femme, non dans les bois, parmi les sauvages, mais en son habitation avec les Français », et d'y élever leurs enfants « dans les mœurs et la langue française » ⁵⁷.

En dépit de cet engagement formel, le 18 septembre, le couple Peltier- Tego8chik s'associait à un certain Jean-Paul Maheust (greffe de Rageot) pour aller faire la traite et chasser au lac Peok8agamy (lac Saint-Jean), parmi les Sauvages. L'affaire fut certainement menée rondement puisque le 21 octobre 1674, il était avec sa femme à Chicoutimi pour tenir un enfant sur les fonts baptismaux, et qu'il répéta l'expérience du parrainage au Lac-Saint-Jean le 12 juin 1676 ⁵⁸, après un bref retour à Sorel où il avait enregistré son premier enfant, une fille, Marie-Jeanne (baptisée le 4 janvier 1675 et élevée à Sorel), qui est à la source de la lignée métisse de Hugh Blackburn ⁵⁹. Ce fut le seul enfant issu de cette union,

⁵⁷ Mgr Victor Tremblay, « Les trois femmes de Nicolas Peltier », in *Le Progrès du Saguenay*, 10 octobre 1956.

⁵⁸ Léonidas Larouche, *Second registre de Tadoussac*, op. cit., p. 17, 21.

⁵⁹ C'est cette Marie-Jeanne, premier enfant de Nicolas Peltier, qui donna naissance à la branche métisse de Hugh Blackburn. L'affaire se lit ainsi : Marie-Jeanne épousa Thomas Kaoraté ; le couple Peltier-Kaoraté eut une fille, Cécile, qui épousa à son tour Jean-Baptiste Gagnon (le 16 avril 1742, à St-Joachim de Montmorency), avec qui elle eut une fille, Geneviève, née à St-Joachim le 15 août 1757 ; et cette Geneviève (dite *Javotte*) épousa Hugh Blackburn qui se convertit au catholicisme et fut baptisé sous le nom d'Augustin. De ce dernier mariage naquirent 12 enfants, dont 8 garçons et 4 filles. —Cf., Institut généalogique Drouin, *Le dictionnaire national des Canadiens-français*. Voir également le registre de la paroisse de St-Joachim de Montmorency. Aussi, Éloi-Gérard, *Inventaire des contrats de mariages au greffe de Charlevoix*, La Malbaie, 1943, p. 250-251.

puisque Madeleine Tego8chik mourut et fut inhumée au Lac-Saint-Jean par le père de Crespieul le 24 mars 1677 ⁶⁰.

Nullement enclin au veuvage et à la solitude en un pays si rude où la femme a plus que son mot à dire dans la survie du quotidien, Peltier se remaria deux mois plus tard à la mission de Métabetchouan (Peok8agamy), le 3 juin 1677, avec Francoise 8ebechinok8e, fille de l'Algonquin Jean 8eskini. Témoins à ces secondes noces, Pierre de Repentigny, Jos du Buisson et Simon Karonisy ⁶¹. De ce mariage, le couple s'établit à Nicabeau, où ils firent au moins six enfants, des naissances enregistrées à Chicoutimi, mais qui ont eu lieu entre Nicabeau (lieu de résidence du couple) et la Côte-Nord : notons Charles (dit le Vieux Charles, qui exerça l'autorité sur le clan ⁶² Peltier après la mort de son père), né le 20 mai 1679 au Lac-Saint-Jean ; Geneviève, née vers le 13 mai 1682 ; Marie, née le 24 mars 1685, à Nicabeau ; Marie-Jeanne, baptisée le 25 mars 1688 près du lac Mangoung ; Dorothée, née à Papinachois près de Betsiamites le 22 juin 1690 et baptisée à Chicoutimi le 22 juillet suivant ⁶³, mais cette fois le registre du père Fabvre donne comme mère le nom de Françoise Etchinesk8at (modification de nom de famille comme il arrivait souvent) ; Marie-Madeleine, baptisée le 26 juin 1693 à Chicoutimi (nom de la mère dûment enregistré cette fois-ci, Françoise 8itiskaganisk8e ⁶⁴) ; et François-Bonaventure, baptisé à Métabetchouan, le 14 juillet 1695, à l'âge d'un mois.

⁶⁰ Léonidas Larouche, *Second registre de Tadoussac*, op. cit., p. 114.

⁶¹ Léonidas Larouche, *Second registre de Tadoussac*, op. cit., p. 87.

⁶² Dans le langage constitutionnel canadien, le « *clan* » constitue « *un groupe exogame composé de personnes actuellement ou théoriquement consanguines, organisé dans le but de promouvoir leur bien être social et politique. [...] Dans la descendance du clan, l'héritage de propriétés personnelles ou communes et le droit héréditaire aux postes publics et de confiance dépend [soit] de l'ascendance maternelle [soit] de l'ascendance paternelle* ». Et dans le cas des Peltier, c'est l'ascendance paternelle qui prévaut. —Cf., *Manuel des Indiens du Canada publié comme Appendice au dixième Rapport du Bureau géographique du Canada*, op. cit., p. 122.)

⁶³ *Miscellaneorum Liber*, folio 8.

⁶⁴ On aura compris que le nom de famille d'une indienne évolue au fil du temps, et il arrive souvent qu'il soit simplement remplacé par le mot « Montagnaise ».

Impossible de savoir la date et le lieu de la mort de Francoise 8ebechinok8e. Mais elle arriva inévitablement entre juillet 1695 et le 5 août 1715, puisque cette dernière date correspond à celle de son troisième mariage, contracté avec Marie Pechabanokueu, fille de Jean-Baptiste 8atshi8anish et de Jeanne-Suzanne Eiaeriteskoue (la fille de Nagagourit). Peltier était alors retraité au poste de Chicoutimi, où il eut avec cette dernière au moins un enfant : Marie, baptisée à Chicoutimi au mois de juin 1716 ⁶⁵. Ce fut, semble-t-il, le dernier enfant du Bonhomme Peltier qui mourut à Chicoutimi le 12 février 1729. Le vieil homme se préparait à entrer dans sa quatre-vingtième année et régnait alors sur son clan, respecté des siens comme le prouve l'oraison que lui fit le père Laure le jour de son inhumation au cimetière de la mission de Chicoutimi : « 12 février 1729 – Nicolas Peltier, Français de nation vivant à l'indienne, est décédé, presque centenaire [sic], muni de tous les sacrements, et a été inhumé selon les rites, par moi, P. Laure, dans le cimetière de Chicoutimi » ⁶⁶.

« Français de nation vivant à l'indienne » ! Difficile de trouver meilleure preuve de l'héritage humain et culturel que le Bonhomme Peltier laissait derrière

⁶⁵ PRDH. Également, *Miscellaneorum Liber*, folio 19. Sur cette dernière tranche de la vie de Nicolas Peltier et de sa troisième femme, on peut également consulter Arthur E. Jones, *Mission du Saguenay / Relation inédite du R.P. Pierre Laure, S.J., 1720 à 1730*, Montréal, Archives du Collège Ste-Marie, 1889.

⁶⁶ Cette épigraphe est tirée de la *Relation inédite du R.P. Pierre Laure*, (Jones, *op. cit.*, p. 15). L'intégrale se trouve dans *Le troisième registre de Tadoussac* (transcription de Léo-Paul Hébert, PUQ, 1976, p. 213) et dit encore ceci : « 12 februarii 1729 – Nicolas Peltier Gallus natione, sylvestris moribus propre centenarius sacramentis omnibus paremunitus obiit et in coemeterio rite a me P. Laure sepultus, Chek8timaéo. » Notons que les restes de Nicolas Peltier et d'une partie de sa descendance seront transférés dans la fosse commune du cimetière St-François-Xavier de Chicoutimi, en octobre 1879. Dans ce lieu sacré qui regroupe les mânes des premiers habitants du Saguenay, dorment d'ailleurs ensemble depuis cette date mémorable et jusqu'au jugement dernier, tous les restes des Métis et des Indiens inhumés officiellement en ce lieu, après 1676, dans le cimetière de la mission du poste de traite de Chicoutimi. Pour en connaître davantage sur cette translation mémorable qui implique également les restes du Métis Peter McLeod Jr, fondateur du Chicoutimi industriel, il faut référer aux *Extraits des mémoires de la famille Petit (1873-1882)*, publiés par Russel Bouchard, in *La vie quotidienne à Chicoutimi au temps des fondateurs*, Chicoutimi, t. 1, 1993, p. 366-370.

lui au Saguenay. À elle seule, cette épigraphe burinée sur la pierre tombale du patriarche, couronne et résume le premier chapitre de l'histoire de la nation métisse de Chicoutimi, creuset du peuple métis du Domaine du Roi. Pour être juste avec tout un chacun cependant, il faut prendre le temps de dire que ce produit original de l'histoire de l'Amérique du Nord n'est pas unique à la Boréale québécoise. À la fin du Régime français, ce trait de caractère de la diversité ethnoculturelle laurentienne était déjà si apparent dans le paysage, qu'il n'échappait pas au regard des explorateurs européens arrivés sur cette fin de chapitre.

De passage à Québec au début du mois d'août 1749, Pehr Kalm (1716 † 1779), un naturaliste suédois délégué par l'Académie royale des Sciences de Suède dans le but d'y découvrir des espèces nouvelles susceptibles d'être acclimatées en Scandinavie, note à cet égard, que « les Sauvages du Canada ont maintenant leur sang profondément mélangé à celui des Européens et qu'une grande partie des Sauvages actuellement vivants tirent leur origine première d'Europe » ⁶⁷. Idem pour une portion des Canadiens, dont on ne sait plus très bien de quelle nation nouvelle ils appartiennent, poursuit-il : « On connaît également plusieurs exemples de Français qui ont volontairement épousé des femmes indigènes et ont adopté leur mode de vie, note-t-il encore ; par contre on n'a pas d'exemple qu'un Sauvage se soit uni à une Européenne et ait pris sa façon de vivre... » ⁶⁸ » La suite lui donnera pleinement raison...

* * *

À partir des registres généalogiques construits par Alemann et sur la base de cette histoire dont les grands thèmes ont déjà été publiés dans *Le dernier des Montagnais* (Russel Bouchard, 1995), un spectre se dégage déjà pour les populations autochtones de l'ensemble des Postes du Roi : en plus d'être l'ancêtre commun de 100% des Inutsh, le sang de Nicolas Peltier* coule dans les veines d'un peu plus de 50% des Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord ; celui de Louis Chatelleraut*, qui arrive vers 1720, coule dans celles d'environ 60%

⁶⁷ Jacques Rousseau et Guy Béthune, *Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749*, Pierre Tisseyre, Le Cercle du Livre de France, Montréal, 1977, p 250.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 251.

d'entre eux ; celui de Joseph-André Collet, de Louis Gariépy, d'Antoine Lavaltrie et d'Antoine Riverin, qui apparaissent dans les dernières décades du Régime français, coule dans environ 40% ; celui de Pierre Volant et de Barthélemi Hervieux, qui débarquent dans les premières années du Régime anglais, coule également dans le 40% ; et ceux qui ont été épargnés par cette mixité exponentielle —s'il en est encore—, perdront leurs prétentions avec l'arrivée des Écossais, fin XVIIIe début XIXe.

Cela étant, tous ces gens d'origine euro-amérindienne sont donc des autochtones au sens de l'article 35 de la Constitution canadienne et ont ainsi droit de réclamer le statut particulier qui y est rattaché : ils appartiennent au même sang ; ils vivent en communautés sur un territoire donné ; et ils partagent une culture commune qui leur est propre et qui les distingue des autres collectivités canadiennes. À eux seuls, ces quelques mariages euro-amérindiens des premiers temps, forment ainsi l'ossature du squelette des premiers clans du peuple métis qui occupe aujourd'hui le territoire de l'ancien Domaine du Roi (voir la carte, à l'Annexe 5), ce que les Ilnutsh disent être, depuis peu, le Nitassinan ⁶⁹. Cette Terre, ils la réclament et exigent en exclusivité à titre d'autochtones du Canada, sans tenir compte de la réalité métisse, passée et présente. La suite en fait foi : cette injustice, fruit d'un projet politique déphasé qui vise à dépouiller une collectivité ethno-culturelle spécifique (les Métis) au profit d'une autre (les Ilnutsh), est assise sur une écriture incorrecte et parcellaire de l'histoire des peuples autochtones de la Boréale québécoise, une histoire qui reste résolument à écrire en tenant compte de ce qui a été dit et de ce qui suit...

⁶⁹ *Nitassinan*, est construit avec les mots de la langue montagnaise : « Ni », qui veut dire *notre*, et « Assi », qui veut dire *terre* (Nitassinan – Notre Terre). Comme pour le terme Ilnut, ce toponyme est d'usage contemporain. Ainsi qu'en fait foi un premier texte de revendications territoriales et politiques rédigé par le défunt conseil Attikamèk-Montagnais publié dans la revue *R.A.A.Q.* de 1979 (vol. 9, no 3 pp. 171-182), il est le fait d'une interprétation récente et subjective de l'histoire de ces bandes, par leurs négociateurs, et il englobe erronément l'ancien pays des Esquimaux qui évoluaient, jadis, à une dizaine de kilomètres de la rivière Saint-Jean, à l'est de Magpie, et le long de la côte du Labrador. Cf., G. Lemoine, *op. cit.*, pp. 186, 245. NTsukW et Robert Vachon, *Nations autochtones en Amérique du Nord*, Fides, 1983, pp. 81-99.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Deuxième phase de métissage euro-amérindien
au Saguenay—Lac-Saint-Jean: la pulsion écossaise
à l'époque de McLaren

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport signé par l'intendant Hocquart en 1733 en fait foi avec une rare éloquence ⁷⁰ : malgré tous les efforts déployés conjointement par les autorités coloniales, par les propriétaires de la Traite de Tadoussac et par les missionnaires pour tâcher de rétablir la population autochtone du Saguenay—Lac-Saint-Jean déjà marquée par les spasmes apocalyptiques du siècle précédent, l'effondrement démographique n'a pu être jugulé. N'eut été des Canadiens et des Métis euro-amérindiens venus combler, encore une fois, les lits évidés au sein des dernières familles de Métis et d'Indiens de Chicoutimi, du Lac-Saint-Jean et de l'Ashuapmushuan, il est permis à l'Histoire de se questionner sur la suite des événements. En 1763, cela a déjà été écrit également dans *Le dernier des Montagnais* ⁷¹ et jamais démenti avec l'éloquence du génie, lorsque le roi d'Angleterre signait la *Proclamation royale* ; il ne restait pas 40 enfants des bois voire 30, tant Métis qu'Indiens, au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Et ce n'est que par l'apport d'un sang nouveau —le profil généalogique de la population autochtone régionale en

⁷⁰ « Mémoire sur toutes les parties de la régie du Domaine d'Occident en Canada (1^{er} septembre 1733) », AC, C 11 A, vol. 59, folios 318-381.

⁷¹ « La Tour de Babel montagnaise », in *Le dernier des Montagnais*, op. cit., p. 197-202.

fait foi— venu de quelques Canadiens français débarqués à la suite des premiers, de quelques Écossais (arrivés sur le tard du XVIII^e siècle et au cours du XIX^e), et de quelques Indiens venus de la Côte-Nord voire du pays des Naskapis ⁷², que cette Histoire a pu suivre son cours en évitant le pire du drame.

Le journal tenu, entre 1800 et 1804, par l'Écossais Neil McLaren, alors qu'il était en charge des postes de traite du Saguenay–Lac-Saint-Jean, donne une assez bonne idée de l'ossature démographique et de la structure de la société sague-néenne en ces heures de renouveau ⁷³. Il témoigne, à lui seul, de l'organisation d'une société harmonisée en fonction d'une collectivité métisse et d'une collectivité indienne qui ont leurs propres habitudes, leurs aires d'occupation et leurs chefs. En plus de s'inscrire dans un des épisodes les plus marquants de l'histoire de l'Amérique du Nord, le journal de McLaren produit effectivement une photographure épurée de la société chicoutimienne d'alors et témoigne, à sa façon, des traits de caractère de la vie quotidienne dans ce poste de traite de la frontière nord (Chicoutimi), des us et coutumes du milieu, des particularités de la faune et de la

⁷² Dans ce contexte de mutation démographique et de changements historiques profonds, L. E., Otis, l'Agent des Sauvages pour l'agence du Lac-Saint-Jean et Chicoutimi, écrit dans son rapport du 24 août 1888 : « *Je partis le 30 juillet dernier pour aller voir les Sauvages du Saguenay inférieur et les premières familles que j'y rencontrai furent les Neptoms [sic]. Elles sont établies sur le bord de la rivière, à la « Grande Décharge », à environ 12 milles du village de Chicoutimi. Les principales occupations de ces Sauvages est la culture de la terre ; ils ont très bien réussi l'année dernière, et cette année leur récolte a bonne apparence. Ils font très bon usage de l'aide qu'ils reçoivent du département ; ce sont de bons travailleurs et tous les ans ils augmentent leurs défrichements. L'un de ces Sauvages a construit lui-même une scierie sur sa propriété ; cela prouve qu'ils font des progrès et qu'ils sont intelligents.*

Viennent ensuite les Sauvages de la paroisse de Sainte-Anne —treize familles en tout. Dix de ces familles résidaient autrefois sur la réserve de Bet-siamits, mais elles ont quitté cet endroit il y a trois ou quatre ans pour rester à Sainte-Anne, où elles sont maintenant établies. Ces Sauvages [dont quelques représentants du clan Bacon] n'ont pas beaucoup fait la chasse cette année ; leur principale occupation est la fabrication des canots... » —Cf., *Documents de la Session [No 16] 52 Victoria – A. 1889.*

⁷³ Pour ce qui suit et pour davantage, on peut toujours référer au livre de l'auteur, *Quatre années dans la vie du poste de traite de Chicoutimi (1800-1804) / Journal de Neil McLaren*, Chicoutimi, 2000, 300p.

flore. La petite société, peu nombreuse mais tout de même hautement hiérarchisée, se divise en trois segments ethniques : au sommet de l'échelle sociale se trouvent les « *engagés* », viennent ensuite les « *gens libres* » qui sont qualifiés ainsi à cause de leur union avec une indienne ou à cause de leur condition de Métis, et enfin les « *Indiens* ».

La première cellule, exclusivement masculine et essentiellement exogène au milieu, compte rarement plus de six membres : toujours des blancs, français ou écossais venus de Québec pour exécuter la tâche définie par l'employeur et pour le terme de leurs contrats respectifs. Au sein de cette fratrie particulièrement précaire et volage, on retrouve d'abord et avant tout un *commis*, maître incontesté de céans et écossais pur tartan pour l'heure. Cet homme est chef suprême des lieux —après le « *superintendant* » Stuart évidemment... et Dieu s'il y croit. Il trône sur quatre *engagés* à la fois, tous Canadiens ou Métis, qui sont en mesure de répondre à tous les besoins du poste, et enseigne les rudiments de son art à un *garçon* qui fait office d'apprenti, d'aide de camp, de mousse, de chasseur et de commissionnaire. Au cours de l'administration de Peter Stuart (1786-1802 ⁷⁴), ces subalternes se nomment Jullien, Chamberlant, Lagrange, Baillargeon, Dugal, Riverin, Gosselin et Savoie ; alors que sous l'administration Shaw (1802-1808 ⁷⁵), ces noms sont remplacés graduellement par Crépeaux, Tranquille, Dionne, Robillard, Dufresne. Élément singulier qui mérite d'être souligné, en plus d'être totalement affranchie de femmes cette classe ne compte aucun autochtone dans ses rangs.

La deuxième cellule de la société chicoutimienne, celle des « *gens libres* », forme un petit peuple en soi qui se retrouve en deux ou trois familles —ou plutôt des clans— métissées et issues d'un mariage contracté souvent à la « *mode du pays* », entre un homme blanc et une Indienne (jamais le contraire). Par leur statut particulier —Métis par alliance ou de naissance—, qui les libère de l'emprise du monopole des fourrures, ces gens qui sont à la base d'une nouvelle *communauté* ethno-culturelle au sein de la communauté régionale, habitent la région depuis les premiers contacts et n'ont pas à justifier leur présence dans la région : en raison

⁷⁴ Voir R. Bouchard, *Quatre années dans la vie du poste de traite de Chicoutimi...*, *op. cit.*, p. 91-92.

⁷⁵ Voir R. Bouchard, *Quatre années dans la vie du poste de traite de Chicoutimi...*, *op. cit.*, p. 159-160.

de leur ascendance amérindienne ou métisse, de leur alliance conjugale et de leur progéniture métissée qui s'ajoute à ces autres depuis la fondation du poste de traite de Chicoutimi, ils occupent le territoire au même titre que les Indiens, peuvent conséquemment planter leur tente ou construire leur hutte où bon leur semble, chasser et pêcher en tout temps de l'année pour satisfaire à leurs besoins primaires ou pour leur propre profit. À n'en pas douter, ils perpétuent le noyau de la collectivité métisse du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

À Chicoutimi, à l'heure qui nous occupe, deux unités familiales, des clans établis dans le giron du chef qui est aussi le plus vieil homme du groupe, forment l'ossature de ce modeste noyau : la famille de Jérôme Saint-Onge*, et celle de François Verrault*, deux « Saguenéens » plus Indiens que Blancs. Le premier est un coureur de bois dans le sens profond du terme ; il connaît l'arrière-pays comme le fond de sa poche, le court avec grande aisance hiver comme été, beau temps mauvais temps, mais garde un pied-à-terre tantôt à Chicoutimi, tantôt à Métabetchouan pour meubler son sentiment d'appartenance. Et le second vit en permanence avec sa fée des bois et la progéniture qu'elle lui a donnée dans leur cabane des Terres-Rompues où ils règnent en seigneurs en tous temps de l'année. Au milieu d'eux, un solitaire, Métis sans compagne rendu à bout d'âge, occupe le rôle de sage et meuble en quelque sorte l'âme sacrée des lieux : c'est nommément le cas de Louis Verrault, surnommé le « Vieil Homme », l'oncle de François, à vrai dire une mémoire vivante qui prend sa pipée comme bon lui semble en regardant passer les outardes avec les saisons, répare filets et raquettes et se rend utile du mieux qu'il peut au sein de la communauté.

Bien qu'il ne tienne pas compte des Métis qui portent un nom indien et qu'il a assimilés à la population indienne d'alors, le recensement nominatif colligé en juillet 1839 par l'abbé Doucet (voir Annexe 6), le missionnaire des lieux, dénombre au moins 35 familles métisses (le terme est nommément confondu d'un recensement à l'autre) vivant en permanence au Saguenay–Lac-Saint-Jean. À Chicoutimi, on note dans ce registre officiel la présence de Joseph Hatchimbac et de sa femme, assurément une Indienne ou une Métisse ; de Jérôme St-Onge, sa femme indienne et leurs deux enfants, qui occupent l'espace des Terres-Rompues ; de Cyriac Buckell, sa femme indienne ou métisse et leurs trois enfants, qui occupent l'espace du lac Kénogami ; de William Connaly (nommément qualifié de « Mé-

tis » dans le recensement), sa femme indienne ou métisse et leurs deux enfants, qui accompagne McLeod lors de l'équipée de 1842, et qui vit avec sa Montgnaise sur les bords de la rivière Chicoutimi ⁷⁶ ; de Joseph Denis, un Métis micmac (ou plutôt un Malécite) qui vit seul ; d'Édouard St-Onge (nommément qualifié de « Métis » dans le recensement), en parenté avec le premier, qui vit là avec sa femme. À Métabetchouan, le recensement nomme Jacob Dechesne, sa femme indienne ou métisse et leurs huit enfants ; et Simon Ross, qui file parfait bonheur avec sa fée des bois. Et dans l'Ashuapmushuan, il est nommément question du « Métis » (ainsi qualifié) Joseph Verrault, sa femme et leurs deux enfants. ⁷⁷

Et la troisième cellule constituant cet autre bras de l'ossature de la société chicoutimienne, démographiquement la plus importante en nombre, celle des « Indiens » (dont la plupart des familles se confondent dans les familles métisses), se divise elle-même en deux groupes : d'abord les sédentaires qui ont appris à vivre autour de Chicoutimi où ils chassent et pêchent une partie de l'année en partageant le territoire avec les Métis, font des canots, des raquettes, des mocassins et des courses pour les besoins du poste et tirent au flanc dans les environs le reste du temps en espérant recevoir quelques douceurs du commis et une lampée de whisky ; et ensuite les nomades, le gros de la troupe, des Indiens dans le sens culturel du terme, qui descendent au moins une fois l'an pour trafiquer leurs fourrures, fraterniser avec leurs cousins du Saguenay et d'ailleurs, faire la foire et rencontrer le missionnaire.

Selon ce qui ressort de l'examen des noms relevés dans le journal de McLaren, le poste trafique avec une quarantaine de familles majoritairement composées de Montagnais plus ou moins métissés (mais qui ont gardé les noms autochtones

⁷⁶ Victor Tremblay, « Les fondateurs de Chicoutimi », in *Saguenayensia*, mars-avril 1970, p. 51-52.

⁷⁷ « *Population de Chicoutimi, Lac St-Jean, Ashuapmushuan, dans le Saguenay, 23 juillet 1839* », Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série XVII, paroisse 12, cote 9, vol. 1, pièce 3. Ce recensement nominatif régional, le premier de l'histoire, a été publié en totalité dans les brochures de l'auteur, consacrées à l'Histoire des Municipalités : *Chicoutimi : la formation de la métropole régionale*, 1988, p. 18 ; *Métabetchouan : du poste de traite à la ville*, 1986, p. 18 ; *Saint-Félicien : fleuron de l'industrie touristique régionale*, 1990, p. 8.

en raison de l'ascendance paternelle qui les identifie), de migrants venus du sud au XVI^e siècle (Mics Macs, Hurons, Abénakis et Naskapis), et de Métis de vieilles souches (et les Fontaine, Jérôme, Joseph, Nicolas et Zachariah qui sont nommés dans le présent journal témoignent justement de cette alliance inter-ethnique).

Ces bandes itinérantes, évaluées à au moins quatre unités, vivent dans une certaine harmonie sur la base des territoires de chasse et de trappe distribués selon les termes définis par l'histoire, la tradition et les particularités hydrographiques du milieu où elles évoluent : à l'est, c'est-à-dire dans le périmètre immédiat du poste, se trouve évidemment la *bande de Chicoutimi*, qui comprend les territoires de chasse du Bas-Saguenay, définis à partir des affluents Shipshaw, au Sable, Chicoutimi, du Moulin, au Caribou et Valin ; au sud du poste de traite, se trouve la *bande du lac Kénogami*, qui gère les tributaires du plan d'eau (rivières Cyriac, Chicoutimi sud, aux Écorces) ; au centre, se trouve la *bande du lac Saint-Jean*, qui regroupe les familles réparties autour du *Piekouagami* et le long de ses tributaires (rivières Ouiatchouan, Grande Décharge, Péribonka, Métabetchouane, Mistassini, aux Rats et Mistassibi) ; et à l'ouest se trouve la bande de *l'intérieur des Terres* (ou bande d'Ashuapmushuan), qui comprend les familles indiennes évoluant dans le périmètre des lacs Ashuapmushuan, Nicabau et Mistassini et de leurs tributaires.

Chacune des bandes est chapeautée par un chef —masculin de toute évidence— qui n'a manifestement plus le panache des chefs d'antan et qui ne semble pas avoir beaucoup d'ascendance sur ses congénères. De fait, le rôle principal de ces meneurs revêt un caractère plus symbolique qu'efficient ; il consiste plutôt à marquer la cohésion du groupe lors des rassemblements printaniers et, plus spécifiquement, à assurer le respect des territoires de chasse et de trappe familiaux. Ainsi, la bande de Chicoutimi est dirigée par le chef François Tsherinu, celle du lac Kénogami par Grégoire Ustequan, et celle du lac Saint-Jean par Mirabiwite. Quant à la bande (ou les bandes ?) de l'intérieur des Terres, le nom du (ou des) meneur (s) ne s'est pas transmis jusqu'à nous. Et selon ce qui ressort du journal de McLaren, chacune des rivières importantes accueille environ deux familles qui vivent parfois sous la même tente. Et même si les guerres indiennes appartiennent à l'histoire depuis la signature de la paix iroquoise en 1701, deux Indiens de la

bande montagnaise de Chicoutimi, fils de Ukinikushu, se prévalent encore du titre honorifique de « guerriers ».

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Indiens-métis ou Métis-indiens ?
Le cas de l'union McKenzie – Matchiragan,
une histoire qui illustre toutes ces autres

[Retour à la table des matières](#)

Bien qu'il soit assez difficile de chiffrer avec précision le nombre d'individus qui composent la société autochtone —donc métisse et indienne ⁷⁸— du Saguenay–Lac-Saint-Jean en 1800, nous savons à tout le moins qu'elle dépérit effectivement à vue d'oeil et qu'elle est au seuil de l'extinction. ⁷⁹ En 1804, David Stuart l'évalue à environ 1 000 âmes réparties entre la rivière Saint-Maurice, les Postes du Roi, la seigneurie de Mingan et la côte du Labrador. Et en 1809, ils ne sont plus que 800 qui errent sur cet immense territoire. ⁸⁰

⁷⁸ Si nous voulons nous conformer à la réalité historico-culturelle et généalogique des autochtones du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord, il serait plus juste de parler, désormais, du peuple *indien-métis*, lorsqu'on évoque le grand rameau ethno-culturel des Indiens, et du peuple *métis-indien*, lorsqu'on évoque le grand rameau ethno-culturel des Métis.

⁷⁹ Voir à ce propos une étude de l'auteur, *Le dernier des Montagnais*, 1995.

⁸⁰ *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi (1780-1830)*, Québec, p. 81, (document parlementaire officiel, photocopié, indexé et présenté par le Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968).

Le 29 juillet 1839, le recensement de l'abbé Isidore Doucet, curé de l'Ile-Verte et missionnaire dans les Postes du Roi lors du déclenchement de la marche du peuplement au Saguenay fixe la population des postes de Chicoutimi (qui inclut alors la bande du lac Kénogami), Métabetchouan et Ashuapmushuan à 247 individus, dont 198 autochtones Indiens et Métis confondus (c'est 0,05% de la population autochtone du Bas-Canada et des Postes du Roi confondus ⁸¹), et 49 gens libres et engagés : 68 à Chicoutimi, dont 46 autochtones (qui ont des noms presque exclusivement métissés), 18 gens libres et les 4 membres de la famille du commis Simon Mc Gillivray ; 84 à Métabetchouan, dont 74 autochtones (qui ont des noms majoritairement métissés), 10 gens libres et les 3 membres de la famille du commis Simon Ross ; et 82 à Ashuapmushuan, dont 78 autochtones (qui ont conservé majoritairement leurs noms montagnais), et les 4 membres de la famille du commis, le Métis Joseph Verrault (lui, sa femme, une fille et un garçon). ⁸²

Les Verrault, les St-Onge, les Ross, les Buckell et les Connaly ne sont pas seuls à s'être ainsi ajoutés aux Canadiens français des XVIIe et XVIIIe siècles. S'associent à ce groupe pour unir leurs qualités aux deux collectivités métisse et indienne du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord, notamment, par ordre alphabétique : les Cleary, les Kurtness, les Mc-Enzie, les McLeod, les McNicoll, les Murdock, les Robertson et les Villeneuve. Pour une raison ou pour une autre méritant d'être questionnées par les historiens, ces familles se sont éparpillées, au hasard de l'histoire, dans les quatre coins des Postes du Roi pour s'associer soit à la branche ethno-culturelle métisse soit à la branche ethno-culturelle indienne dont elles constituent aujourd'hui autant de rameaux de ces deux nations.

⁸¹ La population totale des Indiens est de 3 727 pour l'ensemble du Bas-Canada et 198 pour les Postes du Roi. —Cf., « Rapport sur les Affaires des Sauvages en Canada, section 1^{ère} et 2^{ème}, mis devant l'Assemblée Législative, le 20 mars 1845 », in *Appendice du quatrième volume des Journaux de L'Assemblée Législative de la Province de Canada, du 28 novembre 1844, au 29 mars 1845, Session de 1844-5*, (Victoria 8, Appendice E.E.E., A. 1844-5). Les chiffres des Postes du Roi proviennent du recensement de l'abbé Doucet.

⁸² « *Population de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Ashuabmushuan, dans le Saguenay, 23 juillet 1839* », Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série XVII, paroisse 12, vol. 1, pièce 3.

Pour illustrer cette particularité de la marche du peuplement des deux groupes autochtones de la Boréale, citons le cas des quatre enfants issus du mariage de *James McKenzie** et de la Montagnaise *Adélaïde Matchiragan*, elle-même une descendante d'Antoine Lavaltrie. De cette union faite, « à la mode du pays », naquirent ainsi quatre enfants —évidemment métis : *Adélaïde*, qui maria le Métis Michel Bacon ; *Alexandrienne*⁸³, qui unit sa destinée à celle de François Maltais ; *Grégoire*, qui maria une certaine Adélaïde, le prénom était populaire à l'époque ; et *Georges*, qui en fit autant avec la Métisse Gémina Blackburn.

Ces quatre enfants furent donc éduqués *sur la piste* comme on dit en Amérique du Nord pour parler de la frontière de l'arrière-pays. Ils durent chasser, pêcher et trapper pour survivre, s'adapter aux nouvelles manières de faire, progresser ; ils connurent les rites de passage tant indiens qu'euro-canadiens jusqu'à leur majorité ; ils participèrent aux industries définies autour de l'économie de traite (une économie apportée par les Européens mais alimentée à la base par les enfants des bois) ; et ils partirent essaimer dans les quatre coins des Postes du Roi. Les quatre enfants issus de ce lit honoré à « la mode du pays », entamèrent donc leur vie d'adultes avec un même bagage ethno-culturel de nature euro-amérindienne, mais connurent une existence différente, une existence évidemment conditionnée par leurs propres choix de vie et par les particularités de leurs unions respectives.

D'une part, *Adélaïde* et *Grégoire*, chacun en leur temps, embarquèrent dans leurs canots d'écorce avec leur conjoint (e) respectif (ve), et allèrent grossir les rangs de la collectivité *indienne-métisse* de la Côte-Nord qui était alors soudée autour de la mission de Betsiamites ; leur intégration fut si naturellement établie, que le fils du couple McKenzie-Bacon, Moïse, devint même chef de Betsiamites et participa à la révolte de 1885 qui marquait le début d'un nouveau rapport de forces entre le Canada et les *indiens-métis* de la Côte-Nord⁸⁴. D'autre part, *Alexandrienne* et *Georges* suivirent une voix ethno-culturelle apparentée mais

⁸³ Pour mieux suivre le parcours de James McKenzie, on peut toujours référer à Russel Bouchard, *Mémoires d'un Tireur de Roches*, Chicoutimi, 1993, p. 26-38.

⁸⁴ Pour en savoir plus sur cette histoire de révolte, on peut toujours consulter le livret de Hélène Bédard, *Les Montagnais et la réserve de Betsiamites (1850-1900)*, Collection Edmond-de-Nevers (no 7), IQRC, 1988, p. 107-119.

différente, puisqu'ils furent amenés à participer, à leur façon, au mouvement de colonisation du Saguenay–Lac-Saint-Jean initié en 1838 par la fameuse Société des Vint et un : *Alexandrienne* suivit son mari à Chicoutimi qui choisit de s'installer dans les environs des Terres-Rompues pour donner naissance à deux clans métis, celui des Maltais et celui des Tremblay Kessy ; alors que *Georges*, pour une raison et pour une autre qui le concernent en propre, fit sa vie à Québec où il mit au monde au moins un fils (nommé également Georges) qui migra avec sa femme (Lumina Sheehy) à Roberval, pour vivre sa vie dans l'aire culturelle de la réserve indienne de Pointe-Bleue et du village de Roberval.

Ainsi donc, une famille métisse placée devant la lentille de l'histoire qui n'a pas fini de s'écrire, celle du couple James McKenzie - Adélaïde Matchiragan. Mais des enfants appelés, par l'histoire et le hasard, à suivre deux parcours socio-historiques différents : l'un *indien-métis*, l'autre *métis-indien*, ce qui est de l'ordre naturel des choses quand on comprend et accepte le fait que c'est là une manière d'accomplissement naturel de toute société humaine en marche, d'une société qui s'adapte, change, évolue, s'accomplit. Placée dans un tout autre contexte, l'histoire de cette famille euro-autochtone pourrait s'avérer exceptionnelle. Mais placée dans le contexte particulier de la Boréale québécoise d'alors, elle relève de la nature des hommes et des femmes qui la peuplent, de l'environnement naturel et de la géographie qui les soumettent, et de la culture qui en découle. En fait, cette histoire, c'est un peu celle des Peltier, des Lavaltrie, des Bacon, des Ross, des Murdock, des Villeneuve et des McLeod pour n'en nommer qu'un échantillonnage. Et la conclusion à cette histoire en rappelle une autre, tenue en 1995 dans *Le dernier des Montagnais* :

« Il y a de cela un demi-millénaire déjà, un continent nouveau, jusque-là maintenu dans l'état le plus primitif qui soit, quittait la nuit des temps pour faire son entrée dans la grande Histoire. Dès les premiers contacts établis entre les deux Mondes, des alliances militaires furent conclues pour le profit de tous, des promesses furent proférées de part et d'autres, des échanges commerciaux et culturels soudèrent l'interdépendance des peuples en présence et une culture nouvelle s'imposa d'elle-même en empruntant le sillon tout tracé de la marche de l'Humanité. À partir de ces premiers ins-

tants qui lièrent les uns aux autres, plus rien ne devait être comme avant.
Plus rien n'allait jamais être comme avant... » ⁸⁵

⁸⁵ Russel Bouchard, *Le dernier des Montagnais*, *op. cit.*, p. 201.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Troisième phase de métissage euro-amérindien
au Saguenay–Lac-Saint-Jean: la fondation
du village de Chicoutimi,
l’œuvre du Métis Peter McLeod

[Retour à la table des matières](#)

La troisième phase du peuplement euro-amérindien au Saguenay–Lac-Saint-Jean coïncide avec la fin des Postes du Roi ; elle s’ouvre dans un contexte totalement différent des deux premières, mais n’en constitue pas moins l’expression de sa continuité historique, de son originalité ethno-culturelle et du rapport étroit que mènent ses membres avec le milieu naturel. Elle a, comme principal théâtre des événements, Chicoutimi et sa périphérie, un lieu mythique qui a occupé, depuis 1671, une place prépondérante dans l’histoire de la traite des fourrures, et un lieu-dit toujours occupé par quelques familles autochtones, de plus en plus métissées : dont une petite bande indienne d’une quarantaine de membres, le recensement de l’abbé Doucet en fait foi ; et quelques clans métis identifiés comme tels par les institutions gouvernementales, dont les familles souches telles les Verrault (établies aux Terres-Rompues), les Saint-Onge (établies en aval de la rivière du Moulin), les Buckell (établies au lac Kénogami) et les Connolly (établies autour du poste de traite de Chicoutimi).

Jusqu’en 1836, année qui correspond à l’arrivée d’une première équipe de bûcherons engagés par la Compagnie de la Baie d’Hudson, le Saguenay–Lac-Saint-

Jean, partie occidentale des Postes du Roi, est donc resté à l'écart de la marche du peuplement telle que vécue dans la vallée laurentienne depuis le pacte de 1603. Hormis les quelques engagés de l'honorable Compagnie, qui pouvaient se déplacer dans ce « pays » jusqu'à la fin de leur contrat, les seuls véritables ayant droit au territoire étaient donc les autochtones des lieux qui se confondaient, au gré des unions libres et religieuses, dans les rameaux indiens et métis.

Mais en 1838, l'histoire bascule. Après avoir récupéré les droits de coupes forestières des propriétaires du bail d'exclusivité du commerce des fourrures (la HBC), les bûcherons de la *Société des Vint et un* —un paravent de l'entrepreneur William Price— envahirent le Saguenay jusqu'à la Baie des Ha ! Ha !, marquant une sorte de tête de pont avant le départ officiel de la colonisation agricole, et écrivant ainsi l'en-tête d'un nouveau chapitre de la marche du peuplement de la Boréale québécoise. S'ils avaient pu, ces sociétaires venus de Charlevoix auraient bien aimé monter le fjord jusqu'à son terme où le pin blanc abondait encore. Mais on se rappellera que cette progression de la colonisation canadienne-française était impossible en raison du bail d'exclusivité liant toujours le gouvernement du Bas-Canada à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ne pouvant acquérir lui-même les droits de coupe et les lettres patentes, Price usa d'une ruse qui avait fait ses preuves en d'autres temps : il s'associa à Peter McLeod* (le fils) qui, par sa qualité de Métis, détenait le droit naturel et légal de circuler librement dans les « Postes du Roi », de s'y fixer à sa convenance et d'y ouvrir des entreprises.

En août 1842, contrat d'association en main, le fils McLeod quittait donc la rivière Noire (à la Baie-Sainte-Catherine) avec la femme de son premier lit, Josephine Atikuapi, son fils, John, et 23 hommes, pour faire une percée dans l'histoire du Saguenay. Sitôt débarqué à l'embouchure de la rivière du Moulin (où il était né vers 1807 ⁸⁶), sans être inquiété des droits du monopole en raison de ses origines, il entreprit de construire sans plus tarder une scierie, des maisons pour ses employés, des bâtiments de ferme et des dépendances pour les usages de cette communauté naissante, et il répéta le même scénario l'année suivante, à deux

⁸⁶ Comme il est né sur la piste, d'un mariage fait à la mode du pays, le nom de sa mère et la date exacte de sa naissance font partie du mystère qui entoure l'histoire de ce singulier personnage, rendu célèbre par ses frasques et ses exploits légendaires.

kilomètres en amont, à l'embouchure de la rivière Chicoutimi, au cœur même du fief de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean était son pays. Avec son père, rappelons simplement qu'il avait d'abord travaillé comme garde-côte (une sorte de milice privée) au profit des détenteurs du monopole des Postes du Roi, et ils s'étaient l'un et l'autre convertis à l'exploitation forestière, qui connaissait alors un boum sans précédent dans la vallée du Saint-Laurent. Par ses exploits, ses frasques et ses libertinages, la réputation du fils McLeod dépassait les frontières du Saguenay. Déjà légende de son vivant, un contemporain non moins réputé, le chroniqueur Arthur Buies, écrit d'ailleurs de lui :

« Peter McLeod était écossais métis. C'était un composé de plusieurs bêtes fauves, dans lequel s'étaient introduites quelques-unes des plus belles et des plus nobles qualités d'hommes. Il était fier et courageux comme un lion, souple comme un tigre, rusé et méchant à la fois comme la panthère, bon comme un enfant. Apaisé, il était plus doux qu'un agneau ; mais il fallait bien se garder de l'approche de l'orage. Cette approche était foudroyante. McLeod passait d'un état à l'autre sans transition, en un bond. Sa colère éclatait comme la foudre, puis il n'y avait plus rien, pas même d'écho. [...]

À défaut d'empire, il promenait sa domination sur deux à trois cents têtes docilement pliées sous sa main de fer. Sultan, il avait une dizaine de femmes, à peu près accréditées, et bon nombre d'autres auxquelles il émiettait en passant ses redoutables faveurs. [...]

Écossais, il l'était par la résolution, par la ténacité, ce que l'anglais appelle *fixity of purpose*. Il ne lâchait jamais une chose entreprise et une fois voulue. Indien, il l'était par une foule de côtés ; par ses vices comme par ses qualités morales, par les excès, par la brutalité et la cruauté [sic], comme aussi par un extrême dévouement. Il l'était aussi par ses qualités physiques. Jamais homme plus adroit et plus souple ne vécut sur terre. Il sautait de la hauteur de son quai, à dix-huit pieds au-dessus de l'eau, dans un canot d'écorce, sans le faire plonger ni balancer ; le canot tressaillait un peu, mais ne penchait ni d'un côté ni de l'autre. C'est là ce que cent personnes, témoins oculaires, ont raconté de lui... » ⁸⁷

⁸⁷ Arthur Buies, *Le Saguenay et le bassin du Lac Saint-Jean / Ouvrage historique et descriptif*, troisième édition, Léger Brousseau, Québec, 1896, p. 108-112.

Pour être en mesure de mener à bien son projet d'établissement et asseoir son pouvoir sur l'ensemble de la communauté naissante, le fils McLeod s'attacha des gens qui habitaient déjà le « pays » ou qui le connaissaient pour l'avoir parcouru à la solde de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Dans le temps de le dire, lui et ses sbires occupent tous les endroits stratégiques du quadrilatère formé par les embouchures des affluents du Saguenay : à l'embouchure de la rivière Michaud, s'est installé le fiers-à-bras Michel Tremblay dit Gros-Michaud*, qui file parfait bonheur avec la Métisse Christine St-Onge, qu'il a justement épousée le 16 juillet 1840, donc avant le début de l'entreprise coloniale ; à l'embouchure de la rivière aux Vases, dans le secteur des Terres-Rompues, où vivent déjà les Verrault, s'est installé Peter McLeod, Sr*, qui vit là avec la femme de son deuxième lit, Marie, une Montagnaise comme sa précédente ; à la rivière Shipshaw, s'installe Alexandre Murdock*, un fidèle des McLeod, qui va épouser, le 26 avril 1847, Madeleine, elle aussi une Montagnaise ; à la rivière au Sable, s'installe Jean Dechêne avec sa fée des bois, Marie McLaren⁸⁸, qu'il avait épousée également « à la mode du pays », et une métisse qu'il a prise pour élever, Emma McLeod, la fille du père McLeod et de Louise Santerre⁸⁹ ; au lac Kénogami, un autre couple métis, celui de Cyriac Buckell* et de la Montagnaise Christine Dianais, s'arrache la vie tant bien que mal ; entre les embouchures des rivières au Sable et Chicoutimi, vit Simon Ross* avec sa Montagnaise prénommée Marie ; et entre les embouchures

⁸⁸ Cette maisonnée était loin de vivre en harmonie avec l'Église diocésaine et on comprendra pourquoi les rapports du missionnaire d'alors évite le sujet. Jean Dechêne vivait dans sa hutte avec sa concubine et une partie de la petite tribu du père McLeod, qu'il avait prise sous son aile protectrice après la mort de ce dernier : dont Marie McLaren (son prénom nous est connu grâce à l'acte de décès de Dechêne), le concubin de l'ancienne maîtresse de McLeod, et un Simard, marié à la fille de sa première concubine. —Cf. Russel Bouchard, *La vie quotidienne à Chicoutimi au temps des fondateurs (1873-1882)*, p. 60-62 ; *Ibid.* (1888-1891), p. 57. Pour l'acte de décès de Jean Dechêne, voir A. Daniel dit Donaldson, *St-Cyriac résurgence d'un drame au Lac Kénogami*, Imprimerie Léopold Tremblay, 1987, p. 338.

⁸⁹ Cette Emma McLeod, demi-sœur du Métis, est morte à Québec le 27 juillet 1888, « des suites de l'opération d'une tumeur au cou ». Elle avait épousé aux Terres-Rompues, Louis Girard. —Cf. Russel Bouchard, *La vie quotidienne à Chicoutimi au temps des fondateurs (1873-1882)*, p. 60-62 ; *Ibid.* (1888-1891), p. 93.

des rivières du Moulin et Chicoutimi, vit *Peter McLeod, Jr**, qui épousera à la mode du pays, une deuxième Montagnaise, Bélonie Siméon, de qui il aura un second fils.

Le constat est frappant : toutes les embouchures des affluents du Saguenay, des Terres-Rompues à l'Anse-aux-Foins, tous les sites d'exploitation industrielle et tous les lieux de passage qui mènent de Chicoutimi au lac Saint-Jean via les voies d'eaux naturelles tant au nord qu'au sud, ont été récupérés avec force pouvoir par des couples métis, dont les hommes sont réputés robustes, industriels, entreprenants, des gens qui n'ont pas appris à s'en laisser imposer par quiconque. La démonstration est plus que troublante : c'est là le noyau dur qui préside à la fondation du village industriel de Chicoutimi et de sa périphérie. Comprendons-nous bien. Il ne s'agit pas de prétendre que la colonisation de Chicoutimi est seulement affaire de Métis ; il s'agit plutôt de constater, preuves à l'appui, les faits sont là pour être éprouvés, que la collectivité métisse du Haut Saguenay d'avant 1842 est non seulement présente et en bonne santé lors de ce dénouement historique, mais bien qu'elle se renforce alors que la collectivité indienne s'évanouit de pair (ils sont passés de 146 individus en 1831, à 120 en 1839, à 21 seulement en 1851, puis à 0 en 1861 ⁹⁰) ; il s'agit encore de constater que le noyau métis constitue, dans ces heures cruciales, le réseau d'influences, d'affaires, industriel, social et culturel le plus puissant du Haut Saguenay, un réseau qui était déjà sur place avant 1842 et par lequel passe inévitablement la suite de l'histoire du peuplement de cette partie de la Boréale québécoise.

La seule présence de ces sept familles métisses les plus en vue du Haut Saguenay en cette année de passage (et il y en a bien d'autres de cette nature qui président au nouveau mouvement de colonisation), contredit à elle seule l'assertion non fondée et nullement expliquée des anthropologues québécois qui ne se privent pas d'assimiler erronément la collectivité ethno-culturelle métisse du

⁹⁰ Pour 1831, voir le recensement des Postes du Roi effectué par la Compagnie de la Baie d'Hudson, in HBC, série E20, Mf. 4M127, feuillet 83 (ce chiffre comprend la population autochtone du Lac-Saint-Jean, 76 ; celle de Chicoutimi, 19 ; celle de Shipshaw, 38 ; et celle de Tadoussac, 13). Pour 1839, nous avons utilisé le recensement de l'abbé Doucet. Et pour 1851 et 1861, il s'agit évidemment des recensements nominatifs du gouvernement fédéral.

Québec —ou à tout le moins celle du Saguenay–Lac-Saint-Jean— à celle des Canadiens français du Québec, ce qui est contraire à la réalité d'alors et d'aujourd'hui. Pour preuve, reprenons simplement les faits : voilà donc sept chefs de clans mariés à au moins sept femmes indiennes ou métisses ⁹¹, des hommes, plaît-il de le répéter, dont la nationalité est loin d'être majoritairement canadienne-française ; car il y a là, justement, deux Écossais de naissance (Peter McLeod Sr et Simon Ross ⁹²), deux Canadiens français de naissance (Michel Tremblay dit Gros-Michaud et Jean Dechêne), un Allemand de naissance (Cyriac Buckell), et deux Métis-indiens nés dans les Postes du Roi (Alexandre Murdock et Peter McLeod Jr. ⁹³).

En fait, pour remettre un tant soit peu les pendules à l'heure de l'historiographie québécoise, comprenons que les seuls points en commun qu'ont

⁹¹ Il n'y a pas de descendance connue de l'union Jean Dechêne et Marie McLaren ; un vide que le couple sut toutefois compenser, comme il a été dit, par l'adoption d'une partie du clan McLeod, après la mort du père.

⁹² Peter McLeod Sr était au Saguenay depuis le début des années 1800 ; Simon Ross était au Saguenay depuis 1832 ; Michel Tremblay était déjà en ménage, depuis 1840, avec la Métisse chicoutimienne Christine Saint-Onge ; Jean Dechêne, un ancien garde-côte de la Compagnie de la Baie d'Hudson, avait bourlingué longtemps au Saguenay et élevait une des filles de Peter McLeod Sr, la demi-sœur du Métis Peter Jr ; Cyriac Buckell était établi depuis 1829 au lac Kénogami, avec sa Montagnaise, la mère de ses enfants ; Alexander Murdock était le fils d'Alexander Murdock et de la Montagnaise Madeleine Fontaine ; Peter McLeod Jr, était né vers 1807 à la rivière du Moulin, d'un père écossais et d'une mère montagnaise. Canadiennes françaises ces familles ?

—Pour un meilleur suivi historique et biographique de ces gens, on peut toujours référer à Russel Bouchard, *Histoire de Jonquière : cœur industriel du Saguenay–Lac-Saint-Jean / Des origines à 1997*, Chicoutimi, 1997, 544p.

⁹³ Le dernier sophisme du genre est servi par l'anthropologue montréalais Serge Bouchard qui, dans une entrevue accordée à la chroniqueuse Paule Lebrun lui demandant son avis sur la croyance populaire voulant « que 70% des Québécois sont des sang-mêlé », répond ce qui suit : « Nous avons entre 200 et 300 ans de métissage derrière nous [cela est vrai]. Ça a créé les Métis de l'ouest, les Canadiens français à l'est, les Indiano-écossais, les Indiano-irlandais... » —Cf., Paule Lebrun, « Les autochtones et nous / Ignorance crasse ! », in *Réseau, le magazine de l'Université du Québec*, hiver 2005, Québec, p. 18-19.

ces hommes ne sont pas l'origine et le lieu de naissance : mais la culture, qui exprime leur mode de vie individuel et celui de la collectivité dont ils participent ; et le triple fait d'avoir été résidents du Saguenay avant 1842, d'avoir pris pour épouse à la mode du pays des filles du Saguenay, et de tenir feu et lieu dans les environs de Chicoutimi avec force détermination après 1842. Point à la ligne. Dans l'histoire du Saguenay, et plus précisément dans celle de Chicoutimi, il est d'ailleurs beaucoup question du fameux « *régime des fiers-à-bras* » qui a prévalu à l'époque du fils McLeod, soit de son installation à la Rivière-du-Moulin, en 1842, à sa mort prématurée, en 1852. Comprenons que cette loi, si brutale, si burlesque et si répudiable soit-elle aux yeux de notre époque, c'est la « *loi du pays* », la loi des Métis de Chicoutimi, une manière de faire qui plante ses racines dans l'histoire des lieux et qui, rendue à son terme, est subitement subrogée par celle du droit anglais imposé par la marche du peuplement ⁹⁴.

⁹⁴ À ce sujet, voir Russel Bouchard, *Histoire de Chicoutimi (1842-1893)*, Chicoutimi, 1992, pp. 114-122.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

La nouvelle réalité autochtone saguenéenne
et jeannoise: création de la réserve indienne
et métisse de Pointe-Bleue

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agit pas ici de contester la pertinence du futur traité appelé à une signature sur cette base d'ici la fin de 2006, ce qui a déjà été fait avec force vigueur depuis le 14 juillet 2000 ⁹⁵. Mais bien, pour un, d'évaluer le parcours historique de ceux qui réclament, en exclusivité, les titres et privilèges de ce « pays » au nom du peuple Inuit comme s'il eut été le seul ayant droit au titre d'autochtone, et, pour deux, de vérifier la santé du peuple métis de ce même « pays ». Un peuple dont l'existence a été niée par les historiens inféodés envers les valeurs judéo-chrétiennes du temps (nous avons déjà cité les noms de Sulte, Ferland, Groulx, Leclerc, mais il y en a d'autres) ; un peuple évacué du panorama politique québécois pour des motifs jugés nationaux à une certaine époque mais non acceptables dans le contexte d'aujourd'hui ; un peuple qui, à l'aube du troisième millénaire a décidé de sortir du tombeau de l'oubli et de réclamer son droit à l'existence tel que commandé par la nouvelle réalité, une existence du reste assurée par les arti-

⁹⁵ Bouchard, Côté, Gauvin, Harvey, Gauthier, Tremblay, *Le Pays trahi*, Société du 14 Juillet, Chicoutimi, 2000. Russel Bouchard, *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean (et la Côte-Nord) « Notre Terre à nous aussi »*, Chicoutimi, 2002. Russel Bouchard, *Mémoire adressé à la commission parlementaire siégeant sur l'Approche commune en janvier 2003*, Chicoutimi, Saguenay, janvier 2003.

cles 27 (consacré « au maintien et à la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens ») et 35 (protection du peuple métis, au même titre que les peuples indien et inuit) de la Constitution canadienne.

L'« Entente de principe d'ordre général » signée au Château Frontenac le 31 mars 2004, entre « les Premières nations de Mamuitum et de Nutashkuan », le gouvernement du Québec et celui du Canada, statue, par elle-même et sans plus d'explication, que la population autochtone du Nitassinan (entendons le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord) se résume aux seuls « Indiens » (entendons Indiens-métis) y vivant. Ces gens se réclament des Premières nations et exigent, rien de moins, que l'exclusivité des droits ancestraux tels que définis par l'article 35 de la Constitution canadienne assisté de la jurisprudence établie par les jugements de la Cour suprême ; ils se prétendent comme les seuls ayant droit à ce titre. Cette population, dite aborigène, compte donc, à l'heure de la signature de ladite entente, 14 492 Inutsh, répartis entre les réserves de Mashteuiatsh (4 555 individus), Uashat-Malietnam (3 183), Betsiamites (3 147), La Romaine (913), Natashquan (819), Matimekossh-Lac-John (771), Mingan (463), Essipit (382), Pakuashipi (259). Et, puisque cela nous concerne plus spécifiquement, isolons de cette somme les 4 555 Inutsh (soit 31% de la population autochtone de ce « pays ») regroupés au sein de la collectivité de Mashteuiath (l'ex Pointe-Bleue) ; dont 1 960 « Indiens » résidents (soit 43%) et 2 595 non-résidents (soit 57%).⁹⁶

Mais d'où viennent donc tous ces « Indiens » qui, par la Loi sur les Indiens votée par le Parlement canadien en 1985⁹⁷, ont été officiellement reconnus comme tels, c'est-à-dire des « autochtones » ?

⁹⁶ Ces chiffres officiellement reconnus par les trois ordres de gouvernements en présence, sont tirés de la brochure de propagande gouvernementale, *Les négociations avec les Innus / Pour une réflexion sur le contexte et les enjeux en cause*, publiée par le gouvernement du Québec, en 2002, donc sous le mandat du ministre Rémy Trudel, page 23.

⁹⁷ La Loi C-31 respecte trois principes fondamentaux. Premièrement, elle élimine les éléments discriminatoires par rapport au sexe et reconnaît désormais qu'une Indienne qui épouse un non-indien ne perd plus son statut d'Indienne, et qu'une non-Indienne qui épouse un Indien ne peut plus acquérir le statut d'Indienne. Deuxièmement, c'est la possibilité accordée aux Premières nations d'assumer le contrôle de leurs effectifs. Troisièmement,

De toute évidence, la question reste pratiquement entière à cette heure-ci. Et il incombe aux historiens de s'y consacrer avec autant de célérité que nourris du souci de comprendre le vrai fond des choses ; pour tâcher, dans un premier temps, de rétablir une certaine harmonie entre les préjugés véhiculés par le temps, la vérité historique toute simple et la réalité tripotée par les politiques aidés du discours de certains professionnels de l'histoire qui présentent leurs conclusions comme des vérités absolues ; et pour éviter, dans un second temps, de créer une grandiose injustice imposée au peuple métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord soudé à une même culture euro-amérindienne et partageant ce même espace territorial.

Ce que nous savons par contre à cet égard, compte pourtant parmi la plus évidente des réalités, à l'heure de l'ouverture du Lac-Saint-Jean à la colonisation agricole et industrielle, en 1849. Bien que le peu qui reste de cette population — désormais plus sédentaire que nomade— se résume à moins de cinquante membres, tous pressés par les événements et les contraintes gouvernementales à se regrouper au sein d'une même communauté, la « réserve indienne » proprement dite ⁹⁸. Cette réserve demandée avec tant d'insistance par les membres de cette communauté, fut d'abord établie (en 1853) aux embouchures des rivières Métabetchouan (4 000 acres de terre) et Péribonka (16 000 acres de terre) ⁹⁹, puis fina-

les nouvelles dispositions législatives redonnent le statut d'Indien inscrit aux personnes qui ont perdu leur statut en vertu des anciennes dispositions ; dont les femmes indiennes qui avaient épousé des non-Indiens, et les Indiens émancipés plus ou moins volontairement.

C'est cette nouvelle Loi, votée en juin 1985, qui autorise la naissance du peuple ilnut et sa reconnaissance politique (un peuple qui n'existait pas avant cette date) ; et c'est ce qui explique, en partie, la montée en flèche de la population autochtone de la Boréale québécoise, laquelle, soit dit en passant, a récupéré les prérogatives du peuple métis malgré qu'il se définit autrement sur les plans culturel, historique et politique.

⁹⁸ Pour une histoire plus ou moins acceptable de la réserve indienne de Pointe-Bleue, on peut toujours consulter André Veilleux, *Pointe-Bleue : histoire d'une réduction*, Thèse présentée à l'École des Gradués de l'Université Laval pour l'obtention du grade de Maître Es Arts (M.A.), Université Laval, Faculté des Sciences sociales, décembre 1982, 165p.

⁹⁹ « An Act to amend and continue the Ordinance for the Inspection of Fish and Oil, 10th August 1850 », 13 & 14 Victoria, Cap. 41-43 ; « An Act for the regulation of Hunting and the preservation of Game, 30th August 1850,

lement déplacée sur une demande de leur part et par un ordre en conseil du 6 septembre 1856 dans le canton Ouatouchouan, « à la Pointe Bleue sur le lac, afin de leur laisser la libre jouissance de la pêche dans ses eaux, qui contribue si essentiellement à leur procurer les moyens de subsistance » ¹⁰⁰.

Cela dit, le Recensement fédéral de 1851 ¹⁰¹ (ce qui nous reporte donc cinq ans avant la création de la réserve de Pointe-Bleue), établit la population autochtone régionale, « indienne » et « métisse » (des groupes ethno-culturels nommément identifiés comme tels), à plus ou moins 43 individus : dont une quinzaine de personnes se déclarent être des « Indiens » ou « Sauvages » ; une autre quinzaine des « Métis » ; quelques-uns simplement des chasseurs bien qu'ils soient de toute évidence des Métis ; et quelques autres n'ont aucun qualificatif si ce n'est que les espaces vides représentent des Idem, ce qui les situe invariablement en l'état de Métis ¹⁰² (la plupart de ces derniers se retrouvant du reste à travers les familles Verrault, Buckell, Hatchemback, Connolly et McKay).

Certes, ce chiffre n'a rien d'un absolu. Et il est tout à fait plausible, cela est du domaine du possible, que certains Indiens aient été absents lors du passage de recenseur fédéral, que certains individus se soient présentés autrement et que plusieurs Métis en aient fait de même pour une raison et pour une autre. Quoi qu'il

14 & 15 Victoria, Cap. 106-107 ; « An Act for the better protection of the Lands and property of the Indians in Lower Canada, 30th August 1851 », 14 & 15 Victoria, Cap. 58-59.

¹⁰⁰ Victoria 21, Appendice no 21, A. 1858. Voir également, Victor Tremblay, « Une délégation des Montagnais auprès de Lord Elgin », in *Saguenayensia*, mars-avril 1968, p. 38-40.

¹⁰¹ ANQC, *Recensement fédéral*, 1851, Microfilm no 1570.

¹⁰² Pour ne parler que des deux cantons les plus peuplés en terme d'autochtones, précisons que dans le canton Métabetchouan, ceux et celles qui se présentent nommément comme des Métis sont : les trois enfants du couple William Connolly et Marie, qui se dit « Sauvagesse » ; les cinq enfants du couple John Hatchemback et Marguerite, qui se dit « Indienne » ; et Thérèse Connolly. Dans le canton Kénogami, ceux et celles qui se présentent nommément comme des Métis sont : Charles, Rose, Lisette, Christine, Aliette et Éléonore Buckell.. D'autres Métis préfèrent cependant se présenter au recenseur comme « chasseur », et c'est, notamment, le cas des enfants du couple James Robinson et Véronique Verreau (Verrault), qui sont : Bella, Édouard, Thomas, Peter et William.

en soit, qu'il y en ait un, deux, trois ou quatre de plus que ce qui est noté officiellement n'a pas beaucoup d'importance eu égard à la question posée. Non, ce qu'il importe de retenir d'abord à la lecture de ce premier Recensement fédéral, c'est qu'à ce moment précis, en 1851, des personnes et des familles se sont déclarées spécifiquement, soit « Indiens » soit « Métis » (pour preuve, référer à l'Annexe 7), et que ces précisions, qui témoignent d'un sentiment d'appartenance ethno-culturelle collectif spécifique, sont explicitement notées par le recenseur de l'État fédéral.

Et ce que suggère le Recensement fédéral de 1851 au niveau de la reconnaissance du fait métis au Saguenay–Lac-Saint-Jean est loin de relever du simple hasard, si l'on tient compte de certains textes officiels postérieurs à la création de la réserve indienne de Pointe-Bleue, qui notifient, encore et toujours, la présence de Métis censés jouir et bénéficier des mêmes droits que leurs congénères dits « Indiens ».

Pour convaincre les septiques, lisons d'abord ce premier extrait d'un document officiel émanant des bureaux du gouvernement canadien :

« Néanmoins, sur une demande de leur part un ordre en conseil en date du 6 septembre, 1856, a changé leur réserve pour une égale étendue de terre située à la Pointe Bleue sur le lac, afin de leur laisser la libre jouissance de la pêche dans ses eaux, qui contribue si essentiellement à leur procurer les moyens de subsistance.

En conséquence, quelques familles de race mêlée se sont établies dans cette localité, en ce qu'elle offre un sol propre à la culture et une pêche abondante.

Cependant, la culture de la terre ne constitue pour eux qu'une occupation secondaire ; ils vivent presque entièrement du produit de leur chasse, et vendent pour subsister leurs pelleteries dans les divers postes de la compagnie de la Baie d'Hudson.

L'on suppose qu'il existe ici trente-trois familles dont le chiffre s'élève à 173 âmes, et cinq autres à Chicoutimi. [...]

[Cette tribu de Montagnais] ne compte qu'un petit nombre de métis dans son sein. Cette race s'éteint rapidement, 300 membres de cette tribu

étant morts depuis 10 ans, dont la moitié a péri de la faim. Les épidémies qui les déciment sont la fièvre et la petite vérole qui, une fois contractées, en emportent un grand nombre. » ¹⁰³.

Et pour nous assurer que ces mots n'ont pas été des erreurs de parcours, lisons cet autre extrait de document déposé en Appendice dudit Rapport, qui est en fait un compte rendu rédigé par David E. Price (alors député de Chicoutimi et Tadoussac depuis le 26 avril 1855), et signé à Chicoutimi le 14 novembre 1857 :

« Quelques métis se sont établis sur la nouvelle réserve indienne à la Pointe Bleue, etc. ; ils ont déjà construit des maisons et des granges, et fait beaucoup de terre-neuve. L'année dernière ils y ont récolté asses de blé, d'orge et de patates pour suffire aux besoins de leurs familles pendant la plus grande partie de l'année. Cette année, la récolte ne sera pas aussi abondante, mais j'apprends qu'elle suffira à leurs besoins. Cependant il n'est pas dans la nature du sauvage pur sang [sic] de cultiver la terre, et il y a tout à parier que cette tribu qui a conservé toute la pureté primitive du sang indien, et toute l'indolence sauvage du désert, ne s'adonnera jamais à la culture. » ¹⁰⁴.

Cette suite de textes (Recensement, Rapport, Lettre) se passe de commentaires. Pour un, ces documents officiels précisent, noir sur blanc, l'existence de Métis ; pour deux, ils leur reconnaissent des droits d'occupation et d'exploitation du territoire ; et, pour trois, ils notifient la reconnaissance de l'État canadien à ces égards et sans nuire au désir légitime de certains de s'identifier à la collectivité indienne. Quoi dire de plus, si ce n'est de rappeler, la preuve a été établie dans les pages précédentes que, s'il y a des familles indiennes qui se réclament de cette identité, il y a également des familles métisses grouillant tout autour de Chicoutimi qui se réclament de la leur en propre ; des familles métisses plus vivantes que jamais ; des familles qui essaient comme jamais et qui se distinguent culturellement de celles qui ont décidé de migrer à Pointe-Bleue ; des familles qui pour-

¹⁰³ *Rapport des Commissaires spéciaux nommés le 8 septembre 1856 pour s'enquérir des affaires des Sauvages en Canada, et publié en 1858 pour le compte du gouvernement canadien.* Victoria 21, Appendice no 21, A. 1858. Voir le début de la section consacrée aux « Tribus nomades sur le Bas St. Laurent ».

¹⁰⁴ « Appendice No 11 », in *Rapport des Commissaires spéciaux nommés le 8 septembre 1856...*, *op. cit.*

suivent de plus belle leurs activités culturelles ; des familles qui, de surcroît, ont entrepris de s'adapter à l'irrépressible poussée d'industrialisation et de colonisation qui a débuté en 1842 et qui prend de l'ampleur...

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Le Recensement fédéral de 1861:
exit les Métis du Québec et du Saguenay !

[Retour à la table des matières](#)

D'après le rapport de l'arpenteur Alexander Wallace, qui a établi, en 1857, le périmètre de la réserve indienne de Pointe-Bleue, il y avait sur les lieux, à ce moment précis, seulement quatre occupants : Damase Hudon ; Ambroise Obonsawin (dit Gill) ; Pierre-Antoine Launière ; et le chef Maleck-David Basile. Le premier était commerçant de fourrures et ne s'attarda pas sur les lieux puisqu'on le retrouve peu après à la Grande-Baie où il fit du reste de bonnes affaires ; Obonsawin et Launière étaient des Métis anglo-abénaquis venus de Bécancour qui s'arrachaient le cœur à débroussailler le terrain pour le mettre en culture ; et le quatrième, qui a l'honneur d'avoir été le premier chef de la réserve, était un Métis canado-montagnais. Bien que faiblement exprimé par les principaux intéressés, le rapatriement des Indiens et des Métis à la réserve de Pointe-Bleue était donc bel et bien commencé, en cette année 1857, et les autres bénéficiaires n'avaient plus qu'à s'inscrire dans ce sillon à leur convenance et au gré du temps pour souder ensemble les derniers et dignes représentants des deux petites nations autochtones évoluant toujours sur cet immense territoire.

En 1861, lorsque le recenseur fédéral passe pour faire le premier dénombrement de l'histoire de la réserve naissante, il n'est alors plus question ni d'Indiens ni de Métis, mais bien de... « *Mountainers Indians* » (ce qui doit se traduire par

Indiens Montagnais) ¹⁰⁵ ; des autochtones qui vivent essentiellement de chasse et de pêche, exception faite évidemment de deux familles qui piochent et piochent encore sur ce sol ingrat et qui cultivent du grain et des pommes de terre. Ainsi donc, des 163 individus recensés, il n'y a plus dans ce patelin que des Indiens et plus aucun Métis ; même s'il fut dit et redit à plusieurs reprises que les Indiens étaient sur la voie de l'extinction ; même si on retrouve des James, des Basile, des Gill, des Laframboise, des Laloche, des Saunier et des Verrault qui, de toute évidence, ne peuvent être autrement que des Métis ; et même si, dans le Haut Saguenay, les Bacon, les Buckell, les McKenzie, les McLeod, les Murdock, les Ross, les Verrault, ont pris de l'expansion, essaient toujours et s'emploient à de nouvelles industries selon un mode culturel et des conventions qui leur sont propres.

Qu'est-il arrivé pour qu'il en soit ainsi ? Qu'est-il arrivé pour qu'un peuple, disons-le Indien, rendu à son trépas —c'est du moins ce que confirment tous les commentateurs de l'époque—, soit redevenu si bien portant en l'espace d'un seul recensement ? Et qu'est-il arrivé pour qu'un autre peuple, disons-le Métis, qui était alors en pleine expansion dans le Haut Saguenay et tout autour de Chicoutimi, un peuple sur lequel portaient tous les espoirs de survie du premier, se soit littéralement effondré sous la plume du recenseur ?

Bien qu'il soit déjà admis qu'on ne pourra jamais espérer de réponse absolue puisqu'en telle matière un tel niveau d'accomplissement n'existe pas, on peut cependant envisager des solutions de réponses, des pistes à explorer qui entrent sous le sceau de la logique. Suggérons, d'abord, que la population de Pointe-Bleue n'avait plus alors d'Indienne que le qualificatif et qu'il était tout à fait convenable, compte tenu que tous étaient des enfants des bois issus d'un même creuset ethno-culturel, de les assimiler sans plus de déférence sous le vocable « Indiens ». Suggérons, aussi, celle de la résurgence de la culture judéo-chrétienne qui ne voit plus dans ce pays en devenir que des Anglais protestants, que des Canadiens français catholiques et que des Indiens s'adonnant au libertinage, au vol, à la fainéantise et à tous les vices (évidemment vendus par les Blancs). Suggérons,

¹⁰⁵ ANQC, *Recensement fédéral*, 1861, Microfilm no 1585. Dans la colonne numéro 3, titrée « Place of birth », il n'y a qu'un seul lieu de naissance pour tous ces gens, le Bas-Canada.

ensuite, les effets de ce rejet du peuple autochtone dans son ensemble, par les vecteurs des valeurs judéo-chrétiennes qui se retrouvent dans tous les discours des abbés-historiens. Suggérons, encore, la montée du nationalisme canadien-français dont les principaux promoteurs, qui sont de l'école des précédents, avaient tout intérêt à simplifier la nature ethno-culturelle des occupants du territoire. Et suggérons, pourquoi pas, l'écrasement, par l'élite politico-intellectuelle canadienne-française, de tout ceux qui oseraient se réclamer, « *en pure perte* » (Sulte), d'une naissance en dehors des préceptes évangéliques, ce qui représenterait la nation canadienne-française en marche « *sous le sceau d'infamie* » (Groulx), c'est-à-dire autrement que chrétienne, autrement que pure laine et évidemment rebelle à ses clercs et à leurs diktats. Ce que Groulx a su si bien exprimer dans *La Naissance d'une Race* (1918) et dans *L'appel de la Race* (1922) ; ou encore dans ce livre, qui a servi de base à l'enseignement de l'histoire dans nos écoles radicalement confessionnelles et chrétiennes, *Notre Grande aventure / L'Empire français en Amérique du Nord* (1957), où l'auteur, un guide incontournable, écrit justement en parlant des coureurs de bois canadiens-français que d'aucuns présentent comme les vecteurs d'une infamie, la lie de l'humanité qui a pris racines au Canada et qui a abandonné le fruit de ses ébats dans la hutte de l'Infâme, la Sauvagesse :

« Le malheur est qu'à prétendre se dépasser, trop de ces coureurs se raptissent. Ce qui les attire et ce qui va les retenir, ce ne sera pas seulement le rare plaisir de plonger l'aviron dans des eaux inconnues, de s'enivrer les yeux d'une grande et puissante nature ; ce ne sera pas même la jouissance si nouvelle de partager le campement de l'Indien ; ce sera de partager la vie de l'Indien. Vie indépendante, hors des contraintes morales et sociales, vie d'oisiveté dans la seule occupation du jeu, de l'ivrognerie, du libertinage où ils deviennent insignes débaucheurs de jeunes Indiennes, et où ils dépensent capital et profits de leurs voyages. Quand ils réapparaissent à Montréal, ils font comme tous marins, bûcherons et autres, qui ont été sévrés quelque temps de la civilisation ; ils ne la retrouvent que pour en boire les philtres les plus malsains... » ¹⁰⁶

Quoiqu'il en soit, le débat est loin d'être clos. Comprenons que le recensement de 1861 est le dernier à produire avant le changement de régime et la naissance de la Confédération (1867). Comprenons que les Métis du Manitoba présen-

¹⁰⁶ Lionel Groulx, *Notre Grande aventure / L'Empire français en Amérique du Nord (1535-1760)*, Fidès, Montréal et Paris, 1958, p. 188-189.

taient déjà, pour les maîtres du pays, une force sociale et politique à mâter par les armes s'il le faut. Comprendons que les Canadiens français du Québec, qui avaient déjà manifesté beaucoup d'hostilités à leur égard, représentaient toujours une menace à la stabilité du pays en devenir (un pays menacé d'ailleurs toujours par les Américains, un allié naturel des Canadiens français). Et comprenons que le futur Dominion du Canada avait déjà suffisamment de fil à retordre avec les Métis de l'Ouest et avec les Canadiens français du Bas-Canada, sans que s'y ajoutent, dans ces heures cruciales, les Métis des anciens Postes du Roi ; une force politique, sociale et économique montante dans les nouveaux territoires ouverts au peuplement de la Boréale laurentienne. Dans un tel contexte où rien n'était assuré, on comprendra l'origine du réflexe des maîtres du pays : le peuple indien vivant au nord du Québec étant sur le point de rendre l'âme, rien n'était plus indiqué que de placer les uns et les autres, Métis et Indiens, dans le même mouvoir, et de les laisser s'éteindre avec le siècle. Et c'est ce qui fut fait ; mais avec les résultats que nous savons...

En fait, pour qui veut voir clair et pour qui se donne la peine de chercher, une première partie de la réponse se trouve précisément dans la « *Troisième partie* » du document d'enquête commandé par le gouvernement canadien le 8 septembre 1856, et déposé l'année suivante par un groupe de « *Commissaires spéciaux* » mandatés pour trouver des pistes de solutions au problème « *des races indiennes* » qui entravent désormais la colonisation et l'expansion du pays (dont le député David E. Price, qui a déjà entrepris de nettoyer les titres fonciers de Chicoutimi appartenant à feu le Métis Peter Mcleod, et qui ajoute tout son poids de richissime industriel du Saguenay à la voix des missionnaires interpellés dans cet exercice historique ¹⁰⁷). Le questionnement et la directive y sont aussi formels

¹⁰⁷ Alors que le député David Edward Price rédige son rapport en tant que *Commissaire spécial* mandaté pour répondre des Indiens et des Métis du Saguenay-Lac-Saint-Jean, lui et sa famille —qu'on accuse d'ailleurs à tort ou à raison d'avoir contribué à la mort du Métis Peter McLeod, leur associé— font justement procéder à la démolition de la chapelle de l'ancienne mission jésuite de Chicoutimi, dernier point de ralliement des Indiens et des Métis du Haut Saguenay. —Cf., Arthur Buies, *Le Saguenay et le Bassin du Lac Saint-Jean*, Québec, 1896, p. 152-153. « La vieille chapelle du Bassin », in *Le Progrès du Saguenay*, 11 septembre 1930. Russel Bouchard, *Histoire de Chicoutimi / La fondation (1842-1893)*, Chicoutimi, 1992, p. 145-148.

qu'incontournables, et les quelques extraits de ce volumineux rapport qu'il faudra bien un jour déposer en preuve, devraient nous en convaincre ¹⁰⁸ :

« Dans un pays comme le Canada, le penchant à s'emparer des terres incultes est irrésistible, et l'opinion du pays en général sera toujours portée en faveur du squatter, qui gagne sa vie à la sueur de son front.

Il en résulte que les races indiennes ¹⁰⁹ et européennes se trouvent jusqu'à un certain point sous l'influence d'intérêts opposés ; et ce sera au Gouvernement à éloigner le danger d'une collision en prenant des mesures qui soient de nature à assurer les droits des sauvages, et favoriser en même temps autant que possible l'établissement des terres incultes, qui forment maintenant le sujet de contention. Une partie de notre tâche a été de puiser des renseignements sur ce sujet, et de considérer jusqu'à quel point ce plan est praticable. [...]

Le temps des expériences se passe, s'il n'est déjà passé ; le gouvernement impérial menace de retirer bientôt ses subventions ; et il s'agit à l'heure même de trouver d'autres moyens de défrayer toutes les dépenses qu'entraînent l'administration des terres et la surveillance des sauvages.

C'est là une puissante raison d'agir avec une extrême circonspection, avant de rien entreprendre à leur égard ; ils sont maintenant sur le point de terminer une phase de leur existence, et à la veille de commencer une nouvelle ère de leur histoire. Le sort de l'homme rouge en Canada va dépendre en grande partie des mesures qui seront adoptées par votre excellence et ses conseillers. [...] »

L'apathie naturelle du caractère sauvage, et son désir naturel d'errer sans entrave, nuisent à son avancement, tandis que sa position de mineur lui enlevant toute responsabilité, le conduit à ne pas compter sur lui-même, et se fier au gouvernement pour l'aider dans toutes ses difficultés.

¹⁰⁸ « Appendice No 21 », in *Rapport des Commissaires spéciaux nommés le 8 septembre 1856...*, op. cit.

¹⁰⁹ Ce qui comprend nommément les Métis dans le rapport, comme en font foi les précisions de certains passages déjà cités dudit document, et les questionnaires qui l'accompagnent en « *Appendice No. 1* » : dont la question « 41. — *Quel est la proportion des métis dans le dit arrondissement ?* » ; la question « 42. — *Y a-t-il une différence marquée dans les habitudes et la conduite générale des métis et des indigènes, et quelle est cette différence ?* » ; et la question « 43. — *Dans le cas de mariage avec des blancs, la condition des sauvages s'est-elle trouvée améliorée ?* »

Il y a encore d'autres raisons qui rendent ce plan peu recevable ; un pays comme l'est le Canada, avec le flot toujours croissant de l'immigration qui s'y établit, n'est guère adopté pour y enclaver de larges étendues de terres fertiles pour le seul avantage de quelques individus qui sont trop paresseux pour en retirer les bénéfices. [...]

Les aborigènes [entendons toujours Indiens et Métis dans l'esprit et la lettre du document] ont, jusqu'ici, été traités un peu comme des princes souverains, comme seigneurs d'un sol dont ils n'étaient pas même en possession. C'est cette position anormale qui a donné lieu à la difficulté relative à ces terres. On ne peut s'emparer d'aucun territoire sans en avoir la remise volontaire des sauvages, en même temps qu'ils connaissent les côtés faibles et forts de leur titre, et qu'ils sentent la pression du flot de l'immigration, ils refusent de céder une partie de leurs possessions dans la crainte qu'on ne leur enlève le reste. [...]

Si l'on pouvait réunir tous les sauvages, et en former une société compacte, il en résulterait un grand bien. Ils seraient alors sous la surveillance du missionnaire, et de ses adjoints indigènes ; les enfants assisteraient plus facilement à l'école, et les familles visitées par la maladie seraient à portée d'obtenir plus de secours.

Un second point serait de les rendre judiciaires de la loi civile en ce que regarde la propriété, en sorte que les parents des époux et d'un père décédés ne pussent réclamer et enlever tout ce qui lui appartenait.

Le troisième point serait de faire cesser la possession en commun...
[...]

Un autre point d'une importance vitale, et qu'il ne faut point perdre de vue, c'est l'extinction graduelle de l'organisation par tribus ; à sa place, on a proposé de substituer immédiatement des institutions municipales.
[...]

Le chat sort enfin un bout d'oreille du sac ! Voilà donc la base du plan gouvernemental qui a conduit le peuple Métis —notamment celui de Chicoutimi— si près du gouffre de l'extinction. Un plan en trois temps trois mouvements qui consiste : *Primo*, à briser le lien collectif en commençant par « *faire cesser la possession en commun* » des instruments qui servent à la vie du groupe ; *secundo*, de faire en sorte de ne « *point perdre de vue [...] l'extinction graduelle de l'organisation par tribu* » ; et *tertio*, conduire celles, qui sont déjà insérées dans les périmètres urbains en expansion, à se fondre dans les « *institutions municipa-*

les ». C'est écrit en toutes lettres dans le plan gouvernemental officiel rendu public dans les *Documents de la Session* de 1858. Et les Métis de Chicoutimi ont été les premiers du pays à faire les frais de ce projet gouvernemental *ethnocidaire*, alors que ceux du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord étaient fondus ensemble dans les recensements officiels et en des lieux précis (les réserves indiennes), en attendant que la colonisation et l'industrialisation fassent le reste.

À la fois odieux et contre toute humanité, puisque nous sommes en face d'une politique, osons le dire, de « *solution finale* » à la Canadienne ; d'un plan orchestré pour faire disparaître les peuples autochtones de ce pays —dont les Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean puisque le document va jusqu'à quantifier leur existence— ; un plan qui a suivi son cours et dont les conséquences désastreuses exigent maintenant réparation dans les plus brefs délais, à commencer par la reconnaissance officielle des collectivités qui le requièrent et la restauration de leurs droits ancestraux. Avec un tel menu à déposer sur la table des débats, avec de tels jugements de valeurs qui imposent une vision si sectaire du monde à construire, avec un tel plan destiné à régler définitivement le cas d'un peuple à qui on (l'État central) a décidé de voler le « pays » et à qui on ne reconnaît plus le droit de vivre, on comprendra que l'esprit n'y est pas encore ! Mais refuser de s'y engager après tout ce qui a été dit et fait, ne serait-ce que pour comprendre, et s'appliquer à nier ce qu'il ne faut expliquer pour l'heure afin de ne pas choquer les préjugés qui en servent si bien quelques-uns par les temps qui courent, n'effacent pas pour autant cette réalité historique, sociale et ethno-culturelle.

Si le peuple Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord a été réduit au silence depuis les années 1860 en vertu d'un plan gouvernemental dont le premier devoir était pourtant de les protéger de la majorité, le minimum qui puisse être fait pour réparer cette souffrance est de reconnaître d'abord les torts de ceux qui les ont commis, et, ensuite, de faire en sorte de réhabiliter dans la dignité ceux qui les ont subis. Car, s'il y a une évidence pour ceux et celles qui s'en réclament de plus belle, ce peuple Métis, malgré le requiem prématuré chanté par les promoteurs de la future Confédération canadienne, n'a jamais quitté ce « pays » intime depuis l'aube de ses temps. Ce peuple n'en reste pas moins vivant et il n'aura jamais eu autant le goût de se remettre en marche après tant d'écrasement venu d'ailleurs voire des plus hautes institutions instruites pour le protéger.

Dans cette perspective, on nous permettra d'affirmer qu'il est absolument illogique, tout autant étranger à une justice qui se veut en harmonie avec la Constitution de ce pays, et tout à fait contraire à la réalité historique sur laquelle repose la réalité autochtone de la Boréale québécoise d'aujourd'hui, de prétendre à un traité historique rassembleur et le moindrement légitime s'il exclut le peuple Métis de ce « pays ». Si cette errance pouvait s'expliquer —sans toutefois se justifier— au début des négociations, elle perd cependant toute immunité depuis l'arrêt du jugement Powley, du 19 septembre 2003.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Fondements historiques

Indiens et Métis du Saguenay,
soudés pour l'éternité
dans la fosse commune du cimetière
Saint-François-Xavier de Chicoutimi

[Retour à la table des matières](#)

Dans ces circonstances, face à la réalité présente, persister à enterrer le peuple métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean dans le cimetière de l'oubli en le niant d'existence, n'est pas moins répréhensible et insoutenable que de nier tous les génocides de l'Histoire, lointains ou récents. Un peuple qui, en harmonie avec le peuple indien, a construit un « pays » ; un peuple qui a toujours occupé ce « pays », sans interruption, un peuple qui n'a jamais cessé d'exister dans ce même « pays » et qui demande d'être considéré comme un peuple. Un peuple qui est bel et bien vivant, puisqu'il y a là prise de conscience sur la foi de ce qui fut, donc rappel de la mémoire ; puisqu'il y a là affirmation existentielle dans une réalité bien présente ; puisqu'il y a là désir manifesté d'une prise en charge de sa propre destinée collective.

Les faits d'histoire plus ou moins récents justifient et appuient sans ambages cette résurgence du peuple métis du Saguenay. En 1879, un événement historique assez exceptionnel dans l'histoire d'un peuple, s'est justement produit à Chicoutimi pour consacrer ce tout, au cœur même de ce qui fut le berceau du peuple métis, un lieu de mémoire dont les premières rencontres entre gens d'ici et gens

d'ailleurs remontent à des temps immémoriaux. Parce que les temps n'y étaient plus et parce que les industriels de la forêt réclamaient alors cette place privilégiée située au cœur de la nouvelle ville de Chicoutimi, les autorités compétentes, politiques et religieuses, entreprirent de déménager les restes des corps inhumés jadis et naguère dans le cimetière de l'ancien poste de traite, et de les transférer, avec tout le respect qui sied en de telles circonstances, dans une fosse commune contiguë au cimetière Saint-François-Xavier, nouvellement béni par l'Évêque de Chicoutimi.

Tombé rapidement dans l'oubli dans le contexte obscurantiste et négationniste précédemment évoqué, le site ressortit de terre et fut remis à l'ordre du jour des événements de la vie chicoutimienne, plus vivant que jamais, le 1^{er} octobre 1995 ¹¹⁰, lorsque l'auteur de ces lignes apprit son existence en parcourant le journal de deux témoins oculaires, les frères Jean-Baptiste et Ludger Petit. Ces derniers, des hommes très en vue à l'époque, suivirent avec force détails le cours de ces événements émouvants qu'ils notèrent dans leurs chroniques des 21 octobre, 24 octobre, 13 novembre et 16 novembre 1879, où ceux-ci révélaient finalement l'endroit exact de la fosse commune, et expliquèrent comment on s'y prit pour la combler des ossements de nos ancêtres qui ne sauraient mourir dans nos cœurs et nos esprits parce qu'ils sont en nous, parce que nous sommes une partie d'eux. ¹¹¹

L'historien Jérôme Gagnon, qui a réalisé récemment, pour le profit de la ville hôte, une étude en vue d'ériger un mausolée sur ce site sacré de la fosse commune ¹¹², estime qu'il y a là les restes d'au moins 99 sépultures dont

¹¹⁰ Daniel Côté, « Découverte d'une plaque à moitié enterrée », in *Le Progrès Dimanche*, 1^{er} octobre 1995, p. A4.

¹¹¹ Voir à ce sujet, Russel Bouchard, *La vie quotidienne à Chicoutimi au temps des fondateurs / Extraits des mémoires de la famille Petit (1873-1882)*, Chicoutimi, 1993, p. 366-369, 372, 424.

¹¹² Jérôme Gagnon, *Mémoire visant à l'obtention d'une subvention dans le but d'ériger un mémorial marquant la réinhumation des Amérindiens du Poste de traite de Chicoutimi dans le cimetière Saint-François-Xavier*, présenté par le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean et la Ville de Chicoutimi, en partenariat avec la Société d'histoire et d'archéologie de Pointe-Bleue, Chicoutimi, le 14 février 1997.

l'inhumation remonte aux années 1676-1779 ; mais il refuse de mettre un chiffre sur le nombre des sépultures qui ont suivi jusqu'en 1852. Cette date correspond à l'inhumation du Métis de controversée mémoire, Peter McLeod Jr, dont les mânes côtoient d'ailleurs celles de Nicolas Peltier et de sa descendance, celles de Louis Chatelleraut qui y repose avec les siens, celles du grand chef Maratchikatik (inhumé par le père Laure, en 1721) et de tous ces autres, Indiens et Métis évidemment, qui y ont laissé leur dernier souffle après avoir partagé, dans un respect mutuel profond, leurs semences, leurs souffrances, leurs petits bonheurs et leurs espoirs ¹¹³. Une fosse commune où sont réunis les restes et les mânes de nos ancêtres qui forment une portion de l'humanité en marche, un lieu de mémoire, de recueillement et de ressourcement qui marque un temps d'arrêt et indique le chemin qui reste à parcourir. Peut-il y avoir, en ce bas monde, une symbolique existentielle plus puissante, un lieu sacré plus lourd de sens, plus rassembleur ?

Indiens et Métis, composantes indissociables de l'histoire du Saguenay, fondement de la société présente, deux rameaux d'un même peuple. Cela étant, comment peut-on élever aux nues les uns en leur accordant toutes les prérogatives pour s'épanouir et réduire à néant les autres, si un tel endroit les réunit dans le sacré pour l'éternité ? Comment le peut-on si les deux collectivités humaines s'affirment, à juste droit, comme porteuses de leur propre continuité et de leurs propres espoirs ? Comment le peut-on si ces deux collectivités autochtones se réclament du droit inaliénable d'occuper un territoire en tant que tel, d'en partager ses ressources, d'aspirer, pour elles, les siens et leur descendance, au bonheur qui est à la source de toute humanité ? Comment le peut-on, expliquez-nous, si elles entendent, l'une par rapport à l'autre, se projeter collectivement dans l'avenir ?

Cette question à têtes multiples interpelle les consciences, toutes les consciences. Elle ne peut être réduite par la trépanation d'une composante de deux qui s'en

¹¹³ Pour preuves, en ce qui concerne les noms et la descendance de Nicolas Peltier et de Louis Chatelleraut, pères de tout un peuple, il suffit de parcourir les pages consacrées aux sépultures religieuses enregistrées dans les *Second, Troisième et Quatrième registres de Tadoussac*. Et pour preuve de la sépulture du Métis Peter McLeod Jr, dans cette fosse commune qui les réunit, il suffit de prendre connaissance de la note de recherche de Jérôme Gagnon, « Révélation dans le dossier McLeod », in *Saguenayensia*, avril-juin 2000, p. 3-4.

réclame et qui entend s'affirmer après avoir été confinée aux oubliettes de l'histoire. Elle ne peut être ni éliminée par les porteurs d'une orthodoxie historiographique exclusive —donc péjorativement raciste— qui persiste et signe malgré l'évidence de leurs errances, ni radicalisée par les promoteurs politiques qui entendent spolier les uns au profit des autres si ce n'est du leur...

* * *

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Si nous avons su répondre positivement à l'objet initial de cette démarche qui extirpe de l'ombre la mémoire de tout un peuple (le peuple Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord), et si nous avons su démontrer, preuves documentaires à l'appui, la puissance réelle des fondements historiques et généalogiques de la communauté métisse régionale, un point reste en suspens : comment la communauté métisse de Saguenay, composante du peuple Métis du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord (anciennement le Domaine du Roi et la seigneurie de Mingan), peut-elle ainsi répondre adéquatement aux critères de la Constitution canadienne, qui garantit son droit d'exister, et de la jurisprudence afférente qui, à défaut d'un traité historique ou d'une reconnaissance explicite de l'État, définit ses propres droits ancestraux sans exclure ceux de la collectivité soeur ?

Cela a été dit en d'autres mots : l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et son interprétation par la Cour suprême du Canada protègent les droits des peuples autochtones canadiens, qui disent être soit des *Métis*, soit des *Indiens*, soit des *Inuits*. Elle les protège, à la condition expresse que les collectivités autochtones particulières qui s'en réclament, soient nommément reconnues comme telles, si ce n'est par l'entremise d'un premier traité, à tout le moins après avoir répondu à un certain nombre de critères fixés par la jurisprudence de la Cour suprême du Canada. Ces critères, prenons le temps de les noter pour l'essentiel, réfèrent à

l'histoire ; à une preuve de l'occupation passée et présente du territoire revendiqué ; à une façon plus ou moins continue d'avoir occupé ce même territoire ; à la mémoire, à la culture et aux coutumes qui se veulent spécifiques ; voire à l'identité culturelle *distincte* d'une collectivité qui s'en réclame et à la nécessité expresse du législateur de protéger (article 27) la diversité culturelle du Canada si un tel article était sollicité pour ce faire.

Jusqu'à l'automne 2003, c'est-à-dire jusqu'à la sortie du jugement Powley, le 19 septembre ¹¹⁴, la reconnaissance des Métis du Canada relevait du flou juridique le plus brumeux. Pour ceux qui s'en réclamaient, exception faite des Métis de l'Ouest et des Territoires du Nord-Ouest qui comptaient déjà un certain nombre de traités pour officialiser leur existence ¹¹⁵, rien n'était acquis ; néant pour eux, alors que les droits des Indiens officiellement reconnus et même de ceux en voie de se faire reconnaître comme tels, sont de longue date régis par la *Loi sur les Indiens* ¹¹⁶. Le jugement Powley, entreprend de corriger ce flou persistant et de

¹¹⁴ Le jugement Powley oppose « Sa Majesté la Reine (appellante / intimée au pouvoir incident), et Steve Powley et Roddy Charles Powley (intimés / appelants au pouvoir incident) ». Les intimés sont membres d'une communauté métisse située près de Sault-Sainte-Marie, province d'Ontario. Ils ont été acquittés d'avoir chassé illégalement l'orignal sans être munis d'un permis de chasse et d'avoir sciemment eu en leur possession du gibier chassé en contravention aux lois de l'Ontario. Le juge du procès a conclu que le par. 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* garantit aux membres de la communauté métisse de Sault-Sainte-Marie et des environs de cette ville un droit ancestral leur permettant de chasser pour se nourrir, et que la réglementation provinciale ontarienne sur la chasse porte atteinte à ce droit de manière injustifiée. La Cour supérieure de justice et la Cour d'appel ont confirmé les acquittements.

¹¹⁵ Une des plus récentes ententes, étant celle des Dénés et des Métis du Sahtu, finalisée en 1994 et touchant environ 41 400 km carrés de territoires, en plus certains droits miniers. On peut toujours lire, à ce sujet, le livre officiel du gouvernement fédéral, *Les premières nations du Canada*, Affaires Indiennes et du Nord, Ottawa, 1997, p. 98-101.

¹¹⁶ Cette loi, prenons le temps de le préciser, officialise le parcours de chaque collectivité et leur reconnaît des droits ancestraux dont le plus important réfère à la propriété du territoire. Cette loi suit à la trace chaque individu, du berceau au tombeau ; elle les identifie nommément dans un registre national et elle leur assure un statut particulier au sein de chacun des collectivités (d'où l'appellation d'*Indiens statués*).

mettre un frein à l'injustice qui les afflige ; ce faisant, il marque la reconnaissance officielle du peuple métis canadien, notamment celui de l'Ontario qui ouvre la porte aux métis de l'Est du Canada qui constituent, avec les Métis acadiens, le premier rameau de tous les peuples métis du Canada, mais il établit cependant des critères d'admissibilités pour toutes les collectivités qui entendent s'en réclamer.

Pour être plus précis, le jugement Powley prend également bien soin de préciser que l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ne vise pas toutes les personnes d'ascendance mixte indienne et européenne, « *mais plutôt les peuples distincts qui, en plus de leur ascendance mixte, possèdent leurs propres coutumes et identité collective reconnaissables et distinctes de celles de leurs ancêtres indiens ou inuits, d'une part, et de leurs ancêtres européens, d'autre part.* » Il précise encore qu'une communauté métisse « *est un groupe de Métis ayant une identité collective distincte, vivant ensemble dans la même région et partageant un mode de vie commun.* » Pour faire une histoire courte d'un jugement aux considérants et aux conséquences fort complexes, disons encore que le jugement Powley réfère nommément à la jurisprudence des arrêts déjà appliqués ; dont le fameux arrêt *Van der Peet*, prononcé par la Cour suprême le 21 août 1996, et mettant en présence cette fois-ci des autochtones de la Colombie-Britannique qui ont été accusés d'avoir vendu dix saumons capturés en vertu d'un permis de pêche de subsistance des Indiens, contrairement aux lois et aux règlements afférents de la Colombie-Britannique.

La table jurisprudentielle ainsi montée, il reste maintenant à chaque groupe, qui veut prendre part au festin des peuples autochtones du Canada, de répondre à une série de conditions destinées à établir le fondement de leur requête, c'est-à-dire être une collectivité métisse ou ne pas être ; il reste également à établir l'étendue des droits ancestraux spécifiques à chaque collectivité dans la perspective de sa reconnaissance ; et il reste à fixer les limites du territoire qui leur est reconnu, ce qui est à la base même de leur titre, droits et privilèges. Maintenant, pour étayer la revendication des droits ancestraux d'une collectivité se rattachant à un lieu précis, il faut, dit encore le jugement Powley « *établir l'existence d'une communauté métisse identifiable –caractérisée par un certain degré de continuité et de stabilité– au moyen de données démographiques pertinentes et d'éléments*

de preuves montrant que le groupe concerné partage des coutumes, des traditions et une identité collective. »

Et pour arriver à établir ce fait, il faut commencer par identifier les liens ancestraux et l'acceptation par la communauté ou, à défaut de pouvoir y arriver, il faut demander aux tribunaux, après l'acceptation de la preuve historique, de statuer au cas par cas sur la question de l'identité métisse « *en tenant compte de la manière dont la communauté se définit, de la nécessité que l'identité puisse se vérifier objectivement et de l'objet de la garantie constitutionnelle* ». La Cour se réserve du reste le droit de rejeter le point de vue « *selon lequel des Métis doivent tirer leur origine des pratiques de leurs ancêtres autochtones qui sont antérieurs aux contacts avec les Européens* » (dans ce cas-ci, il s'agit de 1671, qui correspond à l'édification d'un comptoir de traite à Chicoutimi par les détenteurs du monopole des fourrures ¹¹⁷) ; ce qui aurait « *pour effet de nier aux Métis leur pleine qualité de peuples distincts titulaires des droits et dont les pratiques qui font partie intégrante de leur culture bénéficient de la protection constitutionnelle prévue par l'art. 35(1)* ». Dernier point qui n'est pas sans importance, la Cour tient enfin à préciser qu'il « *ne faut pas exagérer la difficulté d'identifier les membres de la communauté métisse pour justifier de leur refuser des droits garantis par la Constitution.* »

En résumé, et selon les critères établis dans le jugement Van der Peet, la collectivité métisse qui se réclame de l'article 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* et qui demande d'être reconnue comme telle doit : 1- établir la preuve historique de l'existence de la communauté métisse sur un territoire donné, et, au possible, démontrer la continuité de sa présence dans cet espace communal ; 2- démontrer la spécificité culturelle de la collectivité métisse en question, une identité culturelle qui ne peut être ni celle des autochtones d'avant les premiers contacts, ni celle des Européens des contacts, ni celle de la collectivité indienne de Mash-teuiatsh que nous reconnaissons comme étant culturellement originale et spécifique sur le plan identitaire ; 3- identifier, au possible, les membres de la collectivité

¹¹⁷ « 1671 – On baty une maison à Cheg8timy. » : ce fait historique, une première, est noté tel quel dans le *Second registre de Tadoussac*, op. cit., p. 152.

té métisse, et établir les critères permettant aux individus qui s'en réclament d'y adhérer, critères qui sont : a) la preuve du lien ethno-culturel à la collectivité métisse (lien généalogique) ; b) la fierté de se savoir appartenir à cette collectivité ethno-culturelle spécifique ; c) l'acceptation de la collectivité d'accueillir ce membre en son sein.

À savoir maintenant si, oui ou non, une communauté métisse à Saguenay (entendons Chicoutimi, berceau de l'histoire) peut répondre aux critères évoqués dans le jugement Powley, la réponse est positive à tous égards. Elle est positive en ce qui concerne le point #1 concernant la preuve historique et la continuité, jusqu'à ce jour, de sa présence sur le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Elle est positive en ce qui concerne le point #2, le voile levé sur les familles métisses occupant déjà tous les points stratégiques du Haut Saguenay, en 1842, en fait foi (mais à ce chapitre un éventuel passage devant la Cour suprême du Canada exigera qu'on s'y emploie à les définir, à les expliquer et à les démontrer avec beaucoup d'attention et de pertinence, un exercice plus qu'un défi). Et elle est positive en ce qui concerne le point #3, puisque la généalogie de toutes les lignées des familles indiennes et métisses du Saguenay–Lac-Saint-Jean est disponible grâce aux dernières sommes de travaux en généalogie.

Russel Bouchard

De la collectivité métisse de Chicoutimi.

Descendant par ma mère des unions

Adélaïde Matchiragan–James McKenzie

et Marguerite Matshiishkuesh–Jérôme St-Onge.

Et descendant par mon père

de l'union Cécile Kaoraté–Hugh Blackburn,

petite fille du couple Madeleine Tego8chik–Nicolas Peltier, et

conséquemment descendant du grand chef Charles

Trek8erimat

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 1

LE TITRE ABORIGÈNE

[Retour à la table des matières](#)

— Le *TITRE ABORIGÈNE*. Dans la perspective de la Constitution de 1982, le titre « aborigène » a un sens *sui generis* (c'est-à-dire unique en son genre). Il est attribué à une collectivité en fonction d'un territoire bien délimité, et reconnu par la voie d'un traité déjà en force ou à venir. Et il confère à cette collectivité un droit d'occupation et d'utilisation exclusif du territoire visé par ce titre.

— Les *CARACTÉRISTIQUES* du titre aborigène : 1- d'abord son *inaliénabilité*, au sens où la terre détenue en vertu d'un tel titre ne peut être transférée ou cédée qu'à la Couronne ; 2- ensuite son *origine*, puisque le titre aborigène découle, pour un, de l'occupation avant la *Proclamation royale de 1763*, et pour deux, du rapport entre la *common law* et les régimes juridiques autochtones ; 3- et enfin, *son caractère collectif*, du fait que ce titre est un droit foncier collectif et qu'il est détenu par tous les membres d'une nation autochtone. ¹¹⁸

¹¹⁸ Pour dire plus court, en reprenant les termes exacts de Maître Georges Emery (janvier 2003), juriste qui a agi en matière constitutionnel et autochtone depuis 1972, le titre aborigène *est un droit foncier sui generis [de son espèce] qui se distingue du fief simple (le droit de propriété ordinaire). [Il] découle de l'occupation collective, exclusive et continue d'un territoire au Canada antérieurement à l'affirmation de la Souveraineté.* » Cf., « Réflexion sur la portée de l'entente de principe d'ordre général entre certains peuples innu et Québec et Ottawa », 31 janvier 2003. Me Emery est licencié en sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal, Section histoire et sociologie, et avocat-conseil au cabinet Desjardins Ducharme Stein Monast.

— Les *AVANTAGES* du titre aborigène : 1- ce titre est un titre foncier qui donne le droit d'utilisation et d'occupation exclusive et partielle du territoire pour des fins diverses ; 2- et cette utilisation doit être compatible aux traditions et à la culture qui les rattachent à ce territoire.

— Les *CRITÈRES* d'obtention du titre aborigène : primo, il faut que la collectivité requérante ait occupé tout le territoire réclamé avant l'affirmation de la souveraineté (1763), il lui faut également faire la preuve d'une occupation suffisante de tout le territoire, tenir compte de la taille, du mode de vie, des ressources et des habilités technologiques du groupe concerné ; deuxio, si l'occupation actuelle est invoquée comme preuve de l'occupation avant l'affirmation nationale, il doit exister une continuité entre l'occupation actuelle et l'occupation antérieure à l'affirmation de la souveraineté ; et tertio, au moment de cette affirmation de la souveraineté, cette occupation doit avoir été exclusive.

— Précisons enfin, que l'arrêt dit Delgamuukw a pour effet de donner des instructions et il se garde bien de conclure définitivement sur la manière de définir et reconnaître le titre aborigène, dont le droit à ce titre continuera d'évoluer au fur et à mesure que les principes cadres de ce jugement seront mis en application. Comme ce titre découle d'une occupation collective exclusive et continue d'un territoire antérieurement à l'affirmation de la souveraineté, et bien que la Cour suprême ne se soit jamais prononcé de façon définitive sur cette épineuse question, l'ensemble de ses jugements en la matière laisse entendre que les autochtones nomades ne peuvent prétendre à l'existence d'un titre aborigène sur l'ensemble du territoire fréquenté. À titre d'exemple, dans la cause dite Delgamuukw, nous savons que la preuve a dû être faite par le groupe (71 maisons établies sur un territoire de 58,000 km²), que devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique, les chefs étaient tous présents (par. 16), qu'ils étaient les appelants

(ce qui constituait le motif du procès), et qu'ils ont dû faire la preuve qu'ils étaient les descendants des premiers occupants. ¹¹⁹

R.B.

6/02/03

¹¹⁹ Cf., Mary C. Hurley, division du droit et du gouvernement, janvier 1998 et juillet 1999, « Titre aborigène : la décision de la cour suprême du Canada dans *Delgamuukw c. Colombie-Britannique* ». Également, commentaires des juges dans les textes originaux du jugement *Delgamuukw*, par. 109-159.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 2

Louis Bernard O.Q.

[Retour à la table des matières](#)

Montréal, le 2 octobre 2003

*Monsieur Russel Bouchard
33, St-François
Chicoutimi-Nord Qc
G7G 2Y5*

Cher monsieur Bouchard,

Je vous remercie d'avoir eu la gentillesse de me faire parvenir l'article du journaliste Pierre Gill et votre lettre de réponse. J'en ai pris connaissance avec grand intérêt.

Est-ce que je me trompe en pensant que, depuis quelques temps, le climat est devenu un peu plus favorable au dialogue et à la discussion raisonnée des différents points de vue ? Si c'est le cas, vous m'en voyez fort réjoui et vous pouvez compter que je ferai de mon mieux pour poursuivre dans cette voie.

Le jugement Powley auquel vous réferez est intéressant à plusieurs points de vue, notamment en ce qui concerne l'établissement de la continuité historique en matière de droits ancestraux de chasse et de pêche (sujet dont nous avons eu l'occasion de discuter ensemble).

Quant à l'existence ou non sur le territoire du Québec de « métis » au sens de l'article 35 de la Constitution, il faudra sans doute avoir recours à l'expertise d'historiens comme vous pour dé-

terminer s'il y a chez-nous des communautés métisses qui rencontrent les critères énoncés par la Cour suprême. Je ne sais pas si vous avez une première idée là-dessus.

Je suis toujours heureux de vous lire.

Avec l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Louis Bernard

PS. Je serais intéressé à prendre connaissance de l'allocution que vous avez prononcée à l'occasion de la cérémonie en hommage à Joseph-Laurent Normandin, si vous en avez une copie. Merci.

*513, av. Stuart, Outremont (Québec) Canada H2V 3H1
Tél. (514) 279-1417*

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 3

La « Pointe des Indiens »

—*Lettre à Me Louis Bernard, fabricant de traités,
de la société d'affaires montréalaise
Consultant Inc., en réponse à la sienne du 2 octobre 2003*—

[Retour à la table des matières](#)

Chicoutimi, le 10 octobre 2003

En réponse à la vôtre du 2 octobre, je dois de suite vous dire hélas, qu'il n'est pas dans ma boule de cristal de voir la couleur du temps qu'il fera demain sur cette affaire. Vous me demandez : est-ce que le climat est « *plus favorable au dialogue et à la discussion raisonnée des différents points de vue* » ? Qu'en sais-je ? Pour qu'il en soit ainsi, encore aurait-il fallu que les maçons qui construisent ce mur et ces autres dans l'édifice canadien depuis tant d'années, aient eu à tout le moins l'idée de percer meurtrières et chatières pour qu'on s'y puisse abandonner quand les temps s'y prêtaient —ce qui n'est malheureusement plus le cas. Me concernant en propre par contre, j'ai dit, écrit et publié ce qui devait l'être. Mes devoirs sont faits. La suite ne m'appartient pas ; elle relève de l'impondérable.

Je ne suis pas dans le secret des dieux. Mais je suis d'avis que l'arbre qui tient les branches entre elles, et sur lesquelles nous sommes assis, a été scié. Il n'y a plus de nation canadienne ! Ni de nation québécoise d'ailleurs !! Il n'y a plus que des tribus soumises à la loi du plus fort qui finit toujours, tôt ou tard, à être redevable devant la loi de la nécessité, ce qui replace tout ce

beau monde à l'état de nature. De gré ou de force, nous devons quitter ce Moyen-Âge. C'est là ma conviction profonde.

Concernant le jugement Powley, la réponse m'apparaît beaucoup plus claire. Du mot « Métis » à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, il est dit, selon le document : que ce terme « ne vise pas toutes les personnes d'ascendance mixte indienne et européenne, mais plutôt les peuples distincts qui, en plus de leur ascendance mixte, possèdent leurs propres coutumes et identité collective reconnaissables et distinctes de celles de leurs ancêtres indiens ou inuits, d'une part, et de leurs ancêtres européens, d'autre part. Une communauté métisse est un groupe de Métis ayant une identité collective distincte, vivant ensemble dans la même région... » Vous avez là, je crois, la définition exacte d'un Canadien français du Québec, de la Mauricie, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Gaspésie, de l'Ontario, du Manitoba, de l'Ouest américain, de la Louisiane. Comme les Indiens et les Inuits, leurs frontières sont d'avant 1763. S'ils ne sont morts, ils vont —nécessairement— devoir reprendre pied à quelque part dans cette histoire qui s'écrit. Ne pervertissons pas les faits : ils ne sont pas descendants de Riel ; c'est Riel qui descend d'eux. Et les juges de la Suprême cour devront bien remonter jusqu'à la tête de cette filiation pour rendre justice puisqu'ils s'y sont engagés.

L'afflux nerveux de demandes d'adhésion à l'Alliance autochtone qui fait suite au jugement Powley, m'apparaît d'ailleurs comme un signe avant-coureur particulièrement inquiétant et irrépessible. Ce sera sous cette coupe ethno-culturelle qui vient d'être fondue par ce jugement, ou ailleurs : en vertu de la Constitution, ou en fonction de la loi de la nécessité qui ne respecte aucun traité et qui est bien étrangère à la vertu ! Dans le journal *Le Soleil*, du 4 octobre dernier, le Grand Chef de l'Alliance autochtone du Québec raconte que depuis le 19 septembre, sa formation reçoit des « tonnes de demandes. Ça arrive, dit-il, par boîtes pleines ». Il est content. Et il s'attend à ce que le membership atteigne les 50 000 d'ici cinq ans. Comprenons que ce n'est pas là un résultat, mais un symptôme du fait que les Canadiens français, trahis et réduits à l'errance par les leaders du mouvement nationaliste qui ont usé de mille astuces pour les noyer dans la supercherie franco-québécoise, cherchent leur souffle, d'instinct, dans cette poche d'air dérobée et nommément inscrite dans l'article 35 de la Constitution.

À Chicoutimi, dans le cimetière Saint-François-Xavier béni en 1874, sous des ormes, des érables et des chênes séculaires qui sont aussi de toute beauté, au lieudit « Pointe des Indiens », se trouve une fosse commune où on a regroupé, en octobre 1879, les restes sacrés du vieux cimetière du poste de traite de l'endroit, fondé en 1676 par Charles Bazire et consorts. Ce sont les os confondus des Montagnais de Chicoutimi, des Métis et des Canadiens français s'ensuivant ; tous unis dans l'Éternité par le fait d'histoire. C'est là, dans ce terreau sacré coiffé d'une petite épitaphe de granite noire bien modeste mais combien vivante, que dort la clé de nos songes. Ils sont : Achetekigik, Bacon, Bouchard, Blackburn, Chichig8keu, Gauthier, Jérémi, Josephte, Kakau, Kessy, Lesquimeux, Maltais, Manit8be, Micho, McKenzie, McLeod, Nicholas, Pelletier, Pikarouish, Régis, Ross, Saint-Onge, Sauvage, Shashumegu, Simard, Teabita8at, Tsherinu, Verreault, Villeneuve, Xavier... et tout un peuple ainsi établi et à jamais, au coude à coude, vivant dans nos mémoires, dans nos coeurs et dans les allées serrées de nos cimetières.

Bien que les premiers arrivants se soient finalement fondus dans les seconds pour faire ce que nous sommes, des Métis, des Inutsh et des Canadiens français s'ensuivant, je ne crois pas que votre prochain traité et l'histoire mercenaire sur laquelle il s'établit soient capables de défaire cela. Je vous fais une fleur en vous offrant à méditer ce texte de Tocqueville (et des écrits comme celui-là, j'en ai des dizaines en réserve dans mes dossiers !) :

« Pénétrez sous cette cabane de feuillage, vous y rencontrerez un homme dont l'accueil cordial, dont la figure couverte et les lèvres entrouvertes vous annonceront dès l'abord le goût des plaisirs sociaux, et l'insouciance de la vie. Dans le premier moment vous le prendrez peut-être pour un Indien ; soumis à la vie sauvage, il en a adopté volontairement les habits, les usages et presque les moeurs. Il porte les mocassins, le bonnet de loutre et le manteau de laine. Il est infatigable chasseur, couche à l'affût, vit de miel sauvage et de chair de bison. Cet homme n'en est pas moins pourtant encore un Français, gai, entreprenant, glorieux, fier de son origine, amant passionné de la gloire militaire, plus vaniteux qu'intéressé, homme d'instinct, obéissant à son premier mouvement mieux qu'à sa raison, préférant le bruit à l'argent. Pour venir au désert il semble avoir brisé tous les liens

qui l'attachaient à la vie ; on ne lui voit ni femme ni enfants. Cet état est contraire à ses moeurs, mais il s'y soumet facilement comme à toute chose. Livré à lui-même, il se sentirait naturellement l'humeur casanière, nul plus que lui n'a le goût du foyer domestique ; nul n'aime mieux à réjouir sa vue par l'aspect du clocher paternel ; mais on l'a arraché malgré lui à ses habitudes tranquilles, on a frappé son imagination par des tableaux nouveaux, on l'a transplanté sous un autre ciel, ce même homme s'est senti tout à coup possédé d'un besoin insatiable d'émotions violentes, de vicissitudes et de dangers. L'Européen le plus civilisé est devenu l'adulateur de la vie sauvage. Il préfère la savane aux rues des villes, la chasse à l'agriculture. Il se jouera de l'existence et vivra sans nul souci de l'avenir. — Les Blancs de France, disaient les Indiens du Canada, sont aussi bons chasseurs que nous. Comme nous, ils méprisent les commodités de la vie et bravent les terreurs de la mort. Dieu les avait créés pour habiter la cabane du sauvage et vivre dans le désert. » (Alexis de Tocqueville)

Cela étant, et le rappel aux sources pressant le pas, faut-il redouter le moment où cette masse populaire va se réveiller pour réclamer son dû ? J'imagine que vous avez prévu cela. Mais bien qu'il soit écrit sur le cadavre de la Liberté, et quoi qu'il en soit, votre traité concupiscent ne pourra jamais défaire ce que je suis,

Russel Bouchard
Fils de Lucien et de Solange
Descendant par mon père, de Cécile Karoaté,
Et par ma mère, d'Adélaïde, de Marguerite
et de Jérôme St-Onge, tous Montagnais du Saguenay.

P.-S. 1 —*En réponse à votre post-scriptum. Malheureusement ! je n'ai pas écrit ce discours qui a été tout ce qu'il y a de plus improvisé. J'aurais bien aimé par contre, car on m'en a dit beaucoup de bien. J'ai cependant la vague impression que le journaliste amérindien Pierre Gill n'a pas saisi toute la symbolique du geste : comme le fut la croix plantée à Gaspé en 1534 par Cartier, cette obélisque —avec ses quatre fleurs de lys— est une marque officielle d'occupation du territoire par les Canadiens français du Saguenay–Lac-Saint-Jean... des « Autochtones », en*

vertu de l'article 35 comprenez ! Cette marque officielle devance votre traité et le rend caduque sur le plan de la légitimité (internationale pour l'heure). Elle invite à la prise en charge. Si vous en avez le goût, je vous recommande de lire ce livre que j'ai publié l'an dernier au Septentrion (« L'exploration du Saguenay par Joseph-Laurent Normandin en 1732 »). Vous y découvrirez à votre tour tout le « pays » intérieur et réel que je défends, le mien, celui de mes ancêtres et de mes petits enfants, un « pays » circonscrit et reconnu officiellement par la métropole française d'alors, à ce moment précis. À la page 64, l'intendant Hocquart décrit d'ailleurs parfaitement bien l'âme de mes ancêtres qui s'y retrouvent dans un territoire dépouillé de ses premiers habitants. Et je vous invite à bien prendre note du fait que le père de l'explorateur s'appelait « Pierre Normandin dit Sauvage ». Un Métis ! Un Canadien français.

P.-S. 2 —Le 1er novembre prochain, je lance un nouvel opuscule : « Pour le plaisir de dire, d'écrire, et dédire » (170 p.). Je crois qu'il y a quelques pages qui risquent de vous intéresser ; dont une « Lettre à la juge en chef de la Cour suprême du Canada », et une autre « Lettre à mon grand chef de l'Alliance autochtone du Québec ». Ces lettres, banales en soi, marquent des pas. Elles témoignent. Si ce titre vous intéresse, il vous suffit de me faire parvenir un chèque de 21 dollars et de me préciser le titre.

Cet opuscule s'ajoute du reste à un précédent, lancé sans tambours ni trompettes au début du dernier été. Il est titré : « La fin de l'Histoire par un témoin oculaire ! ». Je ne me souviens pas vous avoir informé de cette dernière parution qui remet, encore là, bien des pendules à l'heure en ce qui concerne le sujet qui nous occupe. Il est disponible au même prix, et selon les mêmes termes et modalités.

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 4

Dictionnaire généalogique des familles
canadiennes : nom des blancs mariés
aux femmes indigènes

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](http://www.lesclassiquesdesciencesociales.com).

[Illustration 4.1](#)

[Illustration 4.2](#)

[Retour à la table des matières](#)

Après Tanqueray: Dictionnaire généalogique des familles canadiennes
1899 vol. 7

NOMS DES BLANCS

MARIÉS AUX

FEMMES INDIGÈNES.

AMOUR-VILLARDY, Daniel-Joseph, époux de Képaépaé, Marie, (Ojibwaise).	CHEVREY, Dom., époux de Sauvagesse, Marie.
ANTVET, Sieur de la Tour, Pierre, époux de Sau- vagesse, Louise.	CORÉ ou BOTTÉ dit SOUAKKA, Abraham, époux d'Aloué, Marie, (Ojibwaise).
ATTIWA, Gabriel, époux de Sauvagesse, Marie.	COTTEBOIS, Jean-Baptiste, époux de Sagakhat, Marie-Joseph.
AUSCHON, Joseph, époux de Panifessa, Marie.	COCQ, Jean-Baptiste, époux de Sauvagesse, Anne.
BAILLARDON, Antoine, époux d'Aco, Marie, et de Chippinga, Demitille.	COCQ, Louis, époux de Naoakie, Madeleine, et de Quignegkê, Jeanne.
BIGOT, Guillaume, époux de Panis, Marie.	COCQ, Pierre, époux de Mitekamékké, Marie.
BLANCHETIN, Sulpice, époux de Panis, Cath.	COSTES, Jacques, époux d'Annenontak, Ca- therine, (Huronne) veuve de Jean Durand.
BOUCHER, Pierre, époux de Chrétienne, Madne.	COUVRET, Joseph, époux de Sautouse, Charlotte.
BOURGEOIS, Jean-Louis, époux d'Alimacou, Anne, (Kasikabou).	COULLENIER, René-Hilaire, époux de Padoka, Ellis.
BRADY, Etienne, époux de Sauvagesse, Margie.	DEMITTE, François, époux d'Antaya, Marie-Lou.
BRILLANT, Jean-Baptiste, époux d'Itagiesse-Chré- tienne, Française, (Sautouse).	DENIS, Nicolas, époux de Sauvagesse, Marie.
BRUNET, Louis, époux de Panis, Louise.	DENIS, Richard, époux de Parabego, Anne.
CABOT, Charles, époux de Piorias, Marie-Cath.	DORON, Joseph, époux de Padoka, Marie-Anne, veuve de Louis Picard.
CABOT, Jean-Bte, époux de Nipissing, Anastasia.	DOCAIRE, Charles, époux de Tamanikoua, Marie.
CARDINAL, Jean, époux de Sauvagesse, Marie.	DOCKET, Joseph, époux de Miamia, Marie.
CULON, François, époux de Sauvagesse, Margie.	DUBAT, Laurent, époux d'Arontio, Marie-Pélie, (Huronne).
CHABLES, Jean-Bte, époux d'Ilinoio, Madeleine.	DEMOCOUR, Louis, époux de Sauvagesse, Frs.
CHAUVEY, Pierre, époux de Panis, Marie-Madn.	DOQUET, Pierre, époux de Sauvagesse, Marie.
CHÉRE, Antoine, époux de Sautouse, Marie.	DURAND, Jean, époux d'Annenontak, Catherine, (Huronne).
CHÉREY, Léopold, époux d'Oulouaie, Marie.	FAVARD, Jean-Bte, époux de Quéte, Marguerite, (Huronne).
CHÉVALIER, Amable, époux de Kiriéna, Cath.	FONTEYAT, François, époux de Sautouse, Marie.
CHÉVALIER, Barth., époux de Sauvagesse, Marie.	
CHÉVALIER, Luc, époux de Sauvagesse, Marie.	

688

GAGNON, Jean-Bte, époux de Kacrate, Océle.	LAMONTE, La, ép. de Teganika, Mle, (Iroquois).
GAGNON, Jos., époux de Quatrepatte, Angélique.	LORRAIN,, époux de Panis, Catherine.
GARTIER, Jean, époux de Capelleuette, Suzanne.	MACON dit FAVARD, Joseph, époux de Angélie, Marie-Jeanne, (Huronne).
GILL, Jos-Ls, époux d'Abenaguis, Mle-Jeanne.	MARTIN, Etienne, époux de Micmac, Charlotte.
GOSSON-DENORMANVILLE, époux de TAOUS, Thé- rés.	MARTIN, Jean, époux de Kithikane, Rose.
GOUDY, François, époux de Panis, Marie-Madn.	MAURET, Gaspard, époux de Panis, Mle-Anne.
GORY, Jean, époux de Panis, Isabelle, fille de Jacques et de Marie Poussot, de St-Marc, Rouen.	MCPHERSON,, époux de Sauvagesse, Mlle.
GOVIN, Jos-Nic., ép. de Silencot, Mle, (Miamia).	MEYILLON, René, époux de Panis, Marguerite.
GOULEY, Charles, époux d'Ilinoio, Marie-Frse.	MORAND, Jean-Louis, époux de Panis, Mle-Anne.
GOULLENOT, Jean, ép. d'Onabenaquiquey, Cath.	PARISIER, Jean, époux de Sauvagesse, François.
HAMELIN, Charles, époux de Sautouse, Marie- Atha, et de Sautouse, Marie-Anne.	PELLATIER, Frs, époux de Sauvagesse, Dorothee.
HÉVY, Louis, époux de Miamimiké, Marie-Anne.	PELLATIER, Nicolas, époux de Tégoussi, Ma- celine, (veuve d'Anguste Sauvage) et de Sau- vagesse, Marie, fille du grand chef Jean-Bte Nanabos.
HOCHE, Pierre, époux de Nachita, Catherine, (Pototamio).	PICARD, Louis, époux de Padoka, Marie-Anne.
JACQUES, Pierre, époux d'Abenaguis, Mle-Anne.	RANGER, Claude, époux de Sagola, Felicité.
JANOT, époux de Minsou, Mle-Anne, (Micmac).	RENE, Julien, époux de Sauvagesse, Madeleine.
KELLEN, Daniel, époux de Skabennat, Madeleine.	RHODES, Gérard, époux de Sauvagesse, Marie.
LAFORCE, Ignace, époux de Gassennat, Marie.	RIVAL, Ignace, époux de Sauvagesse, Marie.
LAMONTEUX, Pierre, époux de Pigardich, Mlle.	ROSELAND, Adrien, époux de Sacatchiké, Do- mille, (Ilinoio).
LANGLOIS, Jos-Marie, ép. de Sauvagesse, Lisette.	ROY, Pierre, époux de Quabaniquois, Madn.
LATON De (Juge de Champlain), époux de Sau- vagesse, Louise.	SABOURN, J-Bte, époux de Estagamis, Mle-Jos.
LEBARDON, Charles, époux de Panis, Suzanne.	St. CHRY, Pierre, époux de Panis, Isabelle.
LETILLIER, Antoine, époux de Setikie, Charlotte.	VALO, René, époux de Minsou, Marie-Anne, veuve de Janot, (Micmac).
LETILLIER, J-Bte, époux de Nipissing, Marie-Jos.	VALO, Thigau, époux de Sauvagesse, Marie.
LETILLIER, René-Frs, époux de Macotimicé.	VASSE, Julien, époux d'Iroquois, Mle-Angélique.
L'VEILLÉ, Barnabé, époux de Sauvagesse, Marg.	

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 5

Carte des délimitations du Domaine du Roi, en 1733

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](http://www.classiquesdesciences.ca/).

[Retour à la table des matières](#)

La communauté métisse de Chicoutimi : fondements historiques et culturels

Annexe 6

Recensement de 1839

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](http://www.classiquesdesciences.com).

[Illustration 6.1](#), [Illustration 6.2](#) et [Illustration 6.3](#)

[Retour à la table des matières](#)

Recensement de Chicoutimi en 1839									
Hommes	1 ^{er} Poste Recensement de Chicoutimi	Personnes des deux sexes de 15 ans à 18 ans			Jeunes	Orphelins		Total	
		Fr.	Gr.	Sexe		Fr.	Gr.		
1	Pierre Lefebvre Chef	1	1	2				4	
2	Pierre Lefebvre	1	2	3				3	
3	Baude de Chicoutimi	1	1	2				2	
4	Joseph de C.	1	1	2				2	
5	Joseph de C.	1	1	2				2	
6	Joseph de C.	1	1	2				2	
7	Joseph de C.	1	1	2				2	
8	Joseph de C.	1	1	2				2	
9	Joseph de C.	1	1	2				2	
10	Joseph de C.	1	1	2				2	
11	Joseph de C.	1	1	2				2	
12	Joseph de C.	1	1	2				2	
13	Joseph de C.	1	1	2				2	
14	Joseph de C.	1	1	2				2	
15	Joseph de C.	1	1	2				2	
16	Joseph de C.	1	1	2				2	
17	Joseph de C.	1	1	2				2	
18	Joseph de C.	1	1	2				2	
19	Joseph de C.	1	1	2				2	
20	Joseph de C.	1	1	2				2	
21	Joseph de C.	1	1	2				2	
22	Joseph de C.	1	1	2				2	
23	Joseph de C.	1	1	2				2	
24	Joseph de C.	1	1	2				2	
25	Joseph de C.	1	1	2				2	
26	Joseph de C.	1	1	2				2	
27	Joseph de C.	1	1	2				2	
28	Joseph de C.	1	1	2				2	
29	Joseph de C.	1	1	2				2	
30	Joseph de C.	1	1	2				2	
31	Joseph de C.	1	1	2				2	
32	Joseph de C.	1	1	2				2	
33	Joseph de C.	1	1	2				2	
34	Joseph de C.	1	1	2				2	
35	Joseph de C.	1	1	2				2	
36	Joseph de C.	1	1	2				2	
37	Joseph de C.	1	1	2				2	
38	Joseph de C.	1	1	2				2	
39	Joseph de C.	1	1	2				2	
40	Joseph de C.	1	1	2				2	
41	Joseph de C.	1	1	2				2	
42	Joseph de C.	1	1	2				2	
43	Joseph de C.	1	1	2				2	
44	Joseph de C.	1	1	2				2	
45	Joseph de C.	1	1	2				2	
46	Joseph de C.	1	1	2				2	
47	Joseph de C.	1	1	2				2	
48	Joseph de C.	1	1	2				2	
49	Joseph de C.	1	1	2				2	
50	Joseph de C.	1	1	2				2	
51	Joseph de C.	1	1	2				2	
52	Joseph de C.	1	1	2				2	
53	Joseph de C.	1	1	2				2	
54	Joseph de C.	1	1	2				2	
55	Joseph de C.	1	1	2				2	
56	Joseph de C.	1	1	2				2	
57	Joseph de C.	1	1	2				2	
58	Joseph de C.	1	1	2				2	
59	Joseph de C.	1	1	2				2	
60	Joseph de C.	1	1	2				2	
61	Joseph de C.	1	1	2				2	
62	Joseph de C.	1	1	2				2	
63	Joseph de C.	1	1	2				2	
64	Joseph de C.	1	1	2				2	
65	Joseph de C.	1	1	2				2	
66	Joseph de C.	1	1	2				2	
67	Joseph de C.	1	1	2				2	
68	Joseph de C.	1	1	2				2	
69	Joseph de C.	1	1	2				2	
70	Joseph de C.	1	1	2				2	
71	Joseph de C.	1	1	2				2	
72	Joseph de C.	1	1	2				2	
73	Joseph de C.	1	1	2				2	
74	Joseph de C.	1	1	2				2	
75	Joseph de C.	1	1	2				2	
76	Joseph de C.	1	1	2				2	
77	Joseph de C.	1	1	2				2	
78	Joseph de C.	1	1	2				2	
79	Joseph de C.	1	1	2				2	
80	Joseph de C.	1	1	2				2	
81	Joseph de C.	1	1	2				2	
82	Joseph de C.	1	1	2				2	
83	Joseph de C.	1	1	2				2	
84	Joseph de C.	1	1	2				2	
85	Joseph de C.	1	1	2				2	
86	Joseph de C.	1	1	2				2	
87	Joseph de C.	1	1	2				2	
88	Joseph de C.	1	1	2				2	
89	Joseph de C.	1	1	2				2	
90	Joseph de C.	1	1	2				2	
91	Joseph de C.	1	1	2				2	
92	Joseph de C.	1	1	2				2	
93	Joseph de C.	1	1	2				2	
94	Joseph de C.	1	1	2				2	
95	Joseph de C.	1	1	2				2	
96	Joseph de C.	1	1	2				2	
97	Joseph de C.	1	1	2				2	
98	Joseph de C.	1	1	2				2	
99	Joseph de C.	1	1	2				2	
100	Joseph de C.	1	1	2				2	

Recensement de Michalichewen en 1839									
Personnes	Poste Lac St Jean	Personnes	Au-dessus de 15 ans		Jeunes	Orphelins		Total	
			Fr.	Gr.		Fr.	Gr.		
1	Joseph, Chef	1	1	2				2	
2	Joseph, Chef	1	1	2				2	
3	Joseph, Chef	1	1	2				2	
4	Joseph, Chef	1	1	2				2	
5	Joseph, Chef	1	1	2				2	
6	Joseph, Chef	1	1	2				2	
7	Joseph, Chef	1	1	2				2	
8	Joseph, Chef	1	1	2				2	
9	Joseph, Chef	1	1	2				2	
10	Joseph, Chef	1	1	2				2	
11	Joseph, Chef	1	1	2				2	
12	Joseph, Chef	1	1	2				2	
13	Joseph, Chef	1	1	2				2	
14	Joseph, Chef	1	1	2				2	
15	Joseph, Chef	1	1	2				2	
16	Joseph, Chef	1	1	2				2	
17	Joseph, Chef	1	1	2				2	
18	Joseph, Chef	1	1	2				2	
19	Joseph, Chef	1	1	2				2	
20	Joseph, Chef	1	1	2				2	
21	Joseph, Chef	1	1	2				2	
22	Joseph, Chef	1	1	2				2	
23	Joseph, Chef	1	1	2				2	
24	Joseph, Chef	1	1	2				2	
25	Joseph, Chef	1	1	2				2	
26	Joseph, Chef	1	1	2				2	
27	Joseph, Chef	1	1	2				2	
28	Joseph, Chef	1	1	2				2	
29	Joseph, Chef	1	1	2				2	
30	Joseph, Chef	1	1	2				2	
31	Joseph, Chef	1	1	2				2	
32	Joseph, Chef	1	1	2				2	
33	Joseph, Chef	1	1	2				2	
34	Joseph, Chef	1	1	2				2	
35	Joseph, Chef	1	1	2				2	
36	Joseph, Chef	1	1	2				2	
37	Joseph, Chef	1	1	2				2	
38	Joseph, Chef	1	1	2				2	
39	Joseph, Chef	1	1	2				2	
40	Joseph, Chef	1	1	2				2	
41	Joseph, Chef	1	1	2				2	
42	Joseph, Chef	1	1	2				2	
43	Joseph, Chef	1	1	2				2	
44	Joseph, Chef	1	1	2				2	
45	Joseph, Chef	1	1	2				2	
46	Joseph, Chef	1	1	2				2	
47	Joseph, Chef	1	1	2				2	
48	Joseph, Chef	1	1	2				2	
49	Joseph, Chef	1	1	2				2	
50	Joseph, Chef	1	1	2				2	
51	Joseph, Chef	1	1	2				2	
52	Joseph, Chef	1	1	2				2	
53	Joseph, Chef	1	1	2				2	
54	Joseph, Chef	1	1	2				2	
55	Joseph, Chef	1	1	2				2	
56	Joseph, Chef	1	1	2				2	
57	Joseph, Chef	1	1	2				2	
58	Joseph, Chef	1	1	2				2	
59	Joseph, Chef	1	1	2				2	
60	Joseph, Chef	1	1	2				2	
61	Joseph, Chef	1	1	2				2	
62	Joseph, Chef	1	1	2				2	
63	Joseph, Chef	1	1	2				2	
64	Joseph, Chef	1	1	2				2	
65	Joseph, Chef	1	1	2				2	
66	Joseph, Chef	1	1	2				2	
67	Joseph, Chef	1	1	2				2	
68	Joseph, Chef	1	1	2				2	
69	Joseph, Chef	1	1	2				2	
70	Joseph, Chef	1	1	2				2	
71	Joseph, Chef	1	1	2				2	
72	Joseph, Chef	1	1	2				2	
73	Joseph, Chef	1	1	2				2	
74	Joseph, Chef	1	1	2				2	
75	Joseph, Chef	1	1	2				2	
76	Joseph, Chef	1	1	2				2	
77	Joseph, Chef	1	1	2				2	
78	Joseph, Chef	1	1	2				2	
79	Joseph, Chef	1	1	2				2	
80	Joseph, Chef	1	1	2				2	
81	Joseph, Chef	1	1	2				2	
82	Joseph, Chef	1	1	2				2	
83	Joseph, Chef	1	1	2				2	
84	Joseph, Chef	1	1	2				2	
85	Joseph, Chef	1	1	2				2	
86	Joseph, Chef	1	1	2				2	
87	Joseph, Chef	1	1	2				2	
88	Joseph, Chef	1	1	2				2	
89	Joseph, Chef	1	1	2				2	
90	Joseph, Chef	1	1	2				2	
91	Joseph, Chef	1	1	2				2	
92	Joseph, Chef	1	1	2				2	
93	Joseph, Chef	1	1	2				2	
94	Joseph, Chef	1	1	2				2	
95	Joseph, Chef	1	1	2				2	
96	Joseph, Chef	1	1	2				2	
97	Joseph, Chef	1	1	2				2	
98	Joseph, Chef	1	1	2				2	
99	Joseph, Chef	1	1	2				2	
100	Joseph, Chef	1	1	2				2	
101	Joseph, Chef	1	1	2				2	
102	Joseph, Chef	1	1	2				2	
103	Joseph, Chef	1	1	2				2	
104	Joseph, Chef	1	1	2				2	
105	Joseph, Chef	1	1	2				2	
106	Joseph, Chef	1	1	2				2	
107	Joseph, Chef	1	1	2				2	
108	Joseph, Chef	1	1	2				2	
109	Joseph, Chef	1	1	2				2	
110	Joseph, Chef	1	1	2				2	
111	Joseph, Chef	1	1	2				2	
112	Joseph, Chef	1	1	2				2	
113	Joseph, Chef	1	1	2				2	
114	Joseph, Chef	1	1	2				2	
115	Joseph, Chef	1	1	2				2	
116	Joseph, Chef	1	1	2				2	
117	Joseph, Chef	1	1	2				2	
118	Joseph, Chef	1	1	2				2	
119	Joseph, Chef	1	1	2				2	
120	Joseph, Chef	1	1	2				2	
121	Joseph, Chef	1	1	2				2	
122	Joseph, Chef	1	1	2				2	
123	Joseph, Chef	1	1	2				2	
124	Joseph, Chef	1	1	2				2	
125	Joseph, Chef	1	1	2				2	
126	Joseph, Chef	1	1	2				2	
127	Joseph, Chef	1	1	2				2	
128	Joseph, Chef	1	1	2				2	
129	Joseph, Chef	1	1	2				2	
130	Joseph, Chef	1	1	2				2	
131	Joseph, Chef	1	1	2				2	
132	Joseph, Chef	1	1	2				2	
133	Joseph, Chef	1	1	2				2	
134	Joseph, Chef	1	1	2				2	
135	Joseph, Chef	1	1	2				2	
136	Joseph, Chef	1	1	2				2	
137	Joseph, Chef	1	1	2				2	
138	Joseph, Chef	1	1	2				2	
139	Joseph, Chef	1	1	2				2	
140	Joseph, Chef	1	1	2				2	
141	Joseph, Chef	1	1	2				2	
142	Joseph, Chef	1	1	2				2	
143	Joseph, Chef	1	1	2				2	
144	Joseph, Chef	1	1	2				2	
145	Joseph, Chef	1	1	2				2	
146	Joseph, Chef	1	1	2				2	
147	Joseph, Chef	1	1	2				2	
148	Joseph, Chef	1	1	2				2	
149	Joseph, Chef	1	1	2				2	
150	Joseph, Chef	1	1	2				2	
151	Joseph, Chef	1	1	2				2	
152	Joseph, Chef	1	1	2				2	
153	Joseph, Chef	1	1	2				2	
154	Joseph, Chef	1	1	2				2	
155	Joseph, Chef	1	1	2				2	
156	Joseph, Chef	1	1	2				2	
157	Joseph, Chef	1	1	2				2	
158	Joseph, Chef	1	1	2				2	
159	Joseph, Chef	1	1	2				2	
160	Joseph, Chef	1	1	2				2	
161	Joseph, Chef	1	1	2				2	
162	Joseph, Chef	1	1	2				2	
163	Joseph, Chef	1	1	2				2	
164	Joseph, Chef	1	1	2				2	
165	Joseph, Chef	1	1	2				2	
166	Joseph, Chef	1	1	2				2	
167	Joseph, Chef	1	1	2				2	
168	Joseph, Chef	1	1	2				2	
169	Joseph, Chef	1	1	2				2	
170	Joseph, Chef	1	1	2				2	
171	Joseph, Chef	1	1	2				2	
172	Joseph, Chef	1	1	2				2	
173	Joseph, Chef	1	1	2				2	
174	Joseph, Chef	1	1	2				2	
175	Joseph, Chef	1	1	2				2	
176	Joseph, Chef	1	1	2				2	
177	Joseph, Chef	1	1	2				2	
178	Joseph, Chef	1	1	2				2	
179	Joseph, Chef	1	1	2				2	
180	Joseph, Chef	1	1	2				2	
181	Joseph, Chef	1	1	2				2	
182	Joseph, Chef	1	1	2				2	
183	Joseph, Chef	1	1	2				2	
184	Joseph, Chef	1	1	2				2	
185	Joseph, Chef	1	1	2				2	
186	Joseph, Chef	1	1	2				2	
187	Joseph, Chef	1	1	2				2	
188	Joseph, Chef	1	1	2				2	
189	Joseph, Chef	1	1	2				2	
190	Joseph, Chef	1	1	2				2	
191	Joseph, Chef	1	1	2				2	
192	Joseph, Chef	1	1	2				2	
193	Joseph, Chef	1	1	2				2	
194	Joseph, Chef	1	1	2				2	
195	Joseph, Chef	1	1	2				2	
196	Joseph, Chef	1	1	2				2	
197	Joseph, Chef	1	1	2				2	
198	Joseph, Chef	1	1	2				2	
199	Joseph, Chef	1	1	2				2	
200	Joseph, Chef	1	1	2				2	
201	Joseph, Chef	1	1	2				2	
202	Joseph, Chef	1	1	2				2	
203	Joseph, Chef	1	1	2				2	
204	Joseph, Chef	1	1	2				2	
205	Joseph, Chef	1	1	2				2	
206	Joseph, Chef	1	1	2	</				

Annexe 7

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](http://www.cerpes.fr/).

[Retour à la table des matières](#)

9	Samuel Tucker	Journalist
10	William Connely	
11	Haris	Samuel
12	Haris	Metis
13	Ch	Metis
14	Abelard	Metis
15	Prosper Verrean	Georges atque
16	Haris	Indesin
	Haris Connely	

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Annexe 8

Quartiers généalogiques

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](#).

[Illustration 8.1](#) à [illustration 8.9](#)

[Retour à la table des matières](#)

La communauté métisse de Chicoutimi :
fondements historiques et culturels

Sigle des Métis

Disponible sur le site [Les Classiques des sciences sociales](#).

[Retour à la table des matières](#)

Fin du texte